



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 26 novembre 1955

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, November 26th, 1955

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

délaï pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délaï expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
38933 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House Québec, June 27th, 1940.
38933 — 1-52

Lettres patentes

(P.G. 12514-55)

Artistic Painting Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit septembre 1955, constituant en corporation: Lucien Thouin, Armand Poupard Jr., avocats, et Jacqueline Matte, sténographe, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme peintres, décorateurs ou en tous autres métiers relatifs à la construction, sous le nom de "Artistic Painting Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions communes de \$10 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41225-o C. E. CANTIN.

Letters Patent

(A.G. 12514-55)

Artistic Painting Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of September 1955, incorporating: Lucien Thouin, Armand Poupard, Jr., advocates, and Jacqueline Matte, stenographer, fille majeure, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as painters, decorators or any other trade connected with construction work, under the name of "Artistic Painting Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of September, 1955.

C. E. CANTIN
41225 Deputy Attorney General.

(P.G. 12941-55)

Association des Représentants en Pharmacie de Québec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit octobre 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Gérald Dupuis, Roger Lebrun, de Sillery, Vilmon Verreault, de Charlesbourg, Lionel Dion, de Sainte-Foy, Bernard Riendeau, Paul S. Nadeau et Gilles Brassard, ces trois derniers de Québec, tous représentants en pharmacie, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Former une association de représentants en pharmacie en vue du bien-être de ses membres et, d'une manière générale, régler, gérer et conserver les biens et intérêts de ladite association, sous le nom de "Association des Représentants en Pharmacie de Québec, Inc."

Le montant auquel sont limités les revenus annuels que la corporation peut posséder, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41225-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12941-55)

Association des Représentants en Pharmacie de Québec Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Gérald Dupuis, Roger Lebrun, of Sillery, Vilmon Verreault, of Charlesbourg, Lionel Dion, of Sainte-Foy, Bernard Riendeau, Paul S. Nadeau and Gilles Brassard, these last three of Quebec, all representatives in pharmacy, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To form a society of representatives in pharmacy in view of the welfare of its members and, in a general way, to regulate, manage and preserve the property and interests of the said society under the name of "Association des Représentants en Pharmacie de Québec Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$20,000.

The head office of the corporation will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41225 Deputy Attorney General.

(P.G. 12550-55)

Avenue Homes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de septembre 1955, constituant en corporation: Jean-Luc Poulin, architecte, Abie Baimel, John Korosi, vendeurs d'immeubles, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires comme une compagnie de construction, sous le nom de "Avenue Homes Inc.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 8255 boulevard St-Laurent, Montréal 11, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-sixième jour de septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41225 C. E. CANTIN.

(A.G. 12550-55)

Avenue Homes Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of September, 1955, incorporating: Jean-Luc Poulin, architect, Abie Baimel, John Korosi, real estates salesmen, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business as a construction company, under the name of "Avenue Homes Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 8255 St. Lawrence Boulevard, Montreal 11, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
41225-o Deputy Attorney General.

(P.G. 12717-55)

Avenue Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept octobre 1955, constituant en corporation: Milton Lowen Klein, Arthur I. Bronstein, avocats et Mildred Brown, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Ériger, améliorer, transformer des bâtisses et exercer le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Avenue Investments Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 50 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41225 C. E. CANTIN.

(A.G. 12717-55)

Avenue Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1955, incorporating: Milton Lowen Klein, Arthur I. Bronstein, advocates, and Mildred Brown, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To erect, improve, alter buildings and deal in building materials, under the name of "Avenue Investments Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 500 common shares of \$10 each and into 50 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41225-o Deputy Attorney General.

(P.G. 12694-55)

Banner Publications Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour d'octobre 1955, constituant en corporation: James P. Carlton, éditeur, William Charles Patten, photographe et Huguette Perras, secrétaire, célibataire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimeurs généraux, lithographes, graveurs et agents de publicité, sous le nom de "Banner Publications Limited", avec un capital total de \$15,000, divisé en 150 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce cinquième jour d'octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41225 C. E. CANTIN.

(A.G. 12694-55)

Banner Publications Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of October, 1955, incorporating: James P. Carlton, editor, William Charles Patten, photographer, and Huguette Perras, secretary, single, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general printers, lithographers, engravers and advertising agents, under the name of "Banner Publications Limited" with a total capital stock of \$15,000, divided into 150 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41225-o Deputy Attorney General.

(P.G. 10085-55)

Boulevard Investments Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de juin 1955, constituant en corporation: Max Liverman, Leonard Liverman et Julius Briskin, avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Boulevard Investments Corporation", avec un capital-actions divisé en 600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 2,000 actions sans valeur nominale ou au pair.

Le siège social de la compagnie sera à St-Vincent de Paul, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trentième jour de juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
41225 C. E. CANTIN.

(A.G. 10085-55)

Boulevard Investments Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June, 1955, incorporating: Max Liverman, Leonard Liverman and Julius Briskin, advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Boulevard Investments Corporation", with a capital stock divided into 600 preferred shares of the par value of \$100 each and into 2,000 shares having no nominal or par value.

The head office of the company will be at St. Vincent de Paul, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
41225-o Deputy Attorney General.

(P.G. 12508-55)

C.E. Dionne & Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze octobre 1955, constituant en corporation: Georges-Alexandre Lebel, notaire, Jean Lebel, comptable agréé, et Eudora Forbes, secrétaire, tous de Matane, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire des opérations forestières de tous genres, sous le nom de "C.E. Dionne & Fils Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Matane, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le onze octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41225-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12508-55)

C.E. Dionne & Fils Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of October 1955, incorporating: Georges Alexandre Lebel, notary, Jean Lebel, chartered accountant, and Eudora Forbes, secretary, all of Matane, judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To carry on forestry operations of every nature and kind, under the name of "C.E. Dionne & Fils Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Matane, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41225 Deputy Attorney General.

(P.G. 12689-55)

Clermont Oil Heating Ltée Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 12689-55)

Clermont Oil Heating Ltée Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq octobre 1955, constituant en corporation: Romanus Curran, avocat, Joseph-René Clermont, homme d'affaires, et Graziella Guillemette, secrétaire, fille majeure, tous de Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie générale, sous le nom de "Clermont Oil Heating Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41225-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12723-55)

Couture Industries Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept octobre 1955, constituant en corporation: Camil Noël, c.r., avocat, Claude Rioux, avocat, et Marcelle Gagnon, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de matériaux de construction, machineries, outils, ameublement et équipement, sous le nom de "Couture Industries Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 800 actions ordinaires de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le sept octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41225-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12653-55)

Fashion Tee Casuals Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour d'octobre 1955, constituant en corporation: Seymour Katz, manufacturier, Edward Samuel Berger, Benjamin Léopold Louis, avocats et Sureka Wasserman, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de chemises, chemises et vêtements de sports, sous le nom de "Fashion Tee Casuals Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,800 actions privilégiées de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce cinquième jour d'octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41225 C. E. CANTIN.

(P.G. 12695-55)

Francisca Lodge Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of October, 1955, incorporating: Romanus Curran, advocate, Joseph-René Clermont, businessman, and Graziella Guillemette, secretary, spinster, all of Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda, for the following purposes:

To carry on business as general plumbing contractors, under the name of "Clermont Oil Heating Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41225 Deputy Attorney General.

(A.G. 12723-55)

Couture Industries Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October 1955, incorporating: Camil Noël, Q.C., advocate, Claude Rioux, advocate, and Marcelle Gagnon, secretary fille majeure, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in building materials, machinery, tools, furniture and equipment, under the name of "Couture Industries Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 800 common shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41225 Deputy Attorney General.

(A.G. 12653-55)

Fashion Tee Casuals Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of October, 1955, incorporating: Seymour Katz, manufacturer, Edward Samuel Berger, Benjamin Léopold Louis, advocates, and Sureka Wasserman, secretary, spinster of the full age of majority, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in shirts, tee-shirts, and sportswear, under the name of "Fashion Tee Casuals Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and into 3,800 preferred shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41225-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12695-55)

Francisca Lodge Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day

du cinq octobre 1955, constituant en corporation: Thomas Rouleau, hôtelier, Gabrielle Bégin Rouleau, infirmière diplômée, épouse contractuellement séparée de biens dudit Thomas Rouleau, et dument autorisée par lui aux fins des présentes, et Étienne Dussault, notaire, tous de Magog, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôtelier, sous le nom de "Francisca Lodge Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera, Chemin de Montréal, dans le canton de Magog, RR. N° 4, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41225-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12393-55)

Huile à Chauffage Magic Fuel Oil Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux septembre 1955, constituant en corporation: Fernand Chaussé, avocat d'Outremont, Wilfrid Deschenes, notaire, et Philippe Aubé, avocat, ces deux derniers de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de combustibles, sous le nom de "Huile à Chauffage Magic Fuel Oil Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Arès-ville, dans la municipalité de Saint-François-de-Sales-Sud, district judiciaire de Terrebonne,

Daté du bureau du Procureur général, le deux septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41225-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12658-55)

Hull Ready Mix and Concrete Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de septembre 1955, constituant en corporation: J. Origène Normand, manufacturier, de Lakeview Terrace, Deschenes, Jean-Louis Ménard et Marcel Bourget, avocats, de Hull, tous du district judiciaire de Hull, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de matériaux de construction; fourniture et tous équipements de construction, sous le nom de "Hull Ready Mix and Concrete Limited", avec un capital total de \$75,000, divisé en 7,500 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 100 rue Lois, Hull, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, ce trentième jour de septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41225 C. E. CANTIN.

(P.G. 12654-55)

International Pallet, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

of October 1955, incorporating: Thomas Rouleau, hotel-keeper, Gabrielle Bégin Rouleau, graduate nurse, wife contractually separate as to property of the said Thomas Rouleau, and duly authorized by him for the purposes herein, and Étienne Dussault, notary, all of Magog, judicial district of Saint Francis, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keeper, under the name of "Francisca Lodge Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 250 common shares of \$100 each and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be on the Montreal highway, in the township of Magog, RR. No. 4, Magog, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41225 Deputy Attorney General.

(A.G. 12393-55)

Huile à Chauffage Magic Fuel Oil Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of September, 1955, incorporating: Fernand Chaussé, advocate, of Outremont, Wilfrid Deschenes, notary, and Philippe Aubé, advocate, the latter two of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in fuels, under the name of "Huile à Chauffage Magic Fuel Oil Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Arès-ville, in the municipality of Saint-François-de-Sales-Sud, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
41225 Deputy Attorney General.

(A.G. 12658-55)

Hull Ready Mix and Concrete Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September, 1955, incorporating: J. Origène Normand, manufacturer, of Lakeview Terrace, Deschenes, Jean-Louis Ménard, and Marcel Bourget, advocates, of Hull, all of the judicial district of Hull, for the following purposes:

To manufacture and deal in building materials; to supply all equipments for the construction business, under the name of "Hull Ready Mix and Concrete Limited", with a total capital stock of \$75,000, divided into 7,500 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 100, rue Lois, Hull, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
41225-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12654-55)

International Pallet, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq octobre 1955, constituant en corporation: James G. Thomson, vendeur, de Ste-Rose est, district judiciaire de Montréal, Laurent G. Tremblay, vendeur, Gérard Fontaine, agent d'immeubles, tous deux de Bedford, Daniel J. Murphy, cultivateur, Adrien Duhamel, entrepreneur, de St-Ignace de Stanbridge, tous quatre du district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de bois de construction et bois de toutes sortes, sous le nom de "International Pallet, Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Ignace de Stanbridge, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41225 C. E. CANTIN.

(P.G. 12591-55)

J.-I. Laroche & Cie, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq octobre 1955, constituant en corporation: Réal Laroche, Maurice Laroche et Elphège alias Ildège Laroche, tous épiciers, de Sainte-Rose, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'épiciers-bouchers, sous le nom de "J.-I. Laroche & Cie, Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions communes de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Rose, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41225-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12490-55)

Kwik-Kafe (Quebec) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente septembre 1955, constituant en corporation: Donald Newton Byers, Errol Klock McDougall et Walter Austin Johnson, avocats et conseils en loi de la Reine, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, fournir le service et exercer le commerce de machines distributrices automatiques, sous le nom de "Kwik-Kafe (Quebec) Limited", avec un capital total de \$10,000, divisé en 2,000 actions de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 621 avenue Blair, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41225 C. E. CANTIN.

(P.G. 12663-55)

La Bibliothèque des jeunes de Sainte-Agathe-des-Monts Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of October, 1955, incorporating: James G. Thomson, salesman, of St. Rose East, of the judicial district of Montreal, Laurent G. Tremblay, salesman, Gérard Fontaine, real estate agent, both of Bedford, Daniel J. Murphy, farmer, Adrien Duhamel, contractor, of St. Ignace of Stanbridge, all four of the judicial district of Bedford, for the following purposes:

To manufacture and deal in lumber and wood of all kinds, under the name of "International Pallet, Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at St. Ignace de Stanbridge, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41225-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12591-55)

J.-I. Laroche & Cie, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of October, 1955, incorporating: Réal Laroche, Maurice Laroche, and Elphège alias Ildège Laroche, all grocers, of Sainte-Rose, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business of grocers-butchems, under the name of "J.-I. Laroche & Cie, Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Rose, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41225 Deputy Attorney General.

(A.G. 12490-55)

Kwik-Kafe (Quebec) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September, 1955, incorporating: Donald Newton Byers, Errol Klock McDougall and Walter Austin Johnson, advocates and Queen's Counsel, all of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, service and otherwise deal in automatic dispensing machines, under the name of "Kwik-Kafe (Quebec) Limited", with a total capital stock of \$10,000, divided into 2,000 shares of \$5 each.

The head office of the company will be at 621 Blair Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
41225-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12663-55)

La Bibliothèque des jeunes de Sainte-Agathe-des-Monts Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois octobre 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Louise M. Duquette, ménagère, épouse de Jacques Duquette, avocat, Marguerite F. B. Lafrenière, ménagère, épouse de Jean Baron Lafrenière, notaire, Jeanne Bergeron Doré, institutrice, épouse de Dominique Doré, Lucille Pellerin, ménagère, épouse de Louis Pellerin, greffier, et Louise Plessis Belair Gélinas, ménagère, épouse de Paul Gélinas, avocat, toutes épouses contractuellement séparées de biens de leurs époux et dûment autorisées par eux aux fins des présentes, de Sainte-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Organiser et administrer une ou plusieurs bibliothèques dans la ville de Sainte-Agathe-des-Monts, sous le nom de "La Bibliothèque des Jeunes de Sainte-Agathe-des-Monts Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Sainte-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41225-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12648-55)

La Chambre de Commerce de Repentigny

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six octobre 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Rolland Thouin, électricien, Philippe Venne, garagiste, Bernardin Thouin, cultivateur, et Urgel Perras, marchand, tous de Repentigny, district judiciaire de Joliette, pour les objets suivants:

Travailler au bien-être économique, civique et social de la municipalité de Repentigny et au développement de ses ressources, sous le nom de "La Chambre de Commerce de Repentigny".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à Repentigny, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le six octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41225-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12100-55)

La Compagnie de Bois du Bic Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq octobre 1955, constituant en corporation: Raoul Langlois, industriel, Ghislaine L. Michaud, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Jean Michaud, de Rimouski, et Jean Rioux, industriel, de Bic, tous du district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de bois en général, sous le nom de "La Compagnie de Bois du Bic Inc.", avec un capital total de \$30,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Louise M. Duquette, housewife, wife of Jacques Duquette, advocate, Marguerite F. B. Lafrenière, housewife, wife of Jean Baron Lafrenière, notary, Jeanne Bergeron Doré, teacher, wife of Dominique Doré, Lucille Pellerin, housewife, wife of Louis Pellerin, clerk, and Louise Plessis Belair Gélinas, housewife, wife of Paul Gélinas, advocate, all wives contractually separate as to property from their husbands and duly authorized by them for these presents, of Sainte-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To organize and administrate one or more libraries in the town of Sainte-Agathe-des-Monts, under the name of "La Bibliothèque des Jeunes de Sainte-Agathe-des-Monts Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Sainte-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41225 Deputy Attorney General.

(A.G. 12648-55)

La Chambre de Commerce de Repentigny

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of October 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Rolland Thouin, electrician, Philippe Venne, garage-keeper, Bernardin Thouin, farmer, and Urgel Perras, merchant, all of Repentigny, judicial district of Joliette, for the following purposes:

To further the economic, civic and social welfare of the Municipality of Repentigny and the development of its resources, under the name of "La Chambre de Commerce de Repentigny".

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at Repentigny, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41225 Deputy Attorney General.

(A.G. 12100-55)

La Compagnie de Bois du Bic Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of October, 1955, incorporating: Raoul Langlois, industrialist, Ghislaine L. Michaud, housewife, wife contractually separate as to property of Jean Michaud, of Rimouski, and Jean Rioux, industrialist, of Bic, all of the judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To manufacture and deal in wood generally under the name of "La Compagnie de Bois du Bic Inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 1,500 common shares of a par value of \$10 each and into 1,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41225-0 C. E. CANTIN.

The head office of the company will be at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
22415 Deputy Attorney General.

(P.G. 12079-55)

La Corporation de l'Hôpital Général Fleury

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept octobre 1955, constituant en corporation: Joseph-Alcide Dionne, médecin-chirurgien, des cité et district judiciaire de Montréal, Amédée-Émile Dionne et Robert Dionne, courtiers d'assurances, de Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska, pour les objets suivants:

Construire, exploiter et administrer un ou des hôpitaux, sous le nom de "La Corporation de l'Hôpital Général Fleury", avec un capital total de \$99,000, divisé en 10 actions ordinaires de \$100 chacune, 40 actions privilégiées classe A de \$500 chacune et en 780 actions privilégiées classe B de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41225-0 C. E. CANTIN.

(A.G. 12079-55)

La Corporation de l'Hôpital Général Fleury

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October 1955, incorporating: Dr. Joseph Alcide Dionne, general practitioner, of the city and judicial district of Montreal, Amédée Émile Dionne and Robert Dionne, insurance brokers, of Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska, for the following purposes:

To build, operate and manage one or more hospitals, under the name of "La Corporation de l'Hôpital Général Fleury", with a total capital stock of \$99,000, divided into 10 common shares of \$100 each, 40 Class A preferred shares of \$500 each and 780 Class B preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October 1955.

C. E. CANTIN,
41225 Deputy Attorney General.

(P.G. 12681-55)

Norac Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six octobre 1955, constituant en corporation: Marcel Caron, gérant, Urbain Nantel, commerçant, et Charles Wilhelmy, caissier, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers d'assurances, sous le nom de "Norac Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 800 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41225-0 C. E. CANTIN.

(A.G. 12681-55)

Norac Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of October 1955, incorporating: Marcel Caron, manager, Urbain Nantel, merchant and Charles Wilhelmy, cashier, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers, under the name of "Norac Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 800 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of October 1955.

C. E. CANTIN,
41225 Deputy Attorney General.

(P.G. 12670-55)

**Norcopper & Metals Corporation
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois octobre 1955, constituant en corporation: Henri Crépeau, Jean Miquelon, avocats et conseils en loi de la Reine et Charles Edward Gibson, agent, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et des minerais et les négocier, sous le nom de "Norcopper & Metals Corporation" (No Personal Liability), avec un capital total de \$4,000,000, divisé en 4,000,000 d'actions de \$1 chacune.

(A.G. 12670-55)

**Norcopper & Metals Corporation
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1955, incorporating: Henri Crépeau, Jean Miquelon, advocates and Queen's Counsel, and Charles Edward Gibson, agent, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with same, under the name of "Norcopper & Metals Corporation" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$4,000,000, divided into 4,000,000 shares of \$1 each.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à 132 ouest, rue St-Jacques, suite 726, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41225 C. E. CANTIN.

(P.G. 12624-55)

Penguin Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf septembre 1955, constituant en corporation: Yvon Jasmin, avocat, Estelle Thérien et Rita Dufresne, secrétaires, filles majeures tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations et le commerce sous toutes ses formes, d'un institut de beauté, de salons de coiffure, marchands de marchandises nécessaires à ces fins, sous le nom de "Penguin Enterprises Ltd.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 100 actions communes de \$100 chacune et en 900 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41225-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12575-55)

Plateau Levesque Housing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de septembre 1955, constituant en corporation: Leona Green, tenesse de livres, fille majeure, Donald Kujan, étudiant, tous deux de Montréal et Michael Greenblatt, avocat, de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles et disposer desdits immeubles ou intérêts en iceux, sous le nom de "Plateau Levesque Housing Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-huitième jour de septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41225 C. E. CANTIN.

(P.G. 12605-55)

René Petit Incorporé

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente septembre 1955, constituant en corporation: René Petit, marchand, de Longueuil, Aurèle Petit, marchand, de Ville Lemoyne, et

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at 132 St. James St. West, suite 726, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

(A.G. 12624-55)

Penguin Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of September, 1955, incorporating: Yvon Jasmin, advocate, Estelle Thérien and Rita Dufresne, secretaries, spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the operations of and to deal, under all its forms, beauty and hair-dressing parlors, to carry on as merchants in all merchandise deemed necessary for such purposes, under the name of "Penguin Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 900 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

(A.G. 12575-55)

Plateau Levesque Housing Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of September, 1955, incorporating: Leona Green, bookkeeper, spinster, Donald Kujan, student, both of Montreal, and Michel Greenblatt, barrister, of Westmount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate and dispose of the said real estate or interests therein, under the name of "Plateau Levesque Housing Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares having a par value of \$100 each and into 300 preferred shares having a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

(A.G. 12605-55)

René Petit Incorporé

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September, 1955, incorporating: René Petit, merchant, of Longueuil, Aurèle Petit, merchant, of Ville Lemoyne, and Honoré Petit, merchant, of

Honoré Petit, marchand, de Saint-Bruno, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de la vente et du posage de couvre-planchers et de toute marchandise se rapportant audit commerce, sous le nom de "René Petit Incorporé", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41225-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12585-55)

Rennie Fabrics Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier octobre 1955, constituant en corporation: Louis H. Rohrlick, avocat, C.R., Paul L. Gordon, avocat, Joyce Pilzmaeker, Thelma Goldstein, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de tissus, habits et vêtements, sous le nom de "Rennie Fabrics Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41225 C. E. CANTIN.

(P.G. 12628-55)

Richler Automotive Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente septembre 1955, constituant en corporation: Alan Bernard Gold, Morris Weiner, avocats, de Montréal, Marcus Meyer Sperber, avocat et conseil en loi de la Reine, de Westmount, Murray Lapin, avocat, de Hampstead et Solomon W. Weber, avocat et conseil en loi de la Reine, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de toutes sortes de moteurs, machinerie et outillage de construction, sous le nom de "Richler Automotive Corporation", avec un capital total de \$300,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 836 rue Wellington, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41225 C. E. CANTIN.

(P.G. 12437-55)

Roger Charette Fourrures Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

Saint-Bruno, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of selling and to lay coverings and to deal in all merchandise pertaining to the said business under the name of "René Petit Incorporé", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Longueuil, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
41225 Deputy Attorney General.

(A.G. 12585-55)

Rennie Fabrics Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of October, 1955, incorporating: Louis H. Rohrlick, advocate, Q.C., Paul L. Gordon, advocate, Joyce Pilzmaeker, Thelma Goldstein, secretaries, spinsters of the full age of majority, all of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in fabrics, garments and wearing apparel, under the name of "Rennie Fabrics Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of the par value of \$10 each and into 3,600 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41225-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12628-55)

Richler Automotive Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September, 1955, incorporating: Alan Bernard Gold, Morris Weiner, advocates, of Montreal, Marcus Meyer Sperber, advocate and Queen's counsel, of Westmount, Murray Lapin, advocate, of Hampstead, and Solomon W. Weber, advocate and Queen's counsel, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of motors, machinery and construction equipment, under the name of "Richler Automotive Corporation", with a total capital stock of \$300,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$100 each, and into 2,000 preferred share of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 836 Wellington Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
41225-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12437-55)

Roger Charette Fourrures Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de septembre 1955, constituant en corporation: Abraham Cohen, avocat, William P. McMahon, courtier de douanes, tous deux de Montréal, et Gilles Béchard, courtier de douanes, de ville Mont-Royal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de fourrures, sous le nom de "Roger Charette, Fourrures Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deuxième jour de septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41225 C. E. CANTIN.

(P.G. 12882-55)

Rôtisserie Claire-Fontaine Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept octobre 1955, constituant en corporation: Pierre Cimon, avocat, A. Maurice Duval, comptable agréé, et Joseph E. Gagnon, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de "Rôtisserie Claire-Fontaine Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 400 actions communes de \$100 chacune et en 600 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à ville St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41225-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12236-55)

Société Suisse Romande

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre octobre 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Dr Frédéric Kaestli, Consul général de Suisse et Doyen du Corps consulaire à Montréal, André Monney, assureur-conseil, tous deux de Montréal, et Maryrose Lette Fontana, professeur, épouse commune en biens de Raymond Lette, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, de Hampstead, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir les relations intellectuelles et culturelles des Suisses de langue française, résidant dans la province de Québec, sous le nom de "Société Suisse Romande".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à 1572, rue McGregor, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41225-o C. E. CANTIN.

Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of September, 1955, incorporating: Abraham Cohen, advocate, William P. McMahon, Customs broker, both of Montreal, and Gilles Béchard, customs broker, of the town of Mount Royal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in furs, under the name of "Roger Charette Fourrures Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$10 each and into, 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
41225-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12882-55)

Rôtisserie Claire-Fontaine Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of October 1955, incorporating: Pierre Cimon, advocate, A. Maurice Duval, chartered accountant, and Joseph E. Gagnon, accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Rôtisserie Claire-Fontaine Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 400 common shares of \$100 each and 600 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at the town of St. Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41225 Deputy Attorney General.

(A.G. 12236-55)

Société Suisse Romande

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of October 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Dr. Frédéric Kaestli, General Consul of Switzerland and Dean of the Consular Corps at Montreal, André Monney, consultant-underwriter, both of Montreal, and Maryrose Lette Fontana, professor, wife common as to property of Raymond Lette, and duly authorized by him for the purposes herein, of Hampstead, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To encourage intellectual and cultural relations between the French-speaking Swiss residing in the Province of Quebec, under the name of "Société Suisse Romande".

The amount to which the value of immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at 1572 McGregor Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41225 Deputy Attorney General.

(P.G. 12542-55)

South Star Realities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq octobre 1955, constituant en corporation: Damien Gratton, Guy Villiard, courtiers d'assurances, et Marcel Hamelin, notaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "South Star Realities Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1554, rue Viel, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41225-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12542-55)

South Star Realities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of October, 1955, incorporating: Damien Gratton, Guy Villiard, insurance brokers, and Marcel Hamelin, notary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a real estate business under the name of "South Star Realities Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1554, Viel Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41225 Deputy Attorney General.

(P.G. 12678-55)

**Sports Car Club of America,
Quebec Region Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente septembre 1955, constituant en corporation sans capital-actions: W. LeM. Owen Carter, avocat, Norma Lee, secrétaire, fille majeure, tous deux de Sillery et Catherine Woodley, secrétaire, veuve, de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Encourager la conduite prudente et habile sur les chemins publics ainsi que l'entretien adéquat, la possession et l'opération de voitures de sport, sous le nom de "Sports Car Club of America, Quebec Region Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$50,000.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trente septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41225 C. E. CANTIN.

(A.G. 12678-55)

**Sports Car Club of America,
Quebec Region Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September, 1955, to incorporate as a corporation without share capital: W. LeM. Owen Carter, advocate, Norma Lee, secretary, spinster, both of Sillery, and Catherine Woodley, secretary, widow, of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To encourage careful and skillful driving on the public highways and preservation, ownership and operation of Sports Cars, under the name of "Sports Car Club of America, Quebec Region Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
41225-o Deputy Attorney General.

(P.G. 12659-55)

Town & Country Restaurant Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de septembre 1955, constituant en corporation Leo Rosentzveig, Daniel Morris, avocats, Jack Greenstein, étudiant, Bertha Mendelson, secrétaire fille majeure, de Montréal et Manuel Schacter, avocat d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Construire administrer et diriger des restaurants, sous le nom de "Town & Country Restaurant Ltd.", avec un capital total de \$50,000 divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trentième jour de septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41225 C. E. CANTIN.

(A.G. 12659-55)

Town & Country Restaurant Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September, 1955, incorporating: Leo Rosentzveig, Daniel Morris, advocates, Jack Greenstein, student, Bertha Mendelson, secretary, spinster of the full age of majority, of Montreal, and Manuel Schacter, advocate, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To build, manage and conduct restaurants, under the name of "Town & Country Restaurant Ltd.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
41225-o Deputy Attorney General.

(P.G. 12553-55)

Vikon Housing Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de septembre 1955, constituant en corporation: Philip Vineberg, Neil Phillips et Melvin Leonard Rothman, avocats, de la cité de Westmount, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires comme entrepreneurs et constructeurs, sous le nom de "Vikon Housing Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-sixième jour de septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41225

C. E. CANTIN.

(A.G. 12553-55)

Vikon Housing Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of September, 1955, incorporating: Philip Vineberg, Neil Phillips and Melvin Leonard Rothman, advocates, of the city of Westmount, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors and builders, under the name of "Vikon Housing Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41225-o

Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

(P.G. 12535-55)

Alice Boiteau Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du seize septembre 1955, à la compagnie "Vogue Shopping Centre Ltd.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 20 avril 1932, sous le nom originaire de "Gascon Limitée", et par lettres patentes supplémentaires en date du 28 août 1939, et par de nouvelles lettres patentes supplémentaires du 17 février 1951, changeant, *inter alia*, ledit originaire en celui de "Chez Donald Ltée", lequel nom fut à son tour changé en celui de "Vogue Shopping Centre Ltd." par de nouvelles lettres patentes supplémentaires en date du 12 juillet 1951: a) changeant de nouveau le nom de ladite compagnie en celui de "Alice Boiteau Ltée"; b) changeant l'endroit du siège social des cité et district judiciaire de Montréal, au numéro 282 de la rue Labelle, à Saint-Jérôme, dans le district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le seize septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41225-o

C. E. CANTIN.

Supplementary Letters Patent

(A.G. 12535-55)

Alice Boiteau Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the sixteenth day of September 1955, to the company "Vogue Shopping Centre Ltd.", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated April 20th, 1932, under the original name of "Gascon Limitée", and by supplementary letters patent date August 28th, 1939, and by additional supplementary letters patent of February 17th, 1951, changing, *inter alia*, the said original name to that of "Chez Donald Ltée", which name, in turn, was changed to "Vogue Shopping Center Ltd.", by additional supplementary letters patent date July 12, 1951: changing again the name of said company to that of "Alice Boiteau Ltée"; b) transferring the locality of the head office in the city and judicial district of Montreal to number 282 Labelle Street, at Saint Jérôme, in the judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41225

Deputy Attorney General.

(P.G. 12669-55)

**Association de Prévention des
Accidents Industriels — Québec
Industrial Accident Prevention
Association — Quebec**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires en date du onze octobre 1955, changeant le nom de la corporation "The Quebec Association for the Prevention of Industrial Accidents Inc.—L'Association de Québec pour la Prévention des Accidents du Travail Inc.", constituée en vertu de la troisième partie de ladite loi par lettres patentes du 8 juillet 1931, changeant son nom en celui de "Asso-

(A.G. 12669-55)

**Association de Prévention des
Accidents Industriels — Québec
Industrial Accident Prevention
Association — Quebec**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated October eleventh, 1955, changing the name of the corporation "The Quebec Association for the Prevention of Industrial Accidents Inc.—L'Association de Québec pour la Prévention des Accidents du Travail Inc.", incorporated under Part III of the said Act by letters patent of July 8th, 1931, changing its name into that of "Association de Prévention des Accidents

ciation de Prévention des Accidents Industriels — Québec — Industrial Accident Prevention Association — Québec”.

Daté du bureau du Procureur général, le onze octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41225-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12579-55)

Auto Collision Repairs Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quinze octobre 1955, à la compagnie "Val-George Garage Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 10 mars 1952, changeant son nom en celui de "Auto Collision Repairs Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le quinze octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41225-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12640-55)

A. Wesley Mason & Sons Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente septembre 1955, à la compagnie "St. Maurice Textiles Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 6 octobre 1944, 1° changeant son nom en celui de "A. Wesley Mason & Son Ltd."; 2° étendant ses pouvoirs; 3° augmentant son capital de \$20,000 à \$400,000; le capital-actions additionnel étant divisé en 3,800 actions privilégiées de \$100.

Daté du bureau du Procureur général, le trente septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41225-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12577-55)

Beth Zion Congregation

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du cinq octobre 1955, changeant le nom de "The Jewish Congregation of Côte St. Luc Inc.", constitué en corporation en vertu de la troisième partie de ladite Loi par lettre patentes du 14 mai 1955, changeant son nom en celui de "Beth Zion Congregation".

Daté du bureau du Procureur général, le cinq octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41225-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12588-55)

Brault Automobile Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatre octobre 1955, à la compagnie "Johnson Motor Sales Limited", constituée en corporation en vertu de ladite

Industriels — Québec — Industrial Accident Prevention Association — Québec”.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41225 Deputy Attorney General.

(A.G. 12579-55)

Auto Collision Repairs Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated October fifteenth, 1955, to the company "Val-George Garage Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated March 10th, 1952, changing its name into that of "Auto Collision Repairs Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41225 Deputy Attorney General.

(A.G. 12640-55)

A. Wesley Mason & Sons Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the thirtieth day of September 1955, to the company "St. Maurice Textiles Limited", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated October 6th, 1944, 1° changing the company's name to that of "A. Wesley Mason & Son Ltd."; 2. extending its powers; 3. increasing its capital from the sum of \$20,000 to \$400,000; the additional share capital being divided into 3,800 preferred shares of \$100.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
41225 Deputy Attorney General.

(A.G. 12577-55)

Beth Zion Congregation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated October fifth, 1955, changing the name of "The Jewish Congregation of Côte St-Luc Inc.", incorporated under the said Part III of the said Act by letters patent of May 14th, 1955 changing its name into that of "Beth Zion Congregation".

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October 1955.

C. E. CANTIN,
41225 Deputy Attorney General.

(A.G. 12588-55)

Brault Automobile Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fourth day of October 1955, to the company "Johnson Motor Sales Limited", constituted as a corporation under said Part I of the Que-

première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 14 janvier 1941, changeant son nom en celui de "Brault Automobile Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le quatre octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41225-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12543-55)

Cycles & Sports Equipment Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatre octobre 1955, à la compagnie "Cycle Automoto (Canada) Ltée", constituant en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 23 octobre 1950, sous le nom originaire de "Cycles & Sports Agencies Limited — Les Agences d'Articles de Sport et de Cycles Limitée", lequel nom originaire a été changé en celui de "Cycles Automoto (Canada) Ltée" par lettres patentes supplémentaires du 7 janvier 1952, changeant de nouveau le nom de la compagnie en celui de "Cycles & Sports Equipment Co. Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le quatre octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41225-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12480-55)

Food Products Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-neuf septembre 1955, à la compagnie "Food Products Limited", a) réduisant son capital de \$100,000 à \$60,000: le capital-actions annulé étant divisé en 400 actions privilégiées de \$100; b) augmentant le capital ainsi réduit de \$60,000 à \$101,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 400 actions privilégiées classe "A" de \$100 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe "B" de \$1. chacune; c) restreignant le nombre des actionnaires et le transfert des actions.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41225-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12109-55)

Harvey Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-huit septembre 1955, à la compagnie "Morel Construction Co. Ltd.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 30 septembre 1950, changeant son nom en celui de "Harvey Construction Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41225-o C. E. CANTIN.

bec Companies' Act, by letters patent dated January 14th, 1941, changing its name to that of "Brault Automobile Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41225 Deputy Attorney General.

(A.G. 12543-55)

Cycles & Sports Equipment Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fourth day of October 1955, to the company "Cycles Automoto (Canada) Ltée", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated October 23rd, 1950, under the original name of "Cycles & Sports Agencies Limited — Les Agences d'Articles de Sport et de Cycles Limitée", which original name was changed to that of "Cycles Automoto (Canada) Ltée", by supplementary letters patent dated January 7th, 1952, once again changing the Company's name to that of "Cycles & Sports Equipment Co. Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of October 1955.

C. E. CANTIN,
41225 Deputy Attorney General.

(A.G. 12480-55)

Food Products Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated September twenty-ninth, 1955, to the company "Food Products Limited", a) reducing its capital stock from \$100,000 to \$60,000: the cancelled capital stock being divided into 400 preferred shares of \$100; b) increasing the capital stock thus reduced from \$60,000 to \$101,000: the additional capital stock being divided into 400 preferred class "A" shares of \$100 each and into 1,000 preferred class "B" shares of \$1 each; c) curtailing the number of shareholders and the transfer of shares.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
41225 Deputy Attorney General.

(A.G. 12109-55)

Harvey Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-eighth day of September 1955, to the company "Morel Construction Co. Ltd.", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated November 30th, 1950, changing its name to that of "Harvey Construction Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of September 1955.

C. E. CANTIN,
41225 Deputy Attorney General.

(P.G. 12534-55)

**Isolation Provinciale Inc.
Provincial Insulation Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trois octobre 1955, à la compagnie "Isolation Provinciale Inc.—Provincial Insulation Inc.", a) réduisant son capital de \$25,000 à \$300: le capital-actions annulé étant divisé en 247 actions de \$100; b) augmentant le capital ainsi réduit de \$300 à \$40,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 397 actions ordinaires de \$100; c) étendant ses pouvoirs de la manière prévue dans le règlement adopté à cette fin.

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41225-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12534-55)

**Isolation Provinciale Inc.
Provincial Insulation Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated October third, 1955, to the company "Isolation Provinciale Inc.—Provincial Insulation Inc.", a) reducing its capital stock from \$25,000 to \$300: the cancelled capital stock being divided into 247 shares of \$100; b) increasing the capital stock so reduced from \$300 to \$40,000: the additional capital stock being divided into 397 common shares of \$100; c) extending its powers in the manner provided for in the by-law adopted for this purpose.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41225 Deputy Attorney General.

(P.G. 12676-55)

Olympus Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trois octobre 1955, à la compagnie "New Rector's Incorporated", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 7 mai 1953, changeant son nom en celui de "Olympus Restaurant Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41225-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12676-55)

Olympus Restaurant Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated October third, 1955, to the company "New Rector's Incorporated", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated May 7th, 1953, changing its name into that of "Olympus Restaurant Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41225 Deputy Attorney General.

(P.G. 12436-55)

Perma-Ply Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du seize septembre 1955, à la compagnie "O. K. Chipcore Corporation", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 8 octobre 1953, 1° réduisant son capital de \$500,000 à \$165,000: le capital-actions annulé étant divisé en 1,100 actions privilégiées et en 2,250 actions ordinaires de \$100 chacune; 2° convertissant 100 actions ordinaires de \$100 chacune en 100 actions classe "A" de \$100 chacune; 3° subdivisant les 150 actions ordinaires restantes de \$100 chacune en 15,000 actions ordinaires de \$1; 4° modifiant les privilèges et restrictions attachés aux actions privilégiées; 5° changeant le nom de la compagnie en celui de "Perma-Ply Corporation".

Daté du bureau du Procureur général, le seize septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41225-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12436-55)

Perma-Ply Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the sixteenth day of September 1955, to the company "O. K. Chipcore Corporation", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated October 8th, 1953, 1. decreasing its capital from the sum of \$500,000 to \$165,000: the cancelled share capital being divided into 1,100, preferred shares and 2,250 common shares of \$100 each; 2. converting 100 common shares of \$100 each into 100 class "A" shares of \$100 each; 3. subdividing the remaining 150 common shares of \$100 each into 15,000 common shares of \$1; 4. modifying the privileges and restrictions attaching to the preferred shares; 5. changing the company's name to that of "Perma-Ply Corporation".

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
41225 Deputy Attorney General.

(P.G. 12668-55)

**The Marking Products Corporation
Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes sup-

(A.G. 12668-55)

**The Marking Products Corporation
Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated

plémentaires, en date du premier octobre 1955, à la compagnie "W. H. Coe Manufacturing Company of Canada Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 27 novembre 1953, changeant son nom en celui de "The Marking Products Corporation Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le premier octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41225-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12650-55)

The Mount Royal Dairies & Company Limited
Les Laiteries Mont Royal & Compagnie Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trois octobre 1955, à la compagnie "The Mount Royal Dairies & Company Limited — Les Laiteries Mont Royal & Compagnie Limitée" augmentant son capital: le capital-actions additionnel étant divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41225-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12132-55)

Yellow Sample Shoe Stores Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-huit septembre 1955, à la compagnie "Yellow Sample Shoe Stores Limited", changeant ses pouvoirs et modifiant les dispositions de ses lettres patentes en la manière prévue dans sa résolution du 12 août 1955.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41225-o C. E. CANTIN.

October first 1955, to the company "W. H. Coe Manufacturing Company of Canada Limited", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated November 27th, 1953, changing its name into that of "The Marking Products Corporation Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October 1955.

41225 C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

(A.G. 12650-55)

The Mount Royal Dairies & Company Limited
Les Laiteries Mont Royal & Compagnie Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the third day of October 1955, to the company "The Mount Royal Dairies & Company Limited — Les Laiteries Mont Royal & Compagnie Limitée" increasing its capital: the additional share capital being divided into 40,000 common shares without par value.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October 1955.

41225 C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

(A.G. 12132-55)

Yellow Sample Shoe Stores Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-eighth day of September 1955, to the company "Yellow Sample Shoe Stores Limited", changing its powers and modifying the provisions of its letters patent in the manner provided therefor in its resolution of August 12th, 1955.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of September, 1955.

41225 C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

Demandes à la Législature

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Corporation de Gaz Naturel du Québec, constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social à Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi lui accordant certains pouvoirs pour les fins de transport, de vente et de distribution de gaz dans la Province.

Montréal, ce 27 octobre 1955.

Le Procureur de la pétitionnaire,
41060-44-4-o JEAN FILION, c.r.

Avis public est, par les présentes, donné que la "Ville de Châteauguay", s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi, amendement sa charte, la loi 3 George V, chapitre 74 et amendements, sur les matières suivantes:

Applications to Legislature

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Quebec Natural Gas Corporation, incorporated under the Quebec Companies' Act, and having its head office at Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to ask for the adoption of an act granting to it certain powers for the purposes of transport, sale and distribution of gas in the Province.

Montreal, October the 27th, 1955.

41060-44-4-o JEAN FILION, Q.C.,
Attorney for the petitioner.

Public notice is hereby given that the "Town of Châteauguay", will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act, amending its charter, the Act 3 George V, chapter 74, and amendments, for the following purposes: to fix the representa-

établir les frais de représentation pour les membres du conseil; augmenter le nombre des échevins par règlement; demander un recomptage judiciaire par l'officier-rapporteur en cas d'égalité des votes; modifier le cens d'éligibilité; modifier la procédure des amendements au règlement de zonage; réglementer les permis de construction; réglementer les fossés et les cours d'eau; réglementer les plages et la location des embarcations; réglementer l'ouverture des rues et la construction des trottoirs; réglementer la subdivision des lots; droit d'émettre des billets pour infraction au règlement de la circulation; amender les articles 439 et 440 pour permettre l'imposition en front; décréter les nuisances; changer l'année financière; autoriser la confection d'un rôle spécial; fixer le taux des licences d'affaires; imposer une taxe de 2% pour fins municipales; autoriser les travaux sur requêtes; autoriser les travaux avec paiements différés; création d'un fonds de roulement; valider l'imposition d'une taxe en front en vertu du règlement 111, et pour autres fins.

Montréal, le 28 octobre 1955.

Les procureurs de la ville de Châteauguay,
LACROIX, VIAU & POUPART.
41064-44-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est, par les présentes, donné que Les Commissaires d'écoles pour la municipalité du Très-St-Sacrement, dans le comté de Jacques-Cartier, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session et y présenteront là et alors un projet de loi pour les autoriser à pourvoir à une pension de retraite à monsieur Émile Daoust; à adopter un règlement pour établir un fonds de pension de retraite pour les officiers ou employés de la commission; à verser une indemnité aux commissaires d'écoles, et pour autres fins.

Montréal, le 18 octobre 1955.

Les Procureurs des requérants,
LACROIX, VIAU & POUPART.
41065-44-4-o

Avis public est par les présentes, donné que la cité de Grand'Mère s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendement la charte de la cité aux fins d'augmenter le nombre des quartiers de la municipalité et le nombre des échevins; de changer la date de l'élection générale des membres du conseil et la date de la confection de la liste électorale; de pourvoir à la nomination et à la destitution des officiers du conseil et des autres employés de la corporation; et d'obtenir l'abrogation de dispositions désuètes de la charte.

Grand'Mère, le 25 octobre 1955.

Les Procureurs de la cité de Grand'Mère,
41075-44-4-o DESILETS ET DESHAIES.

AVIS PUBLIC

La Cité de Joliette donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera à la Législature provinciale, lors de la prochaine session, pour amender sa charte relativement aux frais de représentation du maire et des échevins.

Joliette, ce 31 octobre 1955.

Le Procureur de la pétitionnaire,
41076-44-4-o ARMAND LAVALLÉE, N.P.

tion fees for the members of the Council; to increase the number of aldermen by by-law; to request a judiciary recount by returning-officer in case of equality; to modify the required qualifications for the members of the Council; to modify the procedures concerning amendments to the zoning by-law; to regulate the building permits; to regulate the ditches and water courses; to regulate the beaches and renting of boats; to regulate the opening of streets and construction of sidewalks; to regulate the subdivision of lots; right to issue tickets in connection of infractions to the traffic by-law; to amend articles 439 and 440, to allow the levying of tax to the frontage; to decree nuisances; to change the financial year; to authorize the preparation of a special roll; to fix the rate of business taxes; to impose a 2% tax for municipal purposes; to authorize works under petitions; to authorize works with differed taxes; to create a working funds; to make valid the imposition of frontage tax, according to By-law number 111, and for other purposes.

Montreal, October 28th, 1955.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for the town of Châteauguay.
41064-44-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that The School Commissioners of the Municipality of Très-St-Sacrement, in the County of Jacques Cartier, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session and then and there shall present a bill to be authorized to provide a retiring pension to Mr. Émile Daoust; to adopt a by-law establishing a funds of retiring pension for the officers and employees of the Commission; to pay an indemnity to the Commissioners, and for other purposes.

Montreal, October 18th, 1955.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for Petitioners.
41065-44-4-o

Public notice is hereby given that the City of Grand'Mère will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending the charter of Grand'Mère for the purposes: of increasing the number of the wards of the municipality and of the aldermen; of changing the date of the general election of the members of the Council and the date of the preparation of the electoral list; of providing for the appointment and dismissal of the officers of the Council and of the other employees of the Corporation; and of obtaining the repeal of obsolete clauses of the charter.

Grand'Mère, October 25th 1955.

DESILETS ET DESHAIES,
Attorneys for the City of Grand'Mère.
41075-44-4-o

PUBLIC NOTICE

The City of Joliette does hereby give notice that it will apply to the Provincial Legislature, at its next session, to amend its charter concerning the representation expenses of the Mayor and Aldermen.

Joliette this 31st, October 1955.

ARMAND LAVALLÉE, N.P.,
41076-44-4-o Attorney for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que le Conseil municipal de la Paroisse de St-Elzéar-de-Laval, comté de Laval, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi pour ériger son territoire en ville sous le nom de Ville St-Elzéar et pour l'obtention de certains pouvoirs, dont: fixer la date et les modalités des élections; régler les constructions; régler les attroupements; régler les fossés et cours d'eau; régler la circulation; pourvoir au coût d'ouverture, de construction et d'entretien de rues; régler la subdivision des lots; pourvoir à l'entretien des trottoirs, rues ou places publiques; pourvoir à la construction ou acquisition de tout aqueduc et à l'imposition d'une taxe pour en payer le coût; pourvoir à la construction, l'entretien et l'opération de réseaux d'aqueduc et d'égouts, conjointement avec toute corporation; régler les restaurants ambulants; régler les taxis; faire des dons aux œuvres de charité; pourvoir à la modification du rôle d'évaluation; pouvoir retarder l'exigibilité de certaines taxes de service; procéder à la disposition des objets volés; définir les terres en culture, pourvoir à un emprunt pour certaines fins spéciales, et pour autres fins.

Montréal, ce 28 octobre 1955.

Les Procureurs du Conseil municipal
de la Paroisse de St-Elzéar-de-Laval,
LACROIX, VIAU & POUPART.

41073-44-4-o

Public notice is hereby given that the Municipal Council of the Parish of St-Elzéar-de-Laval, county of Laval, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of a law to erect its territory into a town, under the name of Town of St-Elzéar and to obtain some powers, to wit: to determine the date and the formalities of elections; to regulate the buildings; to regulate the public gatherings; to regulate the ditches and water courses; to regulate the traffic; to provide for the cost of opening, construction and maintenance of streets; to regulate the subdivision of lots; to provide for the maintenance of sidewalks, streets or public places; to provide for the construction or acquisition of any waterworks and to the levying of a tax to pay the cost of same; to provide for the construction, maintenance and operation of waterworks and sewers jointly with any corporation; to regulate the itinerant restaurants; to regulate the taxis; to make grants to charitable organizations; to provide to the modification of the valuation roll; to adjourn the exigibility of some service taxes; to dispose of stolen articles; to define lands under cultivation; to borrow money for special necessities, and for all other purposes.

Montreal, October 28th, 1955.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for the Municipal Council
of the Parish of St-Elzéar-de-Laval.

41073-44-4-o

Avis public est par les présentes donné que la ville de Berthierville s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi, amendement sa charte, la loi 6 George VI, chapitre 88 et les lois qui la modifient, sur les matières suivantes: abroger les articles 2c de la Loi 6 George VI, chapitre 88 et l'article 1 de la Loi 11 George VI, chapitre 96; pourvoir à des indemnités au cas d'annexion; régler les constructions; régler les fossés et cours d'eau; régler les plages et la location des embarcations; régler la subdivision des lots; pourvoir à l'entretien des trottoirs, rues ou places publiques; adjoindre des conseillers aux évaluateurs; pourvoir à la modification du rôle d'évaluation; régler les heures de fermeture des magasins; pourvoir au droit d'imposition d'une taxe de vente dans les limites de la ville; pouvoir d'emprunter pour fins d'acquisition d'immeubles industriels ou municipaux, et pour autres fins.

Montréal, ce 28 octobre 1955.

Les Procureurs de la ville de Berthierville,
LACROIX, VIAU & POUPART.

41070-44-4-o

Public notice is hereby given that the town of Berthierville will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of a law, amending its charter, the law 6 George VI, chapter 88 and amendments, for the following matters; to repeal articles 2c of the law 6, George VI, chapter 88 and 1 of the law 11 George VI, chapter 96; to provide for indemnities in case of annexation; to regulate the buildings; to regulate the ditches and water courses; to regulate the beaches and the renting of boats; to regulate the subdivision of lots; to provide for the maintenance of sidewalks, streets or public places; to allow assistance to the assessors; to provide to the modification of the valuation roll; to regulate the closing hours of stores; to provide for the right of levying a sale tax in the limits of the town; to borrow in order to acquire industrial or civic immovable properties, and for all other purposes.

Montreal, October 28th, 1955.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for the town of Berthierville.

41070-44-4-o

Avis public est par les présentes donné que la Ville LaSalle s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi, amendement sa charte, la Loi 2 George V, chapitre 73 et les lois qui la modifient, sur les matières suivantes: modifier l'article 12 de la Loi 12 George V, chapitre 123, en augmentant le nombre des électeurs requis; pourvoir à ce que le rôle d'évaluation puisse être constitué par des fiches; créer un bureau d'estimateurs avec pouvoir quant au rôle d'évaluation et à la revision; régler les heures de fermeture des magasins; procéder à la disposition des objets volés; pourvoir à la construction d'un réseau de distribution et de conduite d'eau; et pour autres fins.

Montréal, ce 28 octobre 1955.

Les Procureurs de la Ville LaSalle,
41072-44-4-o LACROIX, VIAU & POUPART.

Public notice is hereby given that the Town of LaSalle will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of a law, amending its charter, the law 2 George V, chapter 73 and amendments, for the following matters: to modify the section of the law 12 George V, chapter 123, by increasing the required number of electors, to provide to the constitution of the valuation rooll by index cards; to create an office of assessors with power on the valuation roll and on the revision; to regulate the closing hours of stores; to dispose of stolen articles; to provide for the construction of a system of distribution of water; and for all other purposes.

Montreal, October 28th, 1955.

LACROIX, VIAU & POUPART,
41072-44-4-o Attorneys for the Town of LaSalle.

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Côte St-Luc s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi, amendant sa charte, la Loi 15-16 George VI, chapitre 98 et les lois qui la modifient, sur les matières suivantes: pour modifier les limites de la ville; pour modifier les frais de représentations des Membres du Conseil; pour établir les qualifications foncières requises aux fins d'élection; pour abroger l'article 9 de la Loi 15-16 George VI et l'article 10 de la Loi 15-16 George VI; pour modifier le montant à être déposé par un candidat; pour régler les constructions; pour réglementer l'entreposage des pièces pyrotechniques; pourvoir à la construction, l'entretien et l'opération de réseaux d'aqueduc et d'égouts, conjointement avec toute corporation; pourvoir au coût d'ouverture, de construction et d'entretien de rues; procéder à la disposition des objets volés, et pour autres fins.

Montréal, ce 28 octobre 1955.

Les Procureurs de la ville de Côte St-Luc,
LACROIX, VIAU & POUPART.

41071-44-4-o

Public notice is hereby given that the town of Côte St. Luc will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of a law, amending its charter, the law 15-16 George VI, chapter 98 and amendments, for the following matters: to rectify the boundaries of the town; to modify the representations' fees of the members of the Council; to modify the immoveable qualifications to be elected members of the Council; to repeal section 9 of the law 15-16 George VI and section 10 of the law 15-16 George VI; to modify the deposit required from a candidate; to regulate the constructions; to regulate the storage of fireworks; to provide for the construction, maintenance and operation of waterworks and sewers jointly with any corporation; to provide for the cost of opening, construction and maintenance of streets; to dispose of stolen articles; and for all other purposes.

Montreal, October 28th, 1955.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for the town of Côte St. Luc.

41071-44-4-o

Avis est par les présentes donné que: MM. Roméo Asselin, cultivateur, de Manneville, Abitibi; Thuriibe Belzile, directeur général, de Montréal; Félix Bélanger, cultivateur, de Ste-Anne de la Pocatière; J. B. Léon Dion, cultivateur, de St-Sébastien, comté de Frontenac; Arthur Dubé, cultivateur, de St-Octave de Métiis; Antoine Grenier, cultivateur, de St-Prime de Roberval; Xavier Hardy, cultivateur, de St-Édouard de Lotbinière; Jean-Baptiste Lemoine, cultivateur, de St-Robert, comté de Richelieu; Benjamin Manseau, cultivateur, de Ste-Monique, comté de Nicolet; J. Abel Marion, gérant de coopérative, de St-Edwidge, comté de Compton; Paul Mercure, cultivateur, de Cap-Santé, comté de Portneuf, tous administrateurs de La Mutuelle-Vie de l'U.C.C., vont demander à la prochaine session de la Législature de Québec qu'une compagnie mutuelle d'assurance-vie soit incorporée, ayant le pouvoir d'effectuer des opérations d'assurance et de réassurance sur la personne, de faire des contrats d'annuité, de rente et de capitalisation, et aussi le pouvoir d'acquiescer l'actif et d'assumer le passif et les obligations de ladite corporation, sous le nom de "La Mutuelle-Vie de l'U.C.C." ou "La Mutuelle-Vie de l'Union Catholique des Cultivateurs".

Montréal, le 24 octobre 1955.

JEAN-PAUL VERSCHELDEN C.R.,
515, avenue Viger, ch. 401,

41077-44-4-o

Montréal, Que.

Notice is hereby given that: MM. Roméo Asselin, farmer, of Manneville, Abitibi; Thuriibe Belzile, executive, of Montreal; Félix Bélanger, farmer, of Ste. Anne de la Pocatière; J. B. Léon Dion, farmer, of St. Sébastien, Frontenac county; Arthur Dubé, farmer, of St. Octave de Métiis; Antoine Grenier, farmer, of St. Prime de Roberval; Xavier Hardy, farmer, of St. Edouard de Lotbinière; Jean Baptiste Lemoine, farmer, of St. Robert, Richelieu county; Benjamin Manseau, farmer, of Ste. Monique, Nicolet county; J. Abel Marion, manager, of St. Edwidge, Compton county; Paul Mercure, farmer, of Cap Santé, Portneuf county, administrators of "La Mutuelle-Vie de l'U.C.C." will apply to the Quebec Legislature, at its next ensuing session, for the incorporation of a mutual life insurance company with powers to carry out operations of life insurance and reinsurance, to offer and sell annuities, rents and contracts of capitalisation, and will also apply for the added power of acquiring the assets and of assuming the liabilities and obligations of the said corporation, and that the new corporation be granted the corporate name of "La Mutuelle-Vie de l'Union Catholique des Cultivateurs" or "La Mutuelle-Vie de l'U.C.C."

Montreal, October 24th, 1955.

JEAN-PAUL VERSCHELDEN, Q.C.,
515 Viger Avenue, Room 401,

41077-44-4-o

Montreal, Que.

Avis public est par les présentes donné que la Corporation de la Paroisse de L'Assomption, comté de l'Assomption, s'adressera à la Législature, à sa prochaine Session, pour l'adoption d'une Loi, aux fins de valider des travaux effectués et des cotisations spéciales perçues et porter qu'à l'avenir lesdites taxes spéciales pourront être imposées sur simple résolution du Conseil sans besoin d'un règlement et pour toutes autres fins.

Joliette, ce 25 octobre 1955.

Le Procureur des pétitionnaires,
41078-44-4-o J.-R. PIETTE.

Public notice is hereby given that the Corporation of the parish of L'Assomption, county of l'Assomption, will apply to the Legislature, at its next Session, for the adoption of an Act to valid realized works and collected special taxes and to enact that in future, the said special taxes can be imposed by resolution, and not by by-law and for all other purposes.

Joliette, October the 25th, 1955.

J.-R. PIETTE,
41078-44-4-o Attorney for petitioniers.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que "Les Services de Santé du Québec", société régie par la

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that "Les Services de Santé du Québec", an association governed by

Loi des Syndicats Coopératifs de Québec, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi la transformant en société de secours mutuels, au sens des dispositions de la Loi des Assurances de Québec, (S.R.Q. 1941, chap. 299) avec les pouvoirs de faire de l'assurance-maladie, de l'assurance contre les accidents à la personne, ainsi que, mais exclusivement sous le système appelé assurance de groupe, de l'assurance-vie.

Québec, le 2 novembre 1955.

Le Procureur de la pétitionnaire.
41091-44-4-o JEAN GRENIER, C.R.

the Quebec Cooperative Syndicates Act, will apply to the Legislature of the Province of Québec, at its next Session, in order to obtain the adoption of a law changing it into a mutual benefit association, in accordance with the provisions of the Quebec Insurance Act, (R.S.Q. 1941, chap. 299) with the power to insure against sickness, personal injuries, as well as life insurance, but exclusively under the system called group insurance.

Quebec, November 2nd, 1955.

JEAN GRENIER, Q.C.,
41091-44-4-o Attorney for Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que les Commissaires d'Écoles Catholiques pour la municipalité de Château d'Eau dans le comté de Québec, s'adresseront à la législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi lui accordant de plus amples pouvoirs et décrétant que la partie suivante du territoire de la Commission Scolaire de Loretteville, savoir, une partie de la première concession Saint-Bernard, située au nord de la voie ferrée et une partie de la deuxième concession St-Bernard; une partie de la première concession St-Barthélémy; une partie de la concession nord du chemin de la Jeune-Lorette et une partie de la première concession du Grand St-Antoine, située au nord-est de la voie ferrée, sont détachées du territoire de la dite commission scolaire de Loretteville et annexée pour fins scolaires au territoire de la Commission Scolaire Catholique de Château d'Eau.

Québec, le 21 octobre, 1955.

Le Procureur des pétitionnaires.
41106-44-2-o ROGER GOSSELIN.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Cité de Montréal s'adressera à la Législature de la Province de Québec, lors de sa prochaine session, pour lui demander l'autorisation de présenter un Bill ayant pour objet de modifier les dispositions de la Charte de la Cité de Montréal 1955 relativement aux matières suivantes: déterminer les limites respectives de la Cité de Montréal et de la Municipalité de Saint-Jean-de-Dieu et fixer le montant de la contribution de cette dernière au coût des travaux d'améliorations locales; pouvoir de modifier cette partie du plan général de la Cité concernant le boulevard Gouin et la rue Lachapelle; pouvoir de maintenir en vigueur certaines parties du plan général de la Cité; modification à l'indemnité des conseillers; pouvoir d'instituer une Commission permanente appelée "Conseil des Arts de la Cité de Montréal" et de créer, pour les fins pour lesquelles ce conseil est formé, un fond au moyen d'un prélèvement spécial, appelé "le sou des arts"; pouvoir de décider dans tous les cas par qui sera supporté le coût de construction d'un égout; préciser le texte concernant les immeubles imposables pour fins de taxes d'affaires; pouvoir d'imposer une taxe spéciale sur les établissements exempts de la taxe foncière et de la taxe d'affaires qui sont loués, de temps à autre, à des personnes ou à des associations qui y admettent le public moyennant le paiement d'un prix d'entrée; pour limiter à 80 jours la période durant laquelle l'estimateur doit effectuer au rôle d'évaluation qu'il vient de déposer les changements résultant d'un transport d'immeuble; accorder 30 jours aux contribuables

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Catholic School Commissioners for the Municipality of Château d'Eau in the County of Québec, will apply to the Legislature of Québec, at its next Session, to request the adoption of a law extending their powers and enacting that the following part of the territory of the School Commission of Loretteville, to wit, a part of the first concession of Saint-Bernard, situated north of the railroad; a part of the second concession of Saint-Bernard; a part of the first concession of St. Barthélémy; a part of the concession north of Jeune-Lorette road and that part of the first concession of Grand St. Antoine, situated northeast of the railroad is detached from the territory of the said School Commission of Loretteville and annexed, for school purposes, to the territory of the Catholic School Commission of Château d'Eau.

Quebec, October 21, 1955.

ROGER GOSSELIN,
41106-44-2-o Attorney for Petitioners.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the City of Montreal shall apply to the Legislature of the Province of Québec, at its next session, for authorization to present a Bill amending the provisions of the Charter of the City of Montreal 1955 on the following matters; determine the respective limits of the City of Montreal and of the Municipality of Saint-Jean-de-Dieu and fix the amount of the latter's contribution to the cost of local improvement works; power to amend that part of the City's general plan concerning Gouin Boulevard and Lachapelle Street; power to keep in force certain parts of the City's general plan; modification of the indemnity of the councillors; power to establish a permanent commission to be called "Arts Council of the City of Montreal" and to create, for the purposes for which such council is formed, a fund by means of special levy, called "le sou des arts"; power to decide in all cases by whom shall be born the cost of construction of a sewer; clarify the text concerning taxable immovables for the purposes of the business tax; power to impose a special tax on establishments exempt from the real estate tax and the business tax which are leased, from time to time, to persons or associations which admit the public on payment of an entrance fee; to limit to thirty days the period during which the assessor shall make in the valuation roll which he has just deposited the changes resulting from the transfer of an immovable; grant thirty days to rate payers to file a complaint against a new valuation made after the deposit of the valuation roll; grant a reduce-

pour déposer une plainte contre une nouvelle estimation faite après le dépôt du rôle d'évaluation; accorder une réduction de taxe foncière au propriétaire d'un bâtiment entièrement détruit ou démoli après le dépôt du rôle d'évaluation; estimation des terres en culture, des immeubles appartenant aux compagnies de chemins de fer, et des machines et moteurs employés à des fins industrielles; fixer un court délai pour attaquer la validité du rôle d'évaluation, exiger un dépôt substantiel de la partie qui conteste et la garantie personnelle d'au moins 100 électeurs propriétaires de payer conjointement et solidairement les frais et déboursés; déterminer sur quelle base sera perçue la taxe foncière y compris la taxe scolaire, pendant la durée du litige de même qu'après le jugement final, advenant que le rôle d'évaluation soit cassé ou annulé; pouvoir d'augmenter le nombre des membres du Bureau de Revision des estimations; pouvoir de fermer et d'exproprier les ruelles inutiles pour les subdiviser et revendre aux propriétaires des lots contigus; pouvoir d'exproprier en vue d'un meilleur aménagement les abords de toutes rues et places publiques; obliger tout propriétaire à céder à la Cité, lors de la présentation d'un plan de subdivision, une certaine partie du terrain ainsi subdivisé pour servir à l'ouverture des rues et à l'établissement de parcs et terrains de jeux; pouvoir de faire vendre à l'encan par un employé de la Cité, au lieu d'un huissier de la Cour supérieure, les effets mobiliers non réclamés; pouvoir de faire déplacer les véhicules stationnés à des endroits prohibés et d'en charger le coût aux propriétaires; pouvoir de réglementer les antennes de radio et de télévision à l'extérieur des bâtiments; pouvoir de réglementer l'érection et la construction des clôtures sur les terrains privés; pouvoir de suspendre l'émission de permis de construction ou d'occupation en certaines circonstances; coût des expropriations, égouts, pavages et trottoirs, répartition et mode de paiement; retraite des juges municipaux après deux ans de maladie ou d'absence; augmentation du traitement des juges municipaux suppléants; pouvoir de modifier la résolution du Conseil du 3 novembre 1950 concernant la répartition du coût de l'égout de la rue Tollhurst; corriger la description des terrains dans un acte d'échange entre la Cité et la Ville de Hampstead; autorisation d'abolir le Marché Saint-Jean-Baptiste, de disposer des immeubles qui le constituent ou de les affecter en tout ou en partie à d'autres fins municipales, nonobstant toutes les dispositions contraires contenues dans l'acte de vente de Côte Séraphin Cherrier à la Corporation du Village de Saint-Jean-Baptiste; autorisation de vendre le lot no 189-867 du cadastre du Village incorporé de la Côte de la Visitation cédé gratuitement à la Cité par Montreal City Estates Limited pour servir à la prolongation de certaines rues; ratification des actes d'échange suivants: a) entre la Cité et Canadian Industries (1954) Limited; b) entre la Cité et la Communauté des Sœurs de Charité de la Providence; c) entre la Cité et la Commission de Transport de Montréal; ratification d'un contrat intervenu entre la Cité et The Montreal Star Company Limited, ainsi que du Règlement no 2240, autorisant cette compagnie à construire et maintenir un édifice au-dessus et un tunnel en dessous de la ruelle des Fortifications; ratification d'un acte de vente par la Cité à Molson's Brewery Limited, ratification des actes suivants passés à la suite d'adjudication faites par le shérif de Montréal, lors de certaines ventes pour taxes municipales: a) vente à Albert Bellefontaine du lot no 9-108 du cadastre du Village de la Côte de la Visitation enregis-

tion in the real estate tax to the proprietor of a building completely destroyed or demolished after the deposit of the valuation roll; valuation of lands under cultivation, of immovables belonging to railway companies, and of machines and motors used for industrial purposes; fix a short delay to attack the validity of the valuation roll, require a substantial deposit from the contesting party and the personal guarantee of at least one hundred electors proprietors to pay jointly and severally the costs and disbursements; determine on what basis the real estate tax including the school tax shall be collected, during litigation as well as after final judgment, if the valuation roll is voided or annulled; power to increase the number of the members of the Board of Revision of Valuations; power to close and expropriate useless lanes to subdivide and resell them to the proprietors of contiguous lots; power to expropriate in view of a better arrangement of the approaches of all streets and public places; oblige every proprietor to cede to the City, when presenting a subdivision plan, a certain part of the land so subdivided to be used to open streets and establish parks and playgrounds; power to have sold by auction by a City employee, instead of by a bailiff of the Superior Court, unclaimed movable effects; power to have removed vehicles parked in prohibited places and charge the cost thereof to the owners; power to regulate radio and television antennas outside of buildings; power to regulate the erection and construction of fences on private land; power to suspend the issue of building or occupancy permits in certain circumstances; cost of expropriations, sewers, pavings and sidewalks, apportionment and mode of payment; superannuation of municipal judges after two years of illness or absence; increase in the salary of interim municipal judges; power to amend the resolution of Council of November 3rd, 1950 concerning the apportionment of the cost of the Tollhurst Street sewer; correct the description of the lots in a deed of exchange between the City and the Town of Hampstead; authorization to abolish Saint-Jean-Baptiste Market, to dispose of the immovables constituting it or to affect them in whole or in part to other municipal purposes, notwithstanding any provisions to the contrary in the deed of sale by Côte Séraphin Cherrier to the Corporation of the Village of Saint-Jean-Baptiste; authorization to sell lot no 189-867 of the cadastre of the Incorporated Village of Côte de la Visitation ceded gratuitously to the City by Montreal City Estates Limited to be used for the extension of certain streets; ratification of the following deeds of exchange: a) between the City and Canadian Industries 1954 Limited; b) between the City and the Community of the Sisters of Charity of Providence; c) between the City and the Montreal Transportation Commission; ratification of a contract between the City and the Montreal Star Company Limited, as well as of By-law no 2240, authorizing the said company to erect and maintain a building above and a tunnel under Fortifications lane; ratification of a deed of sale by the City to Molson's Brewery Limited; ratification of the following deeds passed following adjudications made by the Sheriff of Montreal, at certain sales for municipal taxes: a) sale to Albert Bellefontaine of lot no 9-108 of the cadastre of the Village of Côte de la Visitation registered on January 13th, 1947 under no 680717; b) sale to Albert Bellefontaine of lot no 9-109 of the same cadastre registered on January 13th, 1947 under no 680718; c) sales to the City of Montreal of lots nos 3634, 3635 and 3636 of the cadastre of the parish of Mont-

tré le 13 janvier 1947 sous le no 680717; b) vente à Albert Bellefontaine du lot no 9-109 du même cadastre enregistré le 13 janvier 1947 sous le no 680718; c) ventes à la Cité de Montréal des lots Nos 3634, 3635 et 3636 du cadastre de la paroisse de Montréal et enregistrés les 7 et 13 avril 1949 sous les Nos 779182, 779183 et 779970, lesquels lots ont été vendus pour taxes contre la succession Cléophas Presseau dit Fabien; d) ventes à Samuel Pollock des lots de subdivision no 248, 249 et 250 du lot originaire no 164 du cadastre de la paroisse de Montréal et enregistrés les 10, 12 et 13 janvier 1953 sous les numéros 990153, 990154 et 990155, lesquels lots ont été vendus pour taxes contre la succession Narcisse Théophile Gagnon; ratification de l'acquisition par la Cité de certains terrains non requis pour la construction du boulevard Henri Bourassa; autorisation d'annexer, après entente avec les municipalités concernées: a) partie du territoire de la Cité de Verdun; b) partie du territoire de Ville LaSalle; c) tout ou partie du territoire de la paroisse de Saint-Léonard-de-Port-Maurice; d) tout ou partie du territoire de la Ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice; e) certaines parties du territoire de la Ville de la Côte Saint-Luc; f) certaines parties du territoire de la Ville de Hampstead; g) certaines parties du territoire de Ville Saint-Laurent; h) certaines parties du territoire de la Municipalité de Saint-Jean-de-Dieu; i) certaines parties du territoire de Ville Saint-Michel

Le Greffier de la Cité,
CHARLES-ÉDOUARD LONGPRÉ,
 Hôtel de Ville,
 Montréal, le 5 novembre 1955. 41105-44-4-o

real and registered on April 7th and 13th, 1949 under Nos 779182, 779183 and 779970, which lots were sold for taxes against the Estate of Cléophas Presseau dit Fabien; d) sales to Samuel Pollock of subdivisions lots Nos 248, 249 and 250 of lot no 164 of the cadastre of the Parish of Montreal, registered on January 10th, 12th and 13th, 1953, under Nos 990153, 990154 and 990155, said lots were sold for taxes against the Estate of Narcisse Théophile Gagnon; ratification of the acquisition by the City of certain lots not required for the construction of Henri Bourassa Boulevard; authorization to annex, after understanding with the municipalities concerned: a) part of the territory of the City of Verdun; b) part of the territory of the Town of LaSalle; c) the whole or part of the territory of the Parish of Saint-Léonard-de-Port-Maurice; d) the whole or part of the territory of the Town of Saint-Léonard-de-Port-Maurice; e) certain parts of the territory of the Town of Côte Saint-Luc; f) certain parts of the territory of the Town of Hampstead; g) certain parts of the territory of the Town of Saint-Laurent; h) certain parts of the territory of the municipality of Saint-Jean-de-Dieu; i) certain parts of the territory of the Town of Saint-Michel.

CHARLES-ÉDOUARD LONGPRÉ,
 City Clerk.
 City Hall,
 Montreal, November 5th, 1955. 41105-44-4-o

Avis est par les présentes donné que la Corporation "Les Missionnaires du Sacré-Cœur" s'adressera à la Législature de Québec, à la prochaine session pour demander l'adoption d'une loi modifiant la Loi 4, Édouard VII, chapitre 106, en vue d'accroître la capacité juridique de ladite Corporation d'acquérir et de posséder des biens immobiliers.

Québec, le 25 octobre 1955.
 Les Procureurs,
DÉSILETS & LETARTE,
 41062-44-4-o

Notice is hereby given that the Corporation "Les Missionnaires du Sacré-Cœur" will apply to the Legislature of Quebec at its next session for permission to adopt an Act, modifying Act, 4, Edward VII, chapter 106, with a view of increasing the juridical capacity of the said Corporation to acquire and to own immoveable property.

Quebec, October 25th, 1955.
DÉSILETS & LETARTE,
 Attorneys.
 41062-44-4

Avis public est par les présentes donné que la "corporation municipale du village de Bernierville", dans le comté de Mégantic s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session, pour obtenir les pouvoirs spéciaux suivants:

1° Pour instituer par règlement une commission d'urbanisme.

2° Pour que les permis de construction ne soient accordés que sur un terrain cadastré, à l'exception des constructions sur les terrains agricoles ou les terres en culture.

3° Pour autoriser l'officier de police à émettre un billet sommaire pour infraction à la loi de circulation, et pour permettre au délinquant de payer une somme de \$2.00 et dans le cas d'infraction au règlement de vitesse, une somme de \$15.00.

4° Pour construire des immeubles pour fins industrielles et affecter à cette fin une somme de \$75,000.00 sur l'approbation au préalable de la Commission Municipale de Québec.

St-Ferdinand d'Halifax, 27 octobre 1955.
 Le Procureur de la requérante,
LUCIEN DROLET, C.R.
 41063-44-4-o

Public notice is hereby given by these presents that the "municipal corporation of the village of Bernierville", in the county of Megantic will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for permission to obtain the following special powers:

1. To institute, by by-law, a Town-planning Commission.

2. That permits for building purposes be only granted on cadastral ground, with the exception of constructions on farm lands or land under cultivation.

3° To authorize a police officer to issue a summation ticket for any infraction against a traffic law and to allow the delinquent to pay an amount of \$2.00 and in the case of an infraction against a speed by-law, an amount of \$15.00.

4. To build immoveables for industrial purposes and to assign, for this purpose, an amount of \$75,000.00, prior approval to be obtained from the Quebec Municipal Commission.

St. Ferdinand d'Halifax, October 27th, 1955.
LUCIEN DROLET, Q.C.,
 Attorney for the petitioner.
 41063-44-4

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la cité de Sherbrooke, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 1, Geo. VI, ch. 105, aux fins suivantes:

1. Amender les articles 17 et 18 de la Loi I Geo. VI, ch. 105;
 2. Amender l'article 50 pour garantir certaines obligations avec les revenus du réseau hydro-électrique;
 3. Abroger l'article 57;
 4. Amender l'article 59;
 5. Amender l'article 64;
 6. Amender l'article 100 aux fins d'autoriser la cité à vendre son barrage de Bromptonville;
 7. Amender l'article 488 de la loi des Cités et Villes;
 8. Abroger les articles 15, 18 et 19 de la Loi 2-3 Elizabeth II, ch. 67;
- Et autres demandes;
Sherbrooke, le 28 octobre 1955.

Le Procureur de la requérante,
41066-44-4-o ALBERT RIVARD.

AVIS

Avis est par les présentes donné, que la Corporation de la cité du Cap-de-la-Madeleine et les commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale pour les fins suivantes:

1° Pour confirmer et ratifier à toutes fins que de droit les ententes intervenues entre la cité du Cap-de-la-Madeleine, les commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine dans le comté de Champlain et certaines industries situées dans les limites du territoire sur lequel ils ont juridiction;

2° Pour toutes autres fins.

Donné au Cap-de-la-Madeleine, ce 4ième jour de novembre 1955.

Le Procureur de la cité du Cap-de-la-Madeleine,
41117-45-4-o LÉON MÉTHOT.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Ville de Roxboro, dans le district de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, et demandera l'adoption d'une loi pour amender sa charte dans le but de faire augmenter le pouvoir d'emprunt de la Ville, de répartir le coût de l'installation d'un système d'éclairage des rues entre les propriétaires riverains suivant un taux au pied de front, de vendre une partie de rue désaffectée de permettre la construction d'une usine de pompage à une distance moindre de la ligne de division que celle prévue par les règlements de construction, de modifier le territoire de la Ville en y annexant un lot adjacent faisant partie de la Municipalité Dollard des Ormeaux.

Montréal, ce 4 novembre 1955.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
41120-45-4-o BADEAUX FILION & BADEAUX.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the city of Sherbrooke will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its charter, the Act 1, Geo. VI, ch. 105, for the following purposes:

1. To amend articles 17 and 18 of the Act I Geo. VI, ch. 105;
 2. To amend article 50 for granting authorization to the city to guarantee certain obligations with the revenues of the city's electrical system;
 3. To abrogate article 57;
 4. To amend article 59;
 5. To amend article 64;
 6. To amend article 100 in order to authorize the sale of the city dam at Bromptonville;
 7. To amend articles 488 of the Cities & Town Act;
 8. To abrogate articles 15, 18 and 19 of the Act 2-3 Elizabeth II, ch. 67;
- And for other purposes.
Sherbrooke, this 28th day of October, 1955.

ALBERT RIVARD,
41066-44-4-o Attorney for the Petitioner.

NOTICE

Notice is hereby given that the Corporation of the city of Cap-de-la-Madeleine and the School commissioners for the municipality of Cap-de-la-Madeleine, in the county of Champlain, will apply to the Parliament of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the adoption of a special law, for the following purposes:

1. To confirm and ratify the agreements between the city of Cap-de-la-Madeleine, the School commissioners for the said municipality of Cap-de-la-Madeleine in the county of Champlain and certain industries located in the limits of the territory in which they have jurisdiction:

2. For all other purposes.

Given at Cap-de-la-Madeleine, this day, November 4th, 1955.

LÉON MÉTHOT,
41117-45-4-o Barrister for the city of Cap-de-la-Madeleine.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Town of Roxboro, in the District of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an act amending its charter for the following purposes: To increase its borrowing power; to be authorized to charge the costs of a street lighting system to owners of lots on a frontage basis; to be authorized to sell part of a disused street; to be authorized to erect a waterworks pumping station at a lesser distance of the division line than that provided for by building by-laws; to modify the boundaries of its territory by annexing an adjacent lot forming part of the Municipality of Dollard des Ormeaux.

Montreal, November the 4th, 1955.

BADEAUX FILION & BADEAUX,
41120-45-4-o Attorneys for the petitioner.

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Avis, est, par les présentes, donné que la Commission Scolaire Catholique de la cité de Longueuil fera une demande à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session pour obtenir la passation d'une loi aux fins d'être autorisée à payer une pension viagère à monsieur Pierre Antoine Avila Dufresne.

Québec, 4 novembre 1955.

Le Procureur de la requérante,
41119-45-4-o PHILIPPE FERLAND, C.R.

Avis est par les présentes donné que la ville de Bromptonville et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Bromptonville s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi les autorisant à fixer à \$26,000.00 par année les taxes municipales et à \$22,000.00 par année les taxes scolaires que la Richmond Pulp & Paper Company of Canada Ltd aura à leur payer pour une période de cinq ans.

Bromptonville, ce 3 novembre 1955.

Les Procureurs des pétitionnaires,
41123-45-4-o LEBLANC, DELORME,
BARNARD & LEBLANC.

Avis public est par les présentes donné que l'Association des Chiropraticiens de la Province de Québec Incorporée, ayant son siège social à Montréal, district de Montréal, s'adressera à la législature de la Province de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi pour les fins d'obtenir la reconnaissance professionnelle des chiropraticiens dans la Province de Québec, dans les statuts de la Province, avec pouvoir de faire des règlements suivant le projet de loi soumis à la législature et la pétition nécessaire à l'obtention desdits pouvoirs; cette loi et ces règlements auront pour but de régir, dans l'intérêt public, la profession de la chiropratique dans la Province de Québec, l'admission, l'étude, la discipline et tous les objets et pouvoirs mentionnés au projet de loi.

Montréal, le 4 novembre 1955.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
41124-45-4-o COUSINEAU, LAGANIÈRE, BÉLANGER.

Avis public est par les présentes donné que Canada Steamship Lines Limited s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi fixant, pour une période de sept ans, à compter de 1954, l'évaluation des propriétés de ladite compagnie situées à Tadoussac, comté de Saguenay, pour fins municipales, à la somme de \$150,000.00 et fixant pour fins scolaires la taxe à être payée par la dite compagnie à la somme de \$3000.00 par année, pendant une période de sept ans, ladite somme à payer sur lesdites propriétés en taxes générales et spéciales et ce à compter de 1954.

Québec, ce 7 novembre 1955.

Le Procureur de la requérante,
41131-45-4-o ROSS DROUIN C.R.

Avis public est par les présentes donné que dame Grace P. Hastings s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi déclarant que nonobstant les clauses du testament de feu le docteur R. C. Hastings, son

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Notice is hereby given that La Commission Scolaire Catholique de la cité de Longueuil, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present Session, to have enacted a law authorizing it to pay a pension to Mr. Pierre Antoine Avila Dufresne.

Quebec, November 4th, 1955.

PHILIPPE FERLAND, Q.C.,
41119-45-4-o Attorney for the petitioner.

Notice is hereby given that the town of Bromptonville and the school commissioners for the municipality of Bromptonville will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the adoption of an act authorizing them to fix at \$26,000.00 yearly the municipal taxes and at \$22,000.00 yearly the school taxes to be paid to them by the Richmond Pulp & Paper Company of Canada Ltd for a period of five years.

Bromptonville, November 3rd, 1955.

LEBLANC, DELORME,
41123-45-4-o BARNARD & LEBLANC,
Attorneys for the petitioners.

Public notice is hereby given that the "Association des Chiropraticiens de la Province de Québec Incorporée", having its head office at Montreal, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session for the adoption of a law in order that chiropractors be recognized professionally in the Province of Quebec, and in the Statutes, with power to make regulations according to the draft bill to be submitted to the Legislature and the necessary petition for the obtaining of said powers; this law and regulations thereof shall have for object to govern, in the interest of the public, the chiropractic profession in the Province of Quebec, admission, study, discipline and all objects and powers mentioned in draft bill.

Montreal, November 4th, 1955.

COUSINEAU, LAGANIÈRE, BÉLANGER,
41124-45-4 Attorneys for Petitioner.

Notice is hereby given that Canada Steamship Lines Limited, having its head office in the City of Montreal and a place of business at Tadoussac, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session to obtain the passing of an act to fix, for a period of seven years, as from 1954, for municipal purposes, the valuation of the properties of the said company, situated at Tadoussac, county of Saguenay, at the sum of \$150,000.00 and fixing for school taxation purposes the tax at \$3000.00 per year, for a period of seven years, this sum to be paid on the same properties in general and special taxes and beginning in 1954.

Quebec, November 7th, 1955.

ROSS DROUIN, Q.C.,
41131-45-4-o Attorney for the Petitioner.

Public notice is hereby given that Mrs. Grace P. Hastings of the City of Sillery, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session to obtain the passing of an act stating that notwithstanding the provisions of the will of late Dr. R. C. Hastings,

époux, elle soit déclarée propriétaire des biens meubles et immeubles de la succession R. C. Hastings avec pouvoirs d'en disposer comme bon lui semblera.

Québec, ce 7 novembre 1955.

Le Procureur de la requérante,
41132-45-4-o ROSS DROUIN C.R.

her husband, she be declared proprietor and owner of all property, moveable and immoveable, of the estate of R. C. Hastings with full authority to dispose of same as she deems fit.

Quebec, November 7th, 1955.

ROSS DROUIN, Q.C.,
41132-45-4-o Attorney for the petitioner.

Avis est par les présentes, donné, que la Corporation de la ville de Hauterive, dans le comté de Saguenay, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'un Bill aux fins suivantes:

1° Annexer à son territoire originaire, tel que décrit à l'article 2 de la Loi 14, George VI, chapitre 124, le territoire décrit comme suit:

"Un territoire situé en partie dans le Canton de Laffèche, en partie dans le Canton de Manicouagan et en partie dans le Canton de Eudes, comprenant:

Dans le canton de Eudes: le bloc B; dans le canton Laffèche: le bloc 1; partie du bloc 6; les blocs S, D et G; rang I — les lots 1 à 13, E, partie du lot F au sud de la rivière Amédée; rang II — les lots 1 à 15; dans le canton de Manicouagan: les blocs D et M; rang VI — les lots 33B à 38B.

2° Fixer l'évaluation des biens imposables de Manicouagan Power Company et de Québec North Shore Paper Company, ainsi que le taux de taxe, payable par lesdites Compagnies, la Corporation municipale de la ville de Hauterive".

Baie-Comeau, 8 novembre 1955.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
41061-44-4-o ROULEAU, PARADIS & ROULEAU.

Notice is hereby given that the Corporation of the town of Hauterive, in the county of Saguenay, shall apply to the Legislature of Quebec, at its next Session, to request the adoption of a Bill for the following purposes:

1. Annex to its original territory, such as described in Section 2, Act 14, George VI, chapter 124, the territory hereinafter described:

"A territory situated partly in the township of Laffèche, partly in the township of Manicouagan and partly in the township of Eudes, including:

In the township of Eudes: block B; in the township of Laffèche: block 1; part of block 6; blocks 8, D and G; range I — lots 1 to 13, E, part of lot F, south of the river Amédée; range II — lots 1 to 15; in the township of Manicouagan: blocks D and M; range VI — lots 33B to 38B.

2. Establish the valuation of the assessable property of the Manicouagan Power Company and the Quebec North Shore Paper Company, as well as the rate of taxation payable by said companies to the Municipal Corporation of the town of Hauterive".

Baie-Comeau, November 8, 1955.

ROULEAU, PARADIS & ROULEAU,
41061-44-4-o Attorneys for the petitioners.

Avis est par la présente donné que la Chambre de Commerce de Québec, Corporation légalement constituée, s'adressera à la Législature de Québec, au cours de la prochaine session, pour l'obtention d'un projet de loi ayant pour effet de donner au Conseil de la Cité de Québec le pouvoir de répartir le coût de l'entretien des rues pendant l'hiver soit entre les propriétaires riverains de toute rue, groupes de rues, zones ou quartier, soit uniformément en chargeant le même taux dans toute la cité et en prenant comme base l'un quelconque ou une combinaison quelconque des modes de répartition suivants: soit le pied linéaire, soit le pied de surface des rues, soit l'évaluation des propriétés immobilières ou des terrains seulement.

La Chambre de Commerce de Québec, demandera également que les frais dudit projet de loi soient payés par la Corporation de la cité de Québec et que le loi ait un effet rétroactif à compter du neuvième jour de novembre 1954.

Québec, ce 24 octobre 1955.

(Sceau)

LA CHAMBRE DE COMMERCE DE QUÉBEC
Le Président,
41118-45-4-o ALPHONSE PROTEAU,
Le Directeur général,
ROGER VÉZINA.

Notice is hereby given that The Quebec Board of Trade, corporation legally incorporated, will apply to the Legislature of Quebec during the course of the next session, to obtain the project of an Act for the purpose of giving to the Council of the City of Quebec the power to distribute the cost for street maintenance during the winter, either among the riparian proprietors of any street, group of streets, zones or wards, either uniformly, by charging the same rates in the whole city and taking as a basis anyone, or a combination of any one of the following modes of distribution: either on the linear foot, or on the surface foot of streets, either on the valuation of immoveable properties or lands only.

The Quebec Board of Trade shall also request that the cost of the said project of an Act be paid by the Corporation of the City of Quebec and that the Act be retroactive from and after the ninth day of November, 1954.

Quebec, this 24th day of November, 1955.

(Seal)

THE QUEBEC BOARD OF TRADE,
ALPHONSE PROTEAU,
President.
41118-45-4-o ROGER VÉZINA,
General Director

La ville de Chapais, dans le comté d'Abitibi Est, donne avis qu'elle présentera un projet de loi à la prochaine session de la législature aux fins d'être autorisée à se porter acquéreurs d'un système de distribution d'électricité, la propriété de Opemiska Copper Mines (Québec) Limitée, et pourvoyant à l'établissement d'une commission chargée de l'exploitation de ce système.

L'Agent,
41130-45-4-o PAUL MIQUELON.

The town of Chapais, in the county of Abitibi East, gives notice that it will present a bill at the coming session of the Quebec Legislature, for the purpose of being authorized to purchase an electricity distribution from Opemiska Copper Mines (Quebec) Limited and of establishing a commission to look after the operations of such distribution system.

PAUL MIQUELON,
41130-45-4-o Agent.

Avis public est, par les présentes, donné que la Corporation Municipale de la paroisse de St-Raphaël de L'Île Bizard s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi, lui accordant des pouvoirs additionnels, sur les matières suivantes: création d'une charge municipale, dont le titulaire sera appelé le surintendant; pouvoir de règlementer le zonage et la construction; pouvoir d'octroyer des sommes d'argent aux centres de loisirs; droit de faire des travaux sur requêtes des propriétaires riverains; droit de prélever une taxe de vente de 2%; et pour autres fins.

Montréal, le 8 novembre 1955.

Les Procureurs de la corporation municipale de la paroisse de St-Raphaël de l'Île Bizard,
41144-45-4-o LACROIX, VIAU & POUPART.

Public notice is hereby given that the Municipal Corporation of the parish of St. Raphaël de L'Île Bizard, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act, in order to obtain additional powers, on the following purposes: establishment of a municipal charge, whose the titular will be named superintendent; right to regulate the zoning and the construction; right to grant sums of money to recreative associations; right to make works under petitions signed by fronting proprietors; right to impose a sale tax of 2%; and for other purposes.

Montreal, November 8, 1955.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for the Municipal Corporation of the parish of St. Raphaël de l'Île Bizard.
41144-45-4-o

Avis public est, par les présentes, donné que la cité de Lachine s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendement sa charte, la loi 9 Édouard VII, chapitre 86 et amendements, sur les matières suivantes: pour taxer suivant la superficie pour les travaux sur requêtes; donne les noms de rues par résolution du conseil; amender le règlement de zonage, par règlement, sans referendum, afin de permettre l'exploitation d'un commerce de première classe au numéro civique 180, 12ème avenue, et les commerces de deuxième classe sur la rue Piché, entre les 18ème et 19ème avenues; accorder une pension de retraite à monsieur Ernest A. Taylor; abroger l'article 3 du chapitre 61 et de loi 2 George V, l'article 13 du chapitre 57 de la loi 3 George V et l'article 7 du chapitre 56 de la loi 12 George VI; annexion de la partie sud-est du territoire de la municipalité de la Côte-de-Liesse, bornée à l'ouest par la 55ème avenue, au nord par le boulevard de la Côte-de-Liesse et à l'est par la cité de Saint-Laurent et la ville de Côte St-Luc; et pour autres fins.

Montréal, le 10 novembre 1955.

Les Procureurs de la cité de Lachine,
LACROIX, VIAU & POUPART.
41172-46-4-o

Public notice is hereby given that the city of Lachine will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act amending its charter, the Act 9 Edward VII, chapter 86 and amendments, for the following purposes: to impose the tax according to the area for works made by petitions; to give names to streets by resolution of the council; to amend by-law of zoning, by by-law, without referendum, in order to allow the operation of a first class business at civic number 180, 12th avenue, and the business of second class on Piché Street, between the 18th and 19th avenues; to grant a retiring pension to Mr. Ernest A. Taylor; to repeal article 3 of chapter 61 of the Act 2 George V, article 13 of chapter 57 of the Act 3 George V, and article 7 of chapter 56 of the Act 12 George VI; annexation of the South-East part of the territory of the municipality of Côte de Liesse, bounded on West side by the 55th avenue, on North side by Côte-de-Liesse Boulevard and on East side by the city of St. Laurent and the town of Côte St. Luc; and for other purposes:

Montreal, November 10th, 1955.

LACROIX, VIAU & POUPART,
The attorneys for the city of Lachine.
41172-46-4-o

Avis public est, par les présentes, donné que la Corporation Municipale du village de Sainte-Geneviève de Pierrefonds s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi, amendement sa charte la Loi 4 Édouard VII, chapitre 69, sur les matières suivantes: création d'une charge municipale, dont le titulaire sera appelé le surintendant; pouvoir de règlementer le zonage et la construction et fixer le coût des permis de construire; pouvoir d'octroyer des sommes d'argent aux centres de loisirs; droit de faire des travaux sur requêtes des propriétaires riverains; droit de prélever une taxe de vente de 2%; percevoir la taxe d'eau des propriétaires dans le cas d'immeubles loués; fixation de l'évaluation du lot numéro 150; fixation de l'évaluation des bâtisses construites et occupées après 1954; abroger l'article 6 du chapitre 69 de la Loi 4 Édouard VII; et pour autres fins.

Montréal, le 14 novembre 1955.

Les Procureur de la corporation municipale du village de Sainte-Geneviève de Pierrefonds,
41186-46-4-o LACROIX, VIAU & POUPART.

Public notice is hereby given that the Municipal Corporation of the Village of Sainte-Geneviève de Pierrefonds will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act, amending its charter the Act 4 Edward VII, chapter 69, on the following purposes: establishment of a municipal charge, whose the titular will be called superintendent; right to regulate the zoning and the construction and to fix the costs of building permits; right to grant sums of money to recreative associations; right to make works under petitions signed by fronting proprietors; right to impose a sale tax of 2%; to collect the water tax from the proprietors in the case of rented properties; to fix the valuation of lot number 150; to fix the valuation of buildings constructed and occupied after 1954; to repeal article 6 of chapter 69 of the Act 4 Edward VII; and for other purposes.

Montreal, November 14, 1955.

LACROIX, VIAU & POUPART,
The Attorneys for the Municipal Corporation of the Village of Sainte-Geneviève de Pierrefonds.
41186-46-4-o

Avis public est, par les présentes, donné que Régis Brunet, cultivateur de Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi, relative au testament de feu Aldéric Brunet, en son vivant cultivateur de Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds, afin de l'autoriser à vendre un immeuble décrit comme étant partie du lot numéro 237 et le lot numéro 236c du cadastre officiel de la Paroisse de Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds, appartenant à ladite succession.

Montréal, le 10 novembre 1955.

Les Procureurs du pétitionnaire,
LACROIX, VIAU & POUPART.

41173-46-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la cité de Shawinigan Falls, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi amendant la charte de la cité de Shawinigan Falls, pour les fins suivantes: pourvoir à la construction, l'entretien et la location de bâtisses par la cité pour des fins industrielles; à la location de locaux dans les bâtisses municipales et les pares; à rendre applicables à la cité certaines dispositions de la loi concernant la destitution de certains officiers des Cité et Villes, chap. 235 S.R.Q. 1941; à fixer les émoluments des membres du Conseil de la cité; et pour d'autres fins.

Shawinigan Falls, le 7 novembre 1955.

Le Procureur de la cité de Shawinigan Falls,
J.-CLAUDE GUILLEMETTE.

41174-46-4-o

Canada — Province de Québec

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné, que les légataires universels en usufruit des successions de feu Lactence Bouthillette et de feu Dina Trahan et Julien Gervais, s'adresseront à la Législature Provinciale lors de sa prochaine session pour obtenir une loi les autorisant à consentir bonne et valable quittance d'une part, et déclarant Julien Gervais propriétaire absolu de certains immeubles, savoir, la partie du lot numéro 303 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Contrecoeur.

Le Procureur des pétitionnaires,
CHS. M. PIUZE.

41198-46-4-o

CITÉ DE VERDUN

AMENDEMENTS À LA CHARTE

Avis est par les présentes donné par la Cité de Verdun qu'elle s'adressera à la Législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes: réglementer et accorder des permis pour embarcations; réglementer les motocyclettes, inspection des véhicules-moteurs; expropriations pour terrains de stationnement pour automobiles; expropriations pour fins municipales; changer les bornes de la Cité pour inclure l'Île St-Paul; emprunter pour améliorations locales urgentes; terrains de stationnement pour entreprises commerciales; rôle d'évaluation; améliorations locales; viande chevaline.

Verdun, Québec, ce 17 novembre 1955.

L'Avisseur légal,
FRANCIS FAUTEUX.

41199-46-4-o

Public notice is hereby given that Régis Brunet, farmer of Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act concerning the will of the late Aldéric Brunet, in his lifetime farmer of Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds, in order to be authorized to sell an immovable described as part of lot number 237 and lot number 236c of the Official Cadastre of the parish of Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds, belonging to the said estate.

Montreal, November 10th, 1955.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for the Petitioner.

41173-46-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the city of Shawinigan Falls, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending the charter of the city of Shawinigan Falls for the purposes: of acquiring, building, maintaining and leasing immovables for industrial purposes; of leasing parts of municipal buildings; of providing for the dismissal of officers of the Council; of providing remuneration for the mayor and the aldermen.

Shawinigan Falls, November 7th 1955.

J.-CLAUDE GUILLEMETTE,
Attorney for the city of Shawinigan Falls.

41174-46-4-o

Canada — Province of Quebec

PUBLIC NOTICE.

Notice is hereby given that the residuary legatees having usufruct of the estates of the late Lactence Bouthillette, Dina Trahan and Julien Gervais, shall apply to the Provincial Legislature, at its next Session, in order to obtain an Act authorizing them to consent to a good and valid quittance on one part, and declaring Lucien Gervais owner absolute of certain immovable property, to wit: that part of lot number 303 of the official plan and book of reference of the parish of Contrecoeur.

CHS. M. PIUZE,
Attorney for Petitioners.

41198-46-4

CITY OF VERDUN

CHARTER AMENDMENTS

Notice is hereby given that the City of Verdun will apply to the Provincial Legislature, at its next session, to obtain certain amendments to its charter on the following matters: regulation and license of boats; regulation of motorcycles; testing of motor vehicles; expropriations for auto parking; expropriations for municipal purposes; changing the City boundaries to include St. Paul Island; loan for urgent sewer improvements; auto parking places for commercial property; valuation roll; local improvements; horsemeat.

Verdun, November 17th, 1955.

FRANCIS FAUTEUX,
City Solicitor.

41199-46-4-o

AVIS PUBLIC

Prenez avis que la Cité de Sillery, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, siégeant en Parlement, à Québec, à sa présente session, aux fins d'obtenir des amendements à sa charte ainsi que les pouvoirs additionnels suivants:

Le droit d'imposer une taxe, payable par l'acheteur, de 2% sur le prix de vente de tout immeuble; la création de tout le territoire occupé actuellement par le Yacht Club, la Plage des Foulons et les terrains de stationnement en parc et plage publics permanents; le droit de rendre applicable les dispositions de l'article 4 de la loi 14 George VI, chapitre 101, aux propriétés situées à l'est de l'usine de filtration et vis-à-vis desquelles le système d'aqueduc a été prolongé; le droit de réglementer les jours et heures pendant lesquelles l'eau de l'aqueduc pourra être employée pour arroser les gazons et remplir les piscines; le droit d'obliger tout propriétaire qui subdivise en lots à bâtir un terrain d'une superficie supérieure à deux acres à céder à la Cité, en outre de l'assiette des rues, une superficie équivalente à 5% de la superficie totale faisant l'objet de la subdivision; le droit d'emprunter sans autres formalité que l'approbation du Ministre des Affaires Municipales et de la Commission municipale de Québec, \$70,000.00 pour achat de machineries et équipement de bureau, \$30,000.00, pour la construction d'un nouvel incinérateur, \$50,000.00, pour la construction d'un bassin d'eau claire à l'usine de filtration, \$150,000.00, annuellement pendant trois ans, pour extensions d'aqueduc et d'égoût, raccordement d'iceux, et pour autres travaux se rapportant à l'usine de filtration et à l'aqueduc, \$100,000.00, annuellement pendant trois ans, pour pavage, chaînes de rue et trottoirs, \$100,000.00, pour achat de terrains et de maisons en vue de l'érection d'un centre civique, \$200,000.00, pour la construction d'un centre civique; le droit de réglementer la reconstruction, la modification ou l'agrandissement des bâtisses existant; l'augmentation de l'indemnité du maire et des échevins pour frais de représentation.

Québec, 15 novembre 1955.

Le Procureur de la Cité de Sillery,
PHILIPPE LANCTÔT.
41197-46-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the City of Sillery will apply to the Legislature of the Province of Quebec, sitting in Parliament at Quebec, at its present session, to obtain amendments to its charter as well as the following additional powers:

The right to impose a tax, payable by the purchaser, of 2% on the sale price of all real estate; to create, from all the territory presently occupied by the Yacht Club, "Plage des Foulons" and the parking grounds into a permanent public park and beach; the right to apply the provisions of section 4 of the Act 14 George VI, chapter 101, to properties situated east of the filtration plant and facing which the waterworks system has been extended; the right to regulate the days and hours during which the water from the water reservoir may be used to water lawns and fill swimming-pools; the right to oblige any property-owner who subdivides into buildings lots a plot of land of a superficial area exceeding two acres, to cede to the City, in addition to the foundation bed of the streets, an area equivalent to 5% of the total superficial area of the object to be subdivided; the right to borrow, without other formality than the approval of the Minister of Municipal Affairs and of the Quebec Municipal Commission \$70,000.00, for the purchase of machinery and office equipment, \$30,000.00 for the erection of a new incinerator, \$50,000.00, for the construction of a basin for limpid water for the filtration plant, \$150,000.00, annually during three years, for the extension of the waterworks and sewer systems, the linking up of all work in connection thereto, and for other work pertaining to the filtration plant and to the waterworks system, \$100,000.00, annually, during three years, for paving, street curbs and sidewalks, \$100,000.00, for the purchase of land and houses in view of the erection of a civic centre, \$200,000.00, for the construction of a civic centre; the right to regulate the reconstruction, modifications or enlargement of existing buildings; the increase of the indemnity for the mayor and aldermen covering cost of representation.

Quebec, November 15, 1955.

PHILIPPE LANCTÔT,
Attorney for the City of Sillery.
41197-46-4

Avis public est par les présentes donné que la corporation de la ville des Sept-Iles, comté de Saguenay, s'adressera à la Législature, à sa présente session, lui demandant l'adoption d'une loi aux fins de faire disparaître l'évaluation spéciale des propriétés imposables de la Iron Ore Company of Canada dans les limites de ladite ville accordée par la Loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 102, et rendre applicables à ces propriétés les dispositions de la Loi des cités et villes et de la Loi de l'instruction publique concernant l'évaluation pour fins de taxes municipales et scolaires.

Sept-Iles, 16 novembre 1955.

Le Procureur de la pétitionnaire,
Me HONORÉ DIONNE.
41205-46-4-o

Public notice is hereby given that the corporation of the town of Sept-Iles, county of Saguenay, will apply to the Legislature, at its present session, praying for the adoption of an act to remove the special valuation of the assessable properties of the Iron Ore Company of Canada in the limits of the town by the Act 1-2 Elizabeth II, chapter 102, and make applicable to such immoveable properties the provisions of the Cities and Towns' Act and the Education Act respecting the valuation of properties for municipals and schools taxes.

Sept-Iles, November 16th, 1955.

HONORÉ DIONNE,
Attorney for the petitioner.
41205-46-4-o

Avis est par les présentes donné que la Congrégation Grecque Orthodoxe Sainte-Trinité de Montréal, corporation légalement constituée par l'acte du Parlement 16, Georges V, chapitre 99, le 26 mars 1926, s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session,

Notice is hereby given that the Holy Trinity Greek Orthodox Congregation of Montreal, a corporation legally incorporated by the act of Parliament, 16 George V, chapter 99, on March 26th, 1926, will present a petition to the Legislative Assembly of the Province of Quebec, at

pour demander l'amendement de sa charte aux fins d'étendre ses pouvoirs et changer le nom de la corporation à celui: "Communauté Hellénique-Canadienne de l'Île de Montréal".

Montréal, le 21 octobre 1955.

Le Procureur de la pétitionnaire,
41206-46-4-o D. COULOURIDÈS.

its next session, to ask the amendment of its Charter, in order to increase its powers and change the name of the corporation to that of "Hellenic-Canadian Community of the Island of Montreal".

Montreal, October 21st, 1955.

D. COULOURIDÈS,
41206-46-4-o Attorney for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que la ville Saint-Pierre s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi, amendant sa charte, la loi 8 Edouard VII, chapitre 100 et les lois qui la modifient, sur les matières suivantes: reviser le cens électoral des locataires; régler les constructions; régler les fossés et cours d'eau; régler la circulation; pourvoir au coût d'ouverture, de construction et d'entretien de rues, régler la subdivision des lots; pourvoir à l'entretien des trottoirs, rues ou places publiques; pourvoir à la construction, l'entretien et l'opération de réseaux d'aqueduc et d'égouts, conjointement avec toute corporation; régler les restaurants ambulants; régler les taxis; décréter les nuisances; adjoindre des conseillers aux évaluateurs; pourvoir à la modification du rôle d'évaluation; régler les heures de fermeture des magasins; pourvoir retarder l'exigibilité de certaines taxes de service; procéder à la disposition des objets volés; clarifier la description du territoire, et pour autres fins.

Montréal, ce 28 octobre 1955.

Les procureurs de la ville Saint-Pierre.

LACROIX, VIAU & POUPART.

41074-44-4-o

Public notice is hereby given that the town of Saint-Pierre will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of a law, amending its charter, the Law 8 Edouard VII, chapter 100 and amendments, for the following matters; to revise the tenants' voting rights; to regulate the buildings; to regulate the ditches and water courses; to regulate the traffic; to provide for the cost of opening, construction and maintenance of streets; to regulate the subdivision of lots; to provide for the maintenance of sidewalks, streets or public places; to provide for the construction, maintenance and operation of waterworks and sewers jointly with any corporation; to regulate the itinerant restaurants; to regulate the taxis; to decree nuisances; to allow assistance to the assessors; to provide to the modification of the valuation roll; to regulate the closing hours of stores; to adjourn the exigibility of some service taxes; to dispose of stolen articles; to clarify the description of the territory, and for all other purposes.

Montreal, October 28th, 1955.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for the Town of Saint-Pierre.

41074-44-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est, par les présentes, donné que "The Engineers Club of Montreal" demandera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, l'adoption d'une Loi pour amender sa charte accordée par lettres patentes émises par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le 27 avril 1903, et amendée par les Lois 7 Édouard VII, 2 George V et 18 George V, aux fins de:

- a) Déclarer invalide et annuler le capital-actions émis auparavant par le club;
- b) Considérer le club comme étant une corporation sans capital-actions;
- c) Et pour d'autres fins.

Montréal, 23 novembre 1955.

Le Procureur du pétitionnaire,

41264-47-4 ALFRED M. WEST, C.R.

AVIS PUBLIC

Avis supplémentaire est, par les présentes, donné que la cité de Westmount demandera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, l'adoption d'une Loi pour amender la charte de la cité afin d'autoriser l'addition d'un échevin à son conseil municipal et prolonger à trois ans la durée de la fonction des échevins, dont deux seront élus chaque année.

Montréal, 25 octobre 1955.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
DUQUET, MacKAY, WELDON

41265-47-4 & TÉTRAULT.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that "The Engineers Club of Montreal" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act amending its Charter granted by letters patent issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec on 27th April 1903, and amended by the acts 7 Edward VII, 2 George V, and 18 George V, for the purpose of:

- a) Declaring invalid and annulled the share capital heretofore issued by the club;
- b) Declaring the club a corporation without share capital;
- c) And for other matters.

Montreal, November 23rd, 1955.

ALFRED M. WEST, Q.C.,

41264-47-4-o Attorney for the petitioner.

PUBLIC NOTICE

Additional notice is hereby given that the city of Westmount will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an act to amend the charter of the city to authorize the addition of one alderman to its Municipal Council and to lengthen the term of office of the aldermen to 3 years with two aldermen to be elected each year.

Montreal, October 25th, 1955.

DUQUET, MacKAY, WELDON
& TÉTRAULT,

41265-47-4-o Attorneys for the petitioner.

Actions en séparation de biens Actions for Separation as to Property

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 379240. Yvonne Aubut Henry, épouse commune en biens de Jean Henry, domiciliée au N° 13246 est, rue Notre-Dame, Montréal Est, district de Montréal, demanderesse, vs Jean Henry, gentilhomme, des cité et district de Montréal, domicilié au N° 13246 Est, rue Notre-Dame, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 11 novembre 1955.

Montréal, le 11 novembre 1955.

Les Procureurs de la demanderesse,
41226-o GABOURY SAMPSON & PERRAS.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 379240. Yvonne Aubut Henry, housekeeper and wife of Jean Henry, domiciled at No. 13246 Notre-Dame Street East, Montreal East, district of Montreal, plaintiff, vs Jean Henry, domiciled at No. 13246 Notre Dame Street East, Montreal East, district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on November 11th, 1955.

Montreal, November 11th, 1955.

GABOURY SAMPSON & PERRAS,
41226-o Attorneys for the plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 383,710. Dame Lilly Carmen Murer, demanderesse vs Ernest John Miller, défendeur.

Dame Lilly Carmen Murer, ménagère, des cité et district de Montréal, a intenté une action en séparation de biens contre son époux.

Montréal, 16 novembre 1955.

Les Procureurs de la demanderesse,
41227 COHEN & LEITHMAN.

Province of Quebec, district of Montreal Superior Court, No. 383,710. Dame Lilly Carmen Murer, plaintiff, vs Ernest John Miller, defendant.

Dame Lilly Carmen Murer, housewife, of the city and district of Montreal has instituted an action in separation as to property against her husband.

Montreal, November 16th, 1955.

COHEN & LEITHMAN,
41227-o Attorneys for the plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 384,816. Dame Rolande Parent, épouse commune en biens de Léopold Monette, gérant, de la cité de Montréal, demanderesse, vs Léopold Monette, siddit, défendeur.

AVIS D'ACTION EN SÉPARATION DE BIENS

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

Montréal, ce 23 novembre 1955.

L'avocat de la demanderesse,
41260-o 276 ouest, rue St-Jacques, Montréal.

Canada, province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 384,816. Dame Rolande Parent, wife common as to property of Léopold Monette, of the city of Montreal, manager, plaintiff, vs Léopold Monette, aforesaid, defendant.

NOTICE OF ACTION IN SEPARATION OF PROPERTY

An action in separation of property has been duly taken in this case, today.

Montreal, November 23rd, 1955.

GÉRARD RAYMOND,
41260-o 276 St. James St. West, Montreal.

Avis divers

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "La Fraternité des Policiers de la cité de Saint-Michel Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le douze novembre 1955.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé en la Cité de St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
41228-o JEAN BRUCHÉSI.

PFAFF SEWING CENTRE OF MONTREAL LTD.

Avis est, par les présentes, donné que conformément à l'article 90 de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Pfaff Sewing Centre

Miscellaneous Notices

NOTICE.

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "La Fraternité des Policiers de la cité de Saint-Michel Inc." for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on November twelfth, 1955.

The principal place of business of the said professional syndicate, is in the city of St. Michel, judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
41228 Under Secretary of the Province.

PFAFF SEWING CENTRE OF MONTREAL LTD.

Notice is hereby given that pursuant to Section 90 of the Quebec Companies' Act, "Pfaff Sewing Centre of Montreal Ltd.", has

of Montreal Ltd." a adopté un règlement autorisant la distribution au pro rata de tout son actif entre ses actionnaires.

Daté à Montréal, ce 21e jour de novembre 1955.

41237 Le Secrétaire,
PAUL REICH.

(P.G. 3504-46)
BOON-STRACHAN COAL COMPANY, LIMITED

Extrait des minutes d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de "Boon-Strachan Coal Company, Limited", tenue au siège social de la compagnie en la cité de Montréal, province de Québec, le 20e jour de septembre 1955;

"Sur motion dûment faite, secondée et adoptée à l'unanimité, il a été résolu que le règlement N° 3 soit amendé afin de pourvoir à une diminution du nombre des directeurs de la compagnie de sept à trois et que le Procureur général soit notifié de ce changement."

Certifié vraie copie.

41244 Le Secrétaire,
FRANK R. TRAZNIK.

(P.G. 1614-49)
Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le vingt et un novembre 1955, la refonte des règlements de "L'Association des Marchands Détaillants du Canada — Québec, Inc. — The Retail Merchants' Association of Canada — Quebec, Inc.", telle qu'adoptée à l'assemblée générale tenue le 18 octobre 1955, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le vingt-leux novembre 1955.

41246-o Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Caisse d'Économie Salaberry 310 — Salaberry 310 Credit Union", en date du 10 novembre 1955, dont le siège social est situé à Valleyfield, comté de Beauharnois, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le seize novembre 1955.

41247-o Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse d'Économie des Employés Sylvania — Sylvania Employees Credit Union", en date du 2 novembre 1955, dont le siège social est situé à Drummondville, comté de Drummond, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le sept novembre 1955.

41249-o Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

adopted a by-law authorizing the ratable distribution of all of its assets amongst its shareholders.

Dated at Montreal this 21st day of November, 1955.

41237-o PAUL REICH,
Secretary.

(A.G. 3504-46)
BOON-STRACHAN COAL COMPANY, LIMITED

Excerpt from the minutes of a special general meeting of the shareholders of "Boon-Strachan Coal Company, Limited," held at the head office of the company in the city of Montreal in the Province of Quebec, on the 20th day of September, 1955:

"Upon motion duly made, seconded and unanimously carried, it was resolved that By-law No. 3 be amended to provide for a decrease in the number of Directors of the Company from seven to three, and that the Attorney General be advised of this change."

Certified a true copy.

41244-o FRANK R. TRAZNIK,
Secretary.

(A.G. 1614-49)
Notice is given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable Secretary of the Province approved, the twenty-first day of November 1955, the revision of the by-laws of "L'Association des Marchands Détaillants du Canada — Québec, Inc. — The Retail Merchants' Association of Canada — Quebec, Inc.", as adopted at a general meeting held on October 18, 1955, and such, pursuant to the provisions of section 225a of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, the twenty-second day of November 1955.

41246 Under Secretary of the Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Caisse d'Économie Salaberry, 310 — Salaberry 310 Credit Union", under date of November 10th, 1955, whereof the head office is at Valleyfield, county of Beauharnois, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of November, 1955.

41247 Under Secretary of the Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third day of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse d'Économie des Employés Sylvania — Sylvania Employees Credit Union" under date of November 2nd, 1955, whereof the head office is at Drummondville, county of Drummond, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of November, 1955.

41249 Under Secretary of the Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Horner Employees Credit Union", en date du 20 octobre 1955, dont le siège social est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le quatre novembre 1955.

Le Sous-secrétaire de la province,
41248-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Forestier de St-Siméon", en date du 10 novembre 1955, dont le siège social est situé à Saint-Siméon, comté de Charlevoix, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le seize novembre 1955.

Le Sous-secrétaire de la province,
41261-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS DE RACHAT PARTIEL

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA
MUNICIPALITÉ DE MONTEBELLO
(Comté de Papineau)

Émission de \$393,000.00 à 3-4% portant la date du 1er août 1954 et échéant en séries jusqu'au 1er août 1974 (résolution en date du 6 juillet 1954).

Avis public est par les présentes donné que les commissaires d'écoles pour la municipalité de Montebello, comté de Papineau, rachèteront par anticipation, au pair, le 1er février 1956, en vertu d'une clause de rachat insérée dans la résolution d'emprunt du 6 juillet 1954, et reproduite sur les obligations, les obligations suivantes de l'année ci-dessous désignée:

14 X \$1,000.00 portant les numéros 375 à 388 inclusivement de l'année 1974.

Lesdites obligations deviendront dues et payables et elles seront payables et rachetées, principal et intérêt, à la date ci-dessus mentionnée, en monnaie légale du Canada, avec intérêt couru jusqu'au 1er février 1956, sur présentation et remise d'icelles, avec tous les coupons d'intérêt échéant après le 1er février 1956 attachés, au bureau de la Banque Canadienne Nationale à Montréal, à Québec, à Montebello, à Ottawa ou à Toronto, au choix du détenteur.

Lesdites obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1er février 1956.

Donné à Montebello, comté de Papineau, ce 4ème jour de novembre 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
41273-o J.-E.-O. CARON.

(P.G. 12644-55)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le 19 novembre 1955, les règlements I à XIII inclusivement de "St-Jean River Fishing Club", tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 7 novembre 1955, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 21e jour de novembre 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
41274 JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Horner Employees Credit Union", under date October 20, 1955, whereof the head office is at Montreal, judicial district of Montreal and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of November, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
41248 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Forestier de St-Siméon" under date November 10, 1955, whereof the head office is at Saint-Siméon, county of Charlevoix, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of November, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
41261 Under Secretary of the Province.

NOTICE OF PARTIAL REDEMPTION

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE
MUNICIPALITY OF MONTEBELLO
(County of Papineau)

Issue of bonds for \$393,000.00 at 3-4%, bearing date of August 1st, 1954 and maturing serially up to August 1st, 1974 (Resolution dated July 6, 1954).

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the municipality of Montebello, county of Papineau, will redeem, in anticipation, at par, on February 1st, 1956, by virtue of a redemption clause inserted in the loan resolution of July 6, 1954, and reproduced on the bonds, the following bonds hereinafter designated:

14 X \$1,000.00 bearing numbers 375 to 388 inclusively of the year 1974.

The said bonds will become due and payable and they will be paid and redeemed, principal and interest, at the above mentioned date, in legal money of Canada, with interest accrued until February 1st, 1956, upon presentation and surrender of same together with, attached thereto, all interest coupons maturing after February 1st 1956, at the office of the Canadian National Bank in Montreal, Quebec, Montebello, Ottawa or in Toronto, at the holder's option.

The said bonds will cease to bear interest as from February 1st, 1956.

Given at Montebello, county of Papineau, this 4th day of November, 1955.

J.-E.-O. CARON,
41273 Secretary-Treasurer.

(A.G. 12644-55)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, By-Laws Nos. I to XIII inclusive of "St-Jean-River Fishing Club", as adopted at the meeting held on November 7th, 1955, were approved by the Honourable the Provincial Secretary on November 19th, 1955, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary this 21st day of November, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
41274-o Under-Secretary of the Province.

Chartes — Abandon de

Charters — Surrender of

COMPAGNIE DE GESTION FINANCIÈRE LIMITÉE

Avis est par les présentes donné que "Compagnie de Gestion Financière Limitée", corporation légalement constituée en vertu de la Loi des Compagnies de Québec et ayant sa place d'affaires dans la cité de Montréal, présentera une requête au Procureur Général de la Province de Québec aux fins d'abandon de ses lettres patentes, le tout suivant les dispositions de ladite Loi des Compagnies de Québec.

Fait à Montréal, ce seizième jour de novembre 1955.

41229-o Le Secrétaire,
(signé) J. H. THYS.

OFFICE D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES LTÉE

Avis est par les présentes donné que "Office d'Études Économiques Ltée", corporation légalement constituée en vertu de la Loi des Compagnies de Québec et ayant sa place d'affaires dans la cité de Montréal, présentera une requête au Procureur général de la Province de Québec aux fins d'abandon de ses lettres patentes, le tout suivant les dispositions de ladite Loi des Compagnies de Québec.

Fait à Montréal, ce seizième jour de novembre 1955.

41230-o Le Secrétaire,
(signé) JULES DUPRÉ.

PFAFF SEWING CENTRE OF MONTREAL LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Pfaff Sewing Centre of Montreal Ltd.", a l'intention de demander au Procureur général de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 21e jour de novembre 1955.

41237 Le Secrétaire,
PAUL REICH.

Avis est par les présentes donné, conformément à la Loi des Compagnies de Québec, que "La Compagnie de Publication de l'Union Ltée," corporation ayant son siège social en la Cité de Montréal, s'adressera au Procureur-général de la Province de Québec pour demander la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 18 novembre 1955.

41238-o Le Secrétaire,
(signé) ROLAND BOUSQUET.

DOMINION SILK DYEING & FINISHING COMPANY, LIMITED

Avis est donné que la compagnie "Dominion Silk Dyeing & Finishing Company, Limited", constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Drummondville, demandera au Procureur général de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 22e jour de novembre 1955.

41256 Le Secrétaire,
RALPH C. TEES.

COMPAGNIE DE GESTION FINANCIÈRE LIMITÉE

Notice is hereby given that the "Compagnie de Gestion Financière Limitée", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act, and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal this 16th day of November 1955.

41229-o (Signed) J. H. THYS,
Secretary.

OFFICE D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES LTÉE

Notice is hereby given that the "Office d'Études Économiques Ltée", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal this 16th day of November 1955.

41230-o (Signed) JULES DUPRÉ,
Secretary.

PFAFF SEWING CENTRE OF MONTREAL LTD.

Notice is hereby given that "Pfaff Sewing Centre of Montreal Ltd.", intends to make application to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its Charter, pursuant to the provisions of Section 26 of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal this 21st day of November, 1955.

41237-o PAUL REICH,
Secretary.

Notice is hereby given that according to the Quebec Companies' Act, "La Compagnie de Publication de l'Union Ltée", corporation having its Head Office in the City of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Montreal, November 18 1955.

41238-o (signed) ROLAND BOUSQUET,
Secretary.

DOMINION SILK DYEING & FINISHING COMPANY, LIMITED

Notice is hereby given that "Dominion Silk Dyeing & Finishing Company, Limited", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the City of Drummondville, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 22nd day of November, 1955.

41256-o RALPH C. TEES,
Secretary.

AVIS LÉGAL

BECK SHOE INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Beck Shoe Inc. se propose de demander au Procureur général de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte à compter de la date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, 16 novembre 1955.

(Sceau)
41275

BECK SHOE INC.,
Par: P. R. SEGALL.

LEGAL NOTICE

BECK SHOE INC.

Notice is hereby given that Beck Shoe Inc. intends to make application to the Attorney-General of the Province of Quebec for permission to surrender its charter as and from such date as it may please the Attorney-General to fix.

Montreal, November 16th, 1955.

(Seal)
41275-o

BECK SHOE INC.,
Per: P. R. SEGALL.

Compagnies autorisées à faire
des affaires

(Sec. P. 768-55)

Avis est donné que la compagnie "Western Printers Association Limited" a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q. 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de la compagnie dans la Province est à 3456 avenue du Parc, chambre 6, Montréal, 18, district judiciaire de Montréal.

Son agent principal aux fins de recevoir les assignations dans les procédures prises contre elle, est M. Donatien Delage, édifice Cadillac, 510 boulevard St-Laurent, de ladite cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 18e jour de novembre 1955.

41225

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Companies Licensed to do
Business

(P. Sec. 768-55)

Notice is hereby given that "Western Printers Association Limited" has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies' Act, R.S.Q. 1941, chapter 279.

The principal office of the said company in the Province is to be at 3456 Park Avenue, room 6, Montreal, 18, in the judicial district of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against it is Mr. Donatien Delage, Cadillac Bldg., 510 St. Laurent Blvd., of the said City of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary this 18th day of November, 1955.

41225-o

JEAN BRUCHÉSI,
Assistant Provincial Secretary.

(Sec. P. 702-55)

Avis est donné que la compagnie "Mc Fadzean & Everly, Ltd." a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q. 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la Province sera à 3600 avenue Barclay, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures prises contre elle, est M. Bernard J. Freese, de ladite cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 22e jour de novembre 1955.

41225

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

(P. Sec. 702-55)

Notice is hereby given that "Mc Fadzean & Everly, Ltd." has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies' Act, R.S.Q. 1941, chapter 279.

The principal office of the said Company in the Province is to be at 3600 Barclay Avenue, in the City and judicial district of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against it is Mr. Bernard J. Freese, of the said City of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary this 22nd day of November, 1955.

41225-o

JEAN BRUCHÉSI,
Assistant Provincial Secretary.

Département des Affaires municipale

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

ÉLIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, défenseur de la foi.

A tous ceux que les présentes lettres concerneront ou qui les verront,

SALUT:

Department of Municipal Affairs

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these Letters Patent shall come or whom the same may anywise concern,

GREETING:

LETTRES PATENTES

ATTENDU que, depuis 1945, se poursuivent avec grand succès dans la province de Québec des développements miniers très considérables qui profiteront largement à sa population;

ATTENDU qu'il est conforme à la politique et aux réalisations de Notre gouvernement de faciliter les développements miniers dans Notre province et de coopérer à la mise en valeur de ses ressources minières;

ATTENDU que les dispositions de la Loi organisant les villes minières, (1-2 Élisabeth II, chapitre 24), autorisent le Lieutenant-gouverneur en conseil, lorsqu'il le juge utile au développement d'un centre minier, à ériger, par lettres patentes, en municipalité de ville, tout territoire qu'il désigne;

ATTENDU qu'il est opportun d'appliquer les dispositions de cette loi, et d'organiser une ville minière capable de contribuer avantageusement au grand essor économique occasionné par les immenses développements des entreprises minières de la région.

A CES CAUSES, SACHEZ QUE, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1159, en date du 2 novembre 1955, et conformément aux dispositions de la Loi organisant les villes minières, (1-2 Élisabeth II, chapitre 24),

Nous décrétons et ordonnons que le territoire suivant, à savoir:

Un territoire situé dans le canton de Lévy, dans le district électoral d'Abitibi-Est, dont le périmètre, en se référant à l'arpentage primitif dudit canton, se décrit comme suit, à savoir: partant d'un poteau marqué V-N à l'intersection de la ligne centrale et de la ligne séparative des rangs V et VI ou ligne médiane du canton; de là, successivement, ladite ligne médiane en allant vers l'est sur une longueur de trois (3) milles jusqu'au poteau marqué II-N; une ligne dans la direction Sud astronomique jusqu'à son point d'intersection avec la ligne projetée entre les rangs VIII et IX originant d'un poteau marqué rang VIII rang IX sur la ligne centrale; ladite ligne projetée entre les rangs VIII et IX en allant vers l'ouest sur une distance approximative de huit (8) milles jusqu'à son point d'intersection avec la ligne séparative des cantons de Lévy et de Daubrée; cette dernière ligne en allant vers le nord jusqu'à la susdite ligne médiane et enfin la dite ligne médiane en allant vers l'est sur une longueur approximative de cinq (5) milles jusqu'au point de départ, avec les chemins, rues, ruelles, rivières, lacs, cours d'eau ou partie d'iceux renfermés dans les limites ci-dessus décrites et ayant une superficie totale de 24.24 milles carrés,

soit, à compter du 16 novembre 1955, érigé en municipalité de ville, sous le nom de "ville de Chapais" et que les résidents et les contribuables de cette municipalité soient constitués en corporation sous le nom de "corporation municipale de la ville de Chapais".

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre dite province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à

LETTERS PATENT

WHEREAS since 1945, considerable mining development work is being carried out in the Province of Quebec with great success, which shall be of great benefit to the population thereof;

WHEREAS it is in accordance with the policy and desires of Our Government to facilitate mining development work in Our Province, and to cooperate in the developing of its mining resources;

WHEREAS the provisions of the Act to organize mining towns, (1-2 Elizabeth II, chapter 24), authorizes the Lieutenant-Governor in Council, whenever he deems it advisable for the development of a mining center, to erect into a town municipality, by letters patent, any territory which he may designate therefor;

WHEREAS it is expedient to apply the provisions of said Act, and to organize a mining town capable of favorably contributing to the great economic rise brought about by the vast mining development operations in said area.

THEREFORE KNOW YE that with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1159, dated November 2, 1955, and pursuant to the provisions of the Act to organize mining towns, (1-2 Elizabeth II, chapter 24),

We hereby decree and ordain that the following territory, to wit:

A territory situated in the Township of Lévy, in the electoral district of Abitibi-East, the outline of which, according to the original survey of said township, is described as follows, to wit: commencing at a post marked V-N at the intersection of the centre line and that dividing Ranges V and VI or the median line of said Township; thence, successively, the said median line running in an easterly direction along a length of three (3) miles as far as the post marked II-N; a line in a southerly astronomical direction as far as its point of intersection with the proposed line between Ranges VIII and IX, originating from a post marked Range VIII Range IX on the centre line; the said proposed line between Ranges VIII and IX, westwards, along an approximate distance of eight (8) miles, as far as its point of intersection with the dividing line of the Townships of Lévy and Daubrée; this latter line running northwards as far as abovementioned median line and finally the said median line running eastwards along an approximate length of five (5) miles as far as the point of commencement, with roads, streets, lanes, rivers, lakes, streams or parts thereof situated within the limits hereinabove described, and having a total area of 24.24 square miles,

shall be, as from November 16, 1955, erected into a town municipality under the name of "Town of Chapais", and that the residents and ratepayers of said municipality be constituted as a corporation under the name of "Town Municipal Corporation of Chapais".

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Government House, in Our City of

Québec, ce seizième jour de novembre l'an de grâce mil neuf cent cinquante-cinq et de Notre Règne le quatrième.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Avis de l'émission des lettres patentes ci-dessus est donné conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi 1-2 Élisabeth II, chapitre 24.

Le Ministre des Affaires municipales,
41235-0 YVES PREVOST.

Quebec, in Our Province of Quebec, this sixteenth day of November, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and fifty-five and the fourth year of Our Reign.

By Command,

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Notice of the issuing of the above letters patent is given pursuant to the provisions of section 3 of Act 1-2 Elizabeth II, chapter 24.

41235 YVES PRÉVOST,
Minister of Municipal Affairs.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la cité de Québec — quartier Montcalm division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 4482 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 2 novembre 1955.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
41251-0 AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official cadastre of the city of Quebec — Montcalm ward registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lot 4482 is added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, November the 2nd, 1955.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
41251-0 AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil la modification suivante au décret numéro 488 du 2 mai 1951 et amendements, relatif aux postes de services et débits d'essence dans la région de Chicoutimi, savoir:

Ajouter le nouveau paragraphe suivant à l'article IV (Durée du travail):

"g) En dehors des heures plus haut spécifiées, il est défendu à un vendeur détaillant de gazoline d'exécuter des travaux régis par le décret ou de le faire exécuter par toutes personnes.

Le vendeur de gazoline est considéré comme un artisan au sens de la définition du mot "salaire" contenue au paragraphe "j" de l'article 1 de la Loi de la convention collective, (Chapitre 163 des Statuts refondus de Québec 1941)."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-Ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 26 novembre 1955. 41252-0

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice of his intention to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to the decree No. 488 of May 2nd, 1951, and amendments, relating to the gasoline and service stations in the region of Chicoutimi:

The following new paragraph will be added to section IV (Duration of work):

"g) Beyond the hours above mentioned, no retail gasoline dealer shall perform work governed by the decree, nor shall he have such work performed by others.

The gasoline dealer is considered as an artisan, in pursuance of the definition of the word "employee" appearing in subsection "j" of section 1 of the Collective Agreement Act (Chapter 163 of the revised Statutes of Québec, 1941)."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, November 26th, 1955. 41252-0

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAW

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act

collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements généraux du Comité paritaire des barbiers-coiffeurs de St-Jean et Iberville, établi en exécution du décret numéro 666 du 15 juin 1955 et dont le siège social est situé dans la cité de St-Jean, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1207 du 23 novembre 1955. (Section "D").

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 26 novembre 1955. 41252-o

(R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and general by-laws of the Barbers' and Hairdressers' Parity Committee of St. John's and Iberville, formed under decree No. 666 of June 15, 1955, with head office in the city of St. John, have been approved by Order in Council No. 1207 of November 23, 1955 (Part "D").

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 26th, 1955. 41252-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements généraux du Comité conjoint des métiers de la construction de Montréal, établi en exécution du décret numéro 1121 du 19 octobre 1955 et dont le siège social est situé dans la cité de Montréal, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1206 du 23 novembre 1955. (Section "A").

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 26 novembre 1955. 41252-o

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAW

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and general by-laws of the Building Trades Joint Committee of Montreal, formed under decree No. 1121 of October 19, 1955, with head office in the city of Montreal, have been approved by Order in Council No. 1206 of November 23, 1955 (Part "A").

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 26th, 1955. 41252-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, qu'il a l'intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en Conseil la modification suivante au décret numéro 802 du 8 juillet 1953 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Rimouski.

Le paragraphe "k" suivant sera ajouté à l'article IX:

"k) Les apprentis qui ont fréquenté une école régie par la Loi de l'enseignement spécialisée doivent recevoir un crédit proportionné à la durée de leurs études et au résultat de leurs examens."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-Ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 26 novembre 1955. 41252-o

Pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, that he intends to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to the decree No. 802 of July 8th, 1953, and amendments, relating to the construction industry and trades in the region of Rimouski.

The following subsection "k" will be added to section IX:

"k) Apprentices who attended a school governed by the Specialized Schools Act shall receive a credit in proportion to the duration of their studies and to the result of their examinations."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 26th, 1955. 41252-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective, que le Comité conjoint de Bijouterie et d'Horlogerie du Québec, établi en exécution du décret numéro 163 du 12 février 1948, et amendements a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1206 du 23 novembre 1955, section "D", à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, that the Jewellery and Horology Joint Committee of Quebec, formed under decree number 163 of February 12th, 1948, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1206 of November 23, 1955, part "D", to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree as per the following method and rate:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er novembre 1955 au 31 octobre 1956; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 163 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 163 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire hebdomadaire établi comme base de calcul du prélèvement dans leur cas, soit \$55.00.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 163 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au siège social du Comité paritaire, 11 place Georges V, Québec, le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'asssermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable, au siège social du Comité paritaire.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité conjoint de bijouterie et d'horlogerie du Québec, pour la période comprise entre le 1er novembre 1955 et le 31 octobre 1956.

LE COMITÉ CONJOINT DE BIJOUTERIE ET
D'HORLOGERIE DE QUÉBEC
Siège social: Québec

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er novembre 1955 et le 31 octobre 1956.

Recettes:
Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):
Employeurs professionnels \$ 2,850.00

1. Levy

The period of levy extends from November 1st, 1955, to October 31st, 1956; such levy shall be laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 163 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll for the employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 163 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the basic weekly wages upon which their levy is computed, i.e. \$55.00.

c) The employees governed by the said decree, number 163 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments the Parity Committee furnishes the professional employers with report forms on which shall be given all information required by the said Parity Committee. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the head office of the Parity Committee, 11 Place George V, Québec, on or before the 10th of the month following the date of expiration of the period for which it is required; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and his employees. The Committee may have the reports signed under oath when deemed advisable.

The levy enacted by the present by-law is payable every month by the professional employer the artisan and the employee, without notice, at the head office of the Parity Committee.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, he will be notified to fulfil his obligations towards the Parity Committee within five (5) days.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following fixed dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Jewellery and Horology Joint Committee of Quebec for the period between November 1st, 1955, and October 31st, 1956.

JEWELLERY AND HOROLOGY JOINT
COMMITTEE OF QUEBEC
Head Office: Québec

Estimate of the receipts and disbursements for the period between November 1st, 1955, and October 31st, 1956.

Receipts:
Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):
Professional employers \$ 2,850.00

| | | | |
|----------------|-------------|---------------------|-------------|
| Salariés | 3,250.00 | Employees | 3,250.00 |
| Artisans | 5,500.00 | Artisans | 5,500.00 |
| Divers | 100.00 | Miscellaneous | 100.00 |
| | <hr/> | | <hr/> |
| | \$11,700.00 | | \$11,700.00 |

Débourssés:

| | |
|----------------------------------|-------------|
| Salaires | \$ 5,000.00 |
| Assurance-chômage | 45.00 |
| Frais de déplacement | 2,750.00 |
| Loyer | 660.00 |
| Papeterie | 500.00 |
| Frais d'administration | 202.00 |
| Intérêts et échange | 105.00 |
| Timbres postaux | 200.00 |
| Bureau des Examineurs | 315.00 |
| Frais légaux et honoraires | 1,300.00 |
| Vérification | 120.00 |
| Enquêtes | 250.00 |
| Jetons de présences | 160.00 |
| Divers | 93.00 |
| | <hr/> |
| | \$11,700.00 |

Disbursements:

| | |
|-------------------------------|-------------|
| Salaries | \$ 5,000.00 |
| Unemployment insurance | 45.00 |
| Travelling expenses | 2,750.00 |
| Rent | 660.00 |
| Stationery | 500.00 |
| Administration expenses | 202.00 |
| Interest and exchange | 105.00 |
| Postage stamps | 200.00 |
| Board of Examiners | 315.00 |
| Legal and other fees | 1,300.00 |
| Auditing | 120.00 |
| Investigations | 250.00 |
| Attendance fees | 160.00 |
| Miscellaneous | 93.00 |
| | <hr/> |
| | \$11,700.00 |

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 26 novembre 1955. 41252-0

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 26th, 1955. 41252 0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective, que le Comité conjoint des Barbiers et Coiffeuses de Victoriaville, établi en exécution du décret numéro 98, du 29 janvier 1948, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1206 du 23 novembre 1955 section "F", à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er décembre 1955 au 30 novembre 1956; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret, numéro 98 et amendement, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% des salaires fixes, allocations, commissions ou bonis payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans barbiers, coiffeurs et coiffeuses régis par ledit décret, numéro 98 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% du salaire hebdomadaire établi comme base de calcul du prélèvement dans leurs cas, soit \$46.25.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 98 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leurs salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notices, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, that the Joint Committee of Barbers and Hairdressers of Victoriaville, formed under decree number 98 of January 29th, 1948 and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1206 of November 23rd, 1955, part "F" to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree as per the following method and rate:

1. *Assessments*

The period of levy extends from December, 1st, 1955, to November 30th, 1956; such levy is laid in the following manner:

a) All professional employers governed by the said decree, number 98 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of the fixed wages, allocations, commissions or bonuses paid to their employees governed by the said decree.

b) All barber and hairdresser artisans governed by the said decree, number 98 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/2 of 1% of the weekly wages set as a basis for computing their assessments, i.e. \$46.25.

c) All employees governed by the said decree, number 98 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of their fixed wages, percentage, commissions, allowances or bonuses.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee furnishes the professional employers with report forms on which shall be given all information required by the said Parity Committee. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois. L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité Conjoint des Barbiers et Coiffeuses de Victoriaville, pour la période comprise entre le 1^{er} décembre 1955 et le 30 novembre 1956.

LE COMITÉ CONJOINT DES BARBIERS ET COIFFEUSES DE VICTORIAVILLE (Siège social: Victoriaville, Québec)

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1^{er} décembre et le 30 novembre 1956.

| <i>Recettes:</i> | |
|-------------------------------------|-----------|
| Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%): | |
| Employeurs professionnels..... | \$ 40.00 |
| Artisans..... | 340.00 |
| Salariés..... | 40.00 |
| | \$ 420.00 |

| <i>Déboursés:</i> | |
|-------------------------------------|-----------|
| Salaires du secrétaire..... | \$100.00 |
| Administration..... | 60.00 |
| Frais légaux..... | 60.00 |
| Vérification des livres..... | 15.00 |
| Frais de déplacement..... | 100.00 |
| Jetons de présence..... | 72.00 |
| Dépenses diverses et imprévues..... | 13.00 |
| | \$ 420.00 |

Le Sous-Ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY,
Ministère du Travail,
Québec, le 26 novembre 1955. 41252-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis, par les présentes que le Comité paritaire des métiers de la construction

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th of the month following the date of expiration of the period for which it is required; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The levy enacted by the present by-law is payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Upon refusal by a professional employer or an artisan to pay or to give the necessary information, he will be given five days' notice to fulfill obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of his financial operations to the Minister of Labour, on the following fixed dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of Barbers and Hairdressers of Victoriaville, for the period between December 1st, 1955, and November 30th, 1956.

THE JOINT COMMITTEE OF BARBERS AND HAIRDRESSERS OF VICTORIAVILLE (Head office: Victoriaville, Que.)

Estimate of the receipts and disbursements for the period between December 1st, 1955, and November 30th, 1956.

| <i>Receipts:</i> | |
|-------------------------------------|----------|
| Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%): | |
| Professional employers..... | \$ 40.00 |
| Artisans..... | 340.00 |
| Employees..... | 40.00 |
| | \$420.00 |

| <i>Disbursements:</i> | |
|--------------------------------------|----------|
| Secretary's salary..... | \$100.00 |
| Administration..... | 60.00 |
| Legal fees..... | 60.00 |
| Audition of books..... | 15.00 |
| Travelling expenses..... | 100.00 |
| Meeting expenses..... | 72.00 |
| Various and unforeseen expenses..... | 13.00 |
| | \$420.00 |

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour,
Department of Labour,
Quebec, November 26th, 1955. 41252-0

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee for the Building Trades of the

du district de Hull, établi en exécution du décret numéro 1254, du 10 novembre 1949, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1206 du 23 novembre 1955, section "C", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis auxdits décrets, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 12 novembre 1955 au 11 novembre 1956; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1254 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1254 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, selon leur métier.

c) Les salariés régis par le décret numéro 1254 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible. Ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité paritaire a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Métiers de la Construction du district de Hull, pour la période comprise entre le 12 novembre 1955 et le 11 novembre 1956.

District of Hull, formed under decree number 1254 of November 10th, 1949 has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1206 of November 23rd, 1955, part "C", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, as per the method and rate mentioned hereinbelow:

1. Assessments

The period of levy extends from November 12th, 1955, to November 11th, 1956; the said levy shall be paid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 1254 and amendments, shall pay to the Parity committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll for the employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 1254 and amendments, shall pay to the Parity committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages established in the decree, for journeymen, according to their trade.

c) The employees governed by the said decree, number 1254 and amendments, shall pay to the Parity committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms, on which all particulars required by the said Parity committee shall be given.

The professional employer shall complete and sign his report and forward it to the Parity committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the committee, the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity committee on or before the 15th of the month following the date of expiration of the period for which it is required. The said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of the employees. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessments laid by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Upon refusal by a professional employer or an artisan to pay or give the necessary information, five days notice will be served to fulfil such obligation towards the Parity committee.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial operations on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity committee for the Buildings Trades of the District of Hull, for the period between November 12th, 1955, and November 11th, 1956.

LE COMITÉ PARITAIRE DES MÉTIERS
DE LA CONSTRUCTION DU DISTRICT DE HULLÉtat des recettes et des déboursés probables pour
la période comprise entre le 12 novembre
1955 et le 11 novembre 1956.

Recettes:

| | |
|---|-------------|
| Cotisations (½ de 1%): | |
| Employeurs professionnels, arti- sans et salariés..... | \$28,700.00 |
| Honoraires d'examens..... | 700.00 |
| Intérêts sur débiteures..... | 1,500.00 |
| | <hr/> |
| | \$30,900.00 |

Déboursés:

| | |
|---|-------------|
| Bureau des examinateurs..... | 2,350.00 |
| Jetons de présence..... | 900.00 |
| Frais de déplacements et de repré- sentations..... | 2,500.00 |
| Frais d'inspections..... | 1,800.00 |
| Salaires..... | 14,000.00 |
| Entretien..... | 250.00 |
| Papeteries..... | 900.00 |
| Téléphone, télégrammes, timbres- poste..... | 900.00 |
| Vérification..... | 200.00 |
| Loyer..... | 900.00 |
| Frais légaux..... | 500.00 |
| Divers..... | 3,000.00 |
| | <hr/> |
| | \$28,200.00 |
| Surplus prévu..... | 2,700.00 |
| | <hr/> |
| | \$30,900.00 |

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.Ministère du Travail,
Québec, le 26 novembre 1955. 41252-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint des métiers de la construction de Montréal, établi en exécution du décret numéro 1121 du 19 octobre 1955, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1206 du 23 novembre 1955, section "B" conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements) à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret de la manière ci-après décrite:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 31 octobre 1956; cette cotisation s'exerce de la manière ci-après décrite:

a) Tous les employeurs professionnels assujettis au décret numéro 1121 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés régis par le décret (salaires réguliers, pourcentages, allocations, commissions ou bonis).

b) Les artisans assujettis audit décret, numéro 1121, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré.

c) Tous les salariés assujettis audit décret, numéro 1121, doivent verser au Comité paritaire

PARITY COMMITTEE FOR THE BUILDING
TRADES OF THE DISTRICT OF HULLEstimate of the receipts and disbursements for
the period between November 12th, 1955, and
November 11th, 1956.

Receipts:

| | |
|---|-------------|
| Assessments (½ of 1%): | |
| Professional employers artisans and employees..... | \$28,700.00 |
| Examination fees..... | 700.00 |
| Bonds interest..... | 1,500.00 |
| | <hr/> |
| | \$30,900.00 |

Disbursements:

| | |
|--|-------------|
| Board of examiners..... | 2,350.00 |
| Meeting attendance fees..... | 900.00 |
| Travelling and representation expen- ses..... | 2,500.00 |
| Inspection expenses..... | 1,800.00 |
| Salaries..... | 14,000.00 |
| Maintenance..... | 250.00 |
| Stationery..... | 900.00 |
| Telephone, telegrams, postage..... | 900.00 |
| Auditing..... | 200.00 |
| Rent..... | 900.00 |
| Legal fees..... | 500.00 |
| Miscellaneous..... | 3,000.00 |
| | <hr/> |
| | \$28,200.00 |
| Estimate surplus..... | 2,700.00 |
| | <hr/> |
| | \$30,900.00 |

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.Department of Labour,
Quebec, November 26th, 1955. 41252-0

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Trades Joint Committee of Montreal, formed under decree number 1121 of October 19th, 1955, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1206 of November 23rd, 1955 part "B", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, in the manner hereafter described:

1. Levy

The period of levy extends from the date of publication of this by-law in the *Quebec Official Gazette* until the 31st October 1956 and the levy shall be established in the following manner:

a) All professional employers governed by decree number 1121, shall pay to the Parity Committee an amount of ½ of 1% of their payroll in respect of their employees governed by the said decree. (Fixed salaries, percentages, allowances, commissions or bonuses).

b) Artisans governed by said decree number 1121, shall pay to the Parity Committee a sum equal to ½ of 1% of the salary established in the decree, for the lowest paid journeyman.

c) All employees governed by said decree number 1121, shall pay to the Parity Committee

re une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération (salaires réguliers, pourcentages, allocations, commissions ou bonis).

an amount equal to ½ of 1% of their remuneration (fixed salaries, percentages, allowances, commissions or bonuses).

2. Mode de perception

2. Method of collection

En vue de faciliter la perception desdites cotisations, le Comité paritaire met à la disposition de tous les employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous renseignements exigés par le Comité paritaire. Les employeurs professionnels doivent faire leur rapport, le signer et le transmettre au Comité paritaire à tous les mois.

In order to facilitate the collection of the said levies, the Parity Committee shall place at the disposal of all professional employers report forms upon which shall be furnished all the information required by it. Professional employers shall complete their report, sign and transmit it to the Parity Committee monthly.

Les employeurs professionnels doivent percevoir à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, les prélèvements de chacun de leurs salariés au moyen d'une déduction appropriée sur leurs salaires.

Professional employers shall collect at the end of each week in the name of the Committee the levy exigible from each employee by deductions of the appropriate amount from his salary.

Tous les employeurs professionnels doivent transmettre tels rapports au Comité paritaire le ou avant le 10ième jour de chaque mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible. Ledit rapport doit être accompagné des cotisations de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par les salariés. Le Comité paritaire a le pouvoir d'exiger l'assermentation desdits rapports chaque fois qu'il le juge à propos.

All professional employers shall transmit such reports to the Parity Committee on or before the 10th day of each month following the expiry date of the period for which it is exigible. The said report must be accompanied by the levy of the professional employer and the amounts payable to the Parity Committee by the employees. The parity Committee shall have authority to require said reports to be signed under oath whenever necessary.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable chaque mois par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans avis préalable.

The levy imposed by the present by-law shall be payable monthly by the professional employers, artisans and employees without previous notice.

Si un employeur professionnel ou un artisan refuse de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq jours lui sera donné pour remplir ses obligations.

Upon refusal of a professional employer or an artisan to give the necessary information, a notice of five days shall be given him within which to comply with his obligations in the matter.

3. Rapport financier

3. Financial report

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit soumettre au Ministre du Travail un rapport trimestriel de ses opérations financières aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

In accordance with the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial position to the Minister of Labour, such reports to be dated as follows: 31st March, 30th June, 30th September and 31st December.

Ci-annexé, un état des recettes et déboursés probables du Comité paritaire pour la période comprise entre le 1er novembre 1955 et le 31 octobre 1956.

Hereto attached is a statement of the receipts and disbursements contemplated by the Joint Committee for the period from 1st November 1955 to 31st October 1956.

LE COMITÉ CONJOINT DES MÉTIERS DE LA CONSTRUCTION DE MONTRÉAL

THE BUILDING TRADES JOINT COMMITTEE OF MONTREAL

État des recettes et des déboursés probables du 1er novembre 1955 au 31 octobre 1956.

Contemplated Income and Expenditures 1st November 1955 to 31st October 1956.

Recettes:

| | |
|-------------------------------------|--------------|
| Cotisations (½ de 1%): | |
| Employeurs professionnels | \$440,000.00 |
| Salariés | 440,000.00 |
| | \$880,000.00 |

Income:

| | |
|----------------------------------|--------------|
| Assessment (½ of 1%): | |
| Professional employers | \$440,000.00 |
| Employees | 440,000.00 |
| | \$880,000.00 |

Déboursés:

| | |
|---|--------------|
| Indemnité au Centre d'Apprentissage, Montréal, pour fins d'administration | \$360,000.00 |
| Salaires du secrétaire et du personnel du bureau | 72,000.00 |
| Jetons de présence et dépenses des membres | 28,000.00 |
| Salaires des inspecteurs | 190,000.00 |
| Indemnité à la Commission du Salaire minimum pour services d'administration en rapport avec le système de vacances payées | 45,000.00 |

Expenditures:

| | |
|---|--------------|
| Indemnity to Apprenticeship Centre Montreal, for administration | \$360,000.00 |
| Secretary & Office Personal, Salaries | 72,000.00 |
| Members attendance fees & expenses | 28,000.00 |
| Inspector's Salaries | 190,000.00 |
| Indemnity to Minimum Wage Commission re: administration of Vacation Pay | 45,000.00 |

| | | | |
|---|-------------|--|-------------|
| Dépenses de voyage des inspecteurs | 39,000.00 | Inspectors' Travelling expenses | 39,000.00 |
| Fond de pension des employés | 15,000.00 | Employees retirement & welfare fund | 15,000.00 |
| Assurance, taxes, nettoyage et entretien de l'immeuble | 11,500.00 | Insurance, taxes, cleaning & maintenance of building | 11,500.00 |
| Impression et papeterie | 7,500.00 | Printing & Stationery | 7,500.00 |
| Timbres-poste | 4,500.00 | Postages Stamps | 4,500.00 |
| Chauffage et électricité | 1,600.00 | Heating & Electricity | 1,600.00 |
| Téléphone | 2,000.00 | Telephone | 2,000.00 |
| Bureau des examinateurs | 20,500.00 | Fees: Boards of Examiners | 20,500.00 |
| Frais légaux et professionnels, vérification des livres | 25,000.00 | Legal, Audit & Professional Fees | 25,000.00 |
| Dépréciation — ameublement et accessoires | 2,375.00 | Depreciation Fixtures & Furniture | 2,375.00 |
| Dépréciation — immeuble | 4,800.00 | Depreciation Office Building | 4,800.00 |
| Dépenses diverses | 5,000.00 | Miscellaneous expenses | 5,000.00 |
| | 8833,775.00 | | 8833,775.00 |
| Surplus | 46,225.00 | Surplus | 46,225.00 |
| | 8880,000.00 | | 8880 0 0.00 |

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, le 26 novembre 1955. 41252-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, November 26th, 1955. 41252-o

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DU SAGUENAY — BAR OF SAGUENAY

CANDIDATS POUR L'EXAMEN D'ORDRE PRATIQUE (4e année)
CANDIDATES FOR THE EXAMINATION OF PRACTICAL ORDER (4th year)

| Noms Names | Prénoms Surnames | Age | Résidence Residence |
|---------------|---------------------|-----|------------------------|
| Asselin | Roger | 28 | Alma. |
| Boissonneault | André | 25 | Alma. |
| Gaucher | Roger | 25 | Alma. |
| Hébert | Gaston | 24 | St-Méthode |

Chicoutimi, le 16 novembre 1955 — Chicoutimi, November 16th, 1955.

Le Secrétaire du Barreau du Saguenay,
RICHARD DUFOUR,
Secretary of Saguenay Bar.

41236-o

BARREAU DE BEDFORD — BAR OF BEDFORD

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

| Nom Name | Prénom Surname | Age | Résidence Residence |
|-------------|-------------------|-----|------------------------|
| Fortin | Pierre | 27 | Farnham. |

Sweetsburg, le 18 novembre 1955 — Sweetsburg, November 18, 1955.

Le Secrétaire du Barreau de Bedford,
BERNARD LÉGARÉ,
Secretary of the Bar of Bedford

41236-o

Nomination

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la province, au nom de Sa

Appointment

His Honour, the Lieutenant-Governor, with the advice and consent of the Executive Council, has been pleased to appoint by letters patent, under the Great Seal of the Province, in the

Majesté, la personne dont le nom suit, savoir:

name of Her Majesty, the following person's name, to wit:

Québec, le 19 octobre 1955.

Quebec, October 19th, 1955.

M. Robert Perron, avocat, membre du Barreau de la province, et pratiquant comme tel dans la cité de Québec: conseil en loi de la Reine. 41225

Mr. Robert Perron, advocate, member of the Bar of the Province of Quebec, practicing as such in the city of Quebec: Queen's Counsel. 41225

Proclamations

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

GASPARD FAUTEUX

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

GASPARD FAUTEUX

ÉLIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, défenseur de la foi.

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

To all to whom these presents shall come or whom the same may in anywise concern,

SALUT:

GREETING:

PROCLAMATION

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général.
C. E. CANTIN.

ATTENDU qu'une demande Nous a été faite à l'effet de détacher le territoire ci-après décrit

C. E. CANTIN, *Deputy Attorney General.* WHEREAS a petition has been submitted to Us requesting that the territory hereinafter described be detached

de la municipalité du village de Saint-Georges, dans le comté municipal de Champlain, et de l'annexer à la municipalité de la paroisse de Saint-Théophile, dans le même comté municipal;

from the municipality of the village of Saint-Georges, in the municipal county of Champlain, and to annex it to the municipality of the parish of Saint-Théophile, in the same municipal county;

ATTENDU que les formalités prescrites par la loi à cet égard ont été observées;

WHEREAS all formalities prescribed by law in this respect have been fulfilled;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

WHEREAS it is expedient that this request be granted;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 42 du Code municipal, la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

WHEREAS under section 42 of the Municipal Code, the present Proclamation shall enter into force on the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 2 novembre 1955, portant le numéro 1160, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons et décrétons par les présentes;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree dated November 2, 1955, bearing number 1160, and in accordance with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare and enact, by these presents,

QUE le territoire suivant, à savoir:

THAT the following territory, to wit:

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité du village de Saint-Georges, comprenant une partie du lot 1023 du cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel et d'un chemin public, le tout renfermé dans les limites suivantes: partant du point d'intersection du côté nord-ouest du chemin entre les rangs Saint-Léon-Côté-Sud-Est et Saint-Jean-Baptiste côté nord-ouest avec la ligne séparative des lots 1022 et 1023 du cadastre officiel; de là, successivement, la dite ligne séparative des lots 1022 et 1023 prolongée jusqu'au côté nord du chemin conduisant à Grand'Mère, ledit côté nord dudit chemin en allant vers l'est jusqu'au côté nord-ouest du chemin entre les rangs Saint-Léon côté sud-est et Saint-Jean-Baptiste côté nord-ouest et enfin le prolongement à travers le chemin conduisant à Grand'Mère dudit côté nord-ouest du chemin entre les rangs Saint-Léon et Saint-Jean-Baptiste et ledit côté nord-ouest dudit chemin jusqu'au point de départ;

A territory presently forming part of the municipality of the village of Saint-Georges, comprising a part of lot 1023 of the official cadastre of the parish of Notre-Dame du-Mont-Carmel and of a public road, the whole enclosed within the following limits: starting from the point of intersection on the northwest side of the road between ranges Saint-Léon Southeast side, and Saint-Jean-Baptiste Northwest side, with the dividing line of lots 1022 and 1023 of the said official cadastre; thence, successively, the said dividing line of lots 1022 and 1023 prolonged as far as the north side of the road leading to Grand'Mère; the said north side of the said road going towards the east as far as the northwest side of the road between ranges Saint-Léon Southeast side and Saint-Jean-Baptiste Northwest side, and finally the prolongation across the road leading to Grand'Mère from the said northwest side of the road between ranges Saint-Léon and Saint-Jean-Baptiste and the said northwest side of the said road to the starting point;

lequel territoire sera, à compter du premier

which territory shall be, from and after the

janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, détaché de la municipalité du village de Saint-Georges, dans le comté municipal de Champlain, et sera annexé à la municipalité de la paroisse de Saint-Théophile, dans le même comté municipal.

QUE la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce quatorzième jour de novembre en l'année mil neuf cent cinquante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatrième année.

Par ordre,

41225-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Canada,
Province de Québec,
[L.S.]
GASPARD FAUTEUX

ÉLIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN, } ATTENDU qu'une demande Nous a été faite à l'effet de détacher le territoire ci-après décrit

de la municipalité du canton de Sutton, dans le comté municipal de Brôme, et de l'annexer à la municipalité du village d'Abercorn, dans le même comté municipal;

ATTENDU que les formalités prescrites par la loi à cet égard ont été observées;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 42 du Code municipal, la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 2 novembre 1955, portant le numéro 1160, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons et décrétons par les présentes;

QUE le territoire suivant, à savoir:

Un territoire situé dans le canton de Sutton étant le lot 184 du cadastre officiel dudit canton, borné au nord par le lot 300, à l'est par le lot 181, au sud par le lot 183 et à l'ouest par le lot 186,

first day of January following the date of the publication of the present Proclamation in the *Quebec Official Gazette*, detached from the municipality of the village of Saint-Georges, in the municipal county of Champlain, and shall be annexed to the municipality of the parish of Saint-Théophile, in the same municipal county.

THAT the present Proclamation shall enter into force on the first day of January, following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL WHICH our loving subject and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have cause these our letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Québec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given at Our Government House, in Our city of Québec, in Our Province of Québec this fourteenth day of November in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fifty-five and in the fourth year of Our Reign.

By Command,

41225 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of Québec,
[L.S.]
GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING:

PROCLAMATION

C. E. CANTIN, } WHEREAS We have been Deputy Attorney General, } requested to detach the territory hereinafter described from the Municipality of the Township of Sutton, in the Municipal County of Brôme, and to annex it to the Municipality of the village of Abercorn, in the same Municipal county;

WHEREAS the formalities prescribed by law, in this respect, have been complied with;

WHEREAS it is expedient that this request be granted;

WHEREAS in accordance with Article 42 of the Municipal Code, this Proclamation shall come into force the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree dated November 2, 1955, bearing number 1160 and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Québec, We hereby declare and enact.

THAT the following territory, to wit:
A territory situated in the Township of Sutton, being lot 184 of the official cadastre of said township, bounded northerly by lot 300, easterly by lot 181, southerly by lot 183 and westerly by lot 186,

lequel territoire, ensemble avec les chemins, rivières, cours d'eau ou partie d'iceux renfermés dans ces limites, sera, à compter du premier janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, détaché de la municipalité du canton de Sutton, dans le comté municipal de Brôme, et sera annexé à la municipalité du village d'Abercorn, dans le même comté municipal.

QUE la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce quatorzième jour de novembre en l'année mil neuf cent cinquante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatrième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

42225-o

which territory including roads, streams or parts thereof included within these limits shall be, as from the first day of January following the date of publication of this Proclamation in the *Quebec Official Gazette*, detached from the Municipality of the Township of Sutton, in the Municipal County of Brôme, and annexed to the Municipality of the village of Abercorn, in the same Municipal County.

THAT this proclamation shall come into force the first day of January following the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this fourteenth day of November, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fifty-five and the fourth year of Our Reign.

By Command,

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

41225

Sièges sociaux

ACME ENTERPRISES LTD

AVIS DE LA SITUATION DU BUREAU PRINCIPAL DE LA COMPAGNIE

Avis est donné que la compagnie "Acme Enterprises Ltd", constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, en date du 18 avril 1955, et ayant son bureau principal dans la Cité de Montréal, a établi son bureau au N° 4357 rue Chapleau, à Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 10ème jour de novembre 1955.

(Sceau)
41231-o

Le Président,
C. L. FRASCARELLI.

KWIK-KAFE (QUEBEC) LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Kwik-Kafe (Quebec) Limited", constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 30 septembre 1955, et ayant son siège social en la cité de Montréal, province de Québec, a établi son bureau à 621 avenue Blair, Montréal, P.Q.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, P.Q., ce 10e jour de novembre 1955.

(Sceau)
41257

KWIK-KAFE (QUEBEC) LIMITED,
Par le Président,
J. R. FERGUSON.

Head Offices

ACME ENTERPRISES LTD

NOTICE OF THE SITUATION OF THE HEAD OFFICE OF THE COMPANY

Notice is hereby given that the "Acme Enterprises Ltd", company incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act, on the eighteenth day of April 1955, and having its head office in the City of Montreal, has established its office at No. 4357 Chapleau St. Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this tenth day of November 1955.

(Seal)
41231-o

C. L. FRASCARELLI,
President.

KWIK-KAFE (QUEBEC) LIMITED

Notice is hereby given that "Kwik-Kafe (Quebec) Limited", incorporated pursuant to the Quebec Companies' Act, by letters patent, dated 30th September 1955, and having its Head Office at the City of Montreal, in the Province of Quebec, has established its office at 621 Blair Avenue, Montreal, P.Q.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Montreal, P.Q., this 10th day of November 1955.

(Seal)
41257-o

KWIK-KAFE (QUEBEC) LIMITED,
(Per) J. R. FERGUSON,
President.

Avis est donné par les présentes que "La Société des Festivals de Montréal — The Montreal Festival Society" constituée en corporation en vertu de la troisième partie de la Loi des Compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 8 juillet 1955, enregistrées le 12 août 1955, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au N° 758 ouest, rue Sherbrooke, dans les cité et district de Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son bureau principal

Montréal, le 2 novembre 1955.

41245-o Le Président,
PAUL GOUIN.

AMETAL MINING CORPORATION

Avis est donné que "Ametal Mining Corporation", une compagnie constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des Compagnies Minières du Québec en date du 4 juillet 1955 et ayant son siège social en la cité de Montréal, district de Montréal, a établi son bureau au N° 5451 Ave Durocher, Outremont.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal ce 8ième jour de novembre 1955.

41250-o Le Secrétaire,
J. A. LAPOINTE.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Plaisance Realities Limited, constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 4 février 1952, et ayant son siège social à chambre 1300, 507 Place d'Armes, Montréal, P.Q. l'a transporté à 1555 est, rue Notre-Dame, Montréal, P.Q.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 23e jour de novembre 1955.

41259 HARTLAND de M. MOLSON, Le Président.

THE GREAT WATCHICHOU COMPANY, LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "The Great Watchichou Company, Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes émises par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec le trente-et-un octobre, 1955, et ayant son siège social en les cité et district de Québec, a établi son bureau à Chambre 609, 65 Ste-Anne, en les cité et district de Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la Compagnie comme étant son siège social.

Daté à Québec, en la Province de Québec, ce 7ième jour de Novembre, 1955.

THE GREAT WATCHICHOU COMPANY, LTD.

41276-o C. DOUGLAS JOHNSTON, Le Président.

Notice is hereby given by these presents that "La Société des Festivals de Montréal — The Montreal Festival Society", incorporated under Part III of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated July 8th, 1955, registered on August 12th, 1955, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at No. 758 Sherbrooke Street, west in the city and district of Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the Corporation as being its head office.

Montreal, November 2nd, 1955.

41245 PAUL GOUIN, President.

AMETAL MINING CORPORATION

Notice is given that "Ametal Mining Corporation", a company constituted as a corporation by letters patent under the Quebec Companies' Act, dated July 4th, 1955, and having its head office in the city of Montreal, district of Montreal, has established its office at No. 5451 Durocher Avenue, Outremont.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 8th, day of November, 1955.

41250 J. A. LAPOINTE, Secretary.

Notice is hereby given that Plaisance Realities Limited, incorporated by Letters Patent under Part I of the Québec Companies' Act on the 4th of February, 1952, with its head office at Room 1300, 507 Place d'Armes, Montreal, P.Q. has changed the location of its head office to 1555 Notre Dame Street East, Montreal, P.Q.

From and after the date of this Notice the said office shall be considered by the Company as being its head office.

Dated at Montreal, this 23rd day of November 1955.

41259 HARTLAND de M. MOLSON, President.

THE GREAT WATCHICHOU COMPANY, LTD.

Notice is hereby given that "The Great Watchichou Company, Ltd.", incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec on the 31st of October, 1955 and having its head in the city and district of Quebec, has established its office at Room 609, 65 St. Anne Street, in the city and district of Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Quebec, in the Province of Quebec, this Seventh day of November, 1955.

THE GREAT WATCHICHOU COMPANY, LTD.

41276-o C. DOUGLAS JOHNSTON, President.

Soumissions

Province de Québec
 —
 ST-HUBERT
 (Comté de Chambly)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Raymond Payer, secrétaire-trésorier, B. P. 19, Chemin Chambly, St-Hubert, comté de Chambly, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 12 décembre 1955, pour l'achat de \$43,000.00 d'obligations de St-Hubert, comté de Chambly, datées du 1er novembre 1955 et remboursables par séries du 1er novembre 1956 au 1er novembre 1965 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toutes l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1956. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$43,000.00 — 10 ans

| Année | Capital |
|------------------------|------------|
| 1er novembre 1956..... | \$4,500.00 |
| 1er novembre 1957..... | 4,500.00 |
| 1er novembre 1958..... | 4,500.00 |
| 1er novembre 1959..... | 4,500.00 |
| 1er novembre 1960..... | 4,500.00 |
| 1er novembre 1961..... | 4,500.00 |
| 1er novembre 1962..... | 4,000.00 |
| 1er novembre 1963..... | 4,000.00 |
| 1er novembre 1964..... | 4,000.00 |
| 1er novembre 1965..... | 4,000.00 |

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Hubert, comté de Chambly.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec, à St-Lambert ou à St-Hubert, comté de Chambly.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 12 décembre 1955, à 8 heures p.m., en la salle paroissiale, St-Hubert, comté de Chambly.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Hubert, (Comté de Chambly), ce 22 novembre 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
 RAYMOND PAYER.

B. P. 19, Chemin Chambly, St-Hubert,
 (Comté de Chambly), P. Q. 41268-0

Tenders

Province of Quebec
 —
 ST. HUBERT
 (County of Chambly)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Raymond Payer, Secretary-Treasurer, P. B. 19, Chambly Road, St. Hubert, county of Chambly, until 8 o'clock P.M., Monday, December 12, 1955, for the purchase of an issue of \$43,000.00 of bonds of St. Hubert, county of Chambly, dated November 1st, 1955, and redeemable serially from November 1st, 1956 to November 1st, 1965, inclusively, with interest at a rate of not less than 3% or more than 4% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from January 1st, 1956.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$43,000.00 — 10 years

| Year | Capital |
|-------------------------|------------|
| November 1st, 1956..... | \$4,500.00 |
| November 1st, 1957..... | 4,500.00 |
| November 1st, 1958..... | 4,500.00 |
| November 1st, 1959..... | 4,500.00 |
| November 1st, 1960..... | 4,500.00 |
| November 1st, 1961..... | 4,500.00 |
| November 1st, 1962..... | 4,000.00 |
| November 1st, 1963..... | 4,000.00 |
| November 1st, 1964..... | 4,000.00 |
| November 1st, 1965..... | 4,000.00 |

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at St. Hubert, county of Chambly.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec, St. Lambert or St. Hubert, county of Chambly.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, December 12, 1955, at 8 o'clock P.M., in the Parish Hall, St. Hubert, county of Chambly.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

St. Hubert (County of Chambly), this November 22, 1955.

RAYMOND PAYER,
 Secretary-Treasurer.

P. B. 19, Chambly Road, St. Hubert,
 (County of Chambly), P. Q. 41268

Province de Québec

Cité de Chicoutimi

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endorsed "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Gaston Carrier, greffier, Hôtel de Ville, Chicoutimi, jusqu'à 4 heures p.m., lundi, le 12 décembre 1955, pour l'achat de \$100,000.00 d'obligations de la cité de Chicoutimi, datées du 1er septembre 1955 et remboursables par séries du 1er septembre 1956 au 1er septembre 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année apyable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission où il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 519 — Travaux permanents, achat d'équipement, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1956.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$100,000.00 — 20 ans

| Année | Capital |
|--------------------|------------|
| 1er septembre 1956 | \$3,000.00 |
| 1er septembre 1957 | 3,000.00 |
| 1er septembre 1958 | 3,000.00 |
| 1er septembre 1959 | 4,000.00 |
| 1er septembre 1960 | 4,000.00 |
| 1er septembre 1961 | 4,000.00 |
| 1er septembre 1962 | 4,000.00 |
| 1er septembre 1963 | 4,000.00 |
| 1er septembre 1964 | 5,000.00 |
| 1er septembre 1965 | 5,000.00 |
| 1er septembre 1966 | 5,000.00 |
| 1er septembre 1967 | 5,000.00 |
| 1er septembre 1968 | 5,000.00 |
| 1er septembre 1969 | 6,000.00 |
| 1er septembre 1970 | 6,000.00 |
| 1er septembre 1971 | 6,000.00 |
| 1er septembre 1972 | 7,000.00 |
| 1er septembre 1973 | 7,000.00 |
| 1er septembre 1974 | 7,000.00 |
| 1er septembre 1975 | 7,000.00 |

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Chicoutimi.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'à la succursale de cette même banque à Toronto.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 12 décembre 1955, à 4 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, Chicoutimi.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Chicoutimi, ce 22 novembre 1955.

Le Greffier,
GASTON CARRIER.

Hôtel de Ville,
Chicoutimi, P.Q.

41266-0

Province of Quebec

City of Chicoutimi

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds", will be received by the undersigned, Gaston Carrier, City Clerk, Chicoutimi until 4 o'clock p.m., December 12, 1955, for the purchase of an issue of \$100,000.00 of bonds of the city of Chicoutimi, dated Sept. 1st, 1955 and redeemable serially from Sept. 1st, 1956 to Sept. 1st 1975 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on Mar. 1st and Sept. 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 519 — Permanent works, purchase of equipment, etc.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from January 1st, 1956.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$100,000.00 — 20 years

| Year | Capital |
|---------------------|------------|
| September 1st, 1956 | \$3,000.00 |
| September 1st, 1957 | 3,000.00 |
| September 1st, 1958 | 3,000.00 |
| September 1st, 1959 | 4,000.00 |
| September 1st, 1960 | 4,000.00 |
| September 1st, 1961 | 4,000.00 |
| September 1st, 1962 | 4,000.00 |
| September 1st, 1963 | 4,000.00 |
| September 1st, 1964 | 5,000.00 |
| September 1st, 1965 | 5,000.00 |
| September 1st, 1966 | 5,000.00 |
| September 1st, 1967 | 5,000.00 |
| September 1st, 1968 | 5,000.00 |
| September 1st, 1969 | 6,000.00 |
| September 1st, 1970 | 6,000.00 |
| September 1st, 1971 | 6,000.00 |
| September 1st, 1972 | 7,000.00 |
| September 1st, 1973 | 7,000.00 |
| September 1st, 1974 | 7,000.00 |
| September 1st, 1975 | 7,000.00 |

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Chicoutimi.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the branch of this same bank in Toronto.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, December 12th, 1955, at 4 o'clock p.m. at the City Hall, Chicoutimi.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Chicoutimi November 22, 1955.

GASTON CARRIER,
City Clerk.

City Hall,
Chicoutimi, P.Q.

41266

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE WINDSOR (Comté de Richmond)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Mlle Aurore Bolduc, secrétaire-trésorière, B.P. 20, Hôtel de Ville, 25 rue Principale, Windsor, (Richmond), jusqu'à 7.30 heures p.m., mercredi, le 14 décembre 1955, pour l'achat de \$188,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Windsor, comté de Richmond, datées du 1er décembre 1955 et remboursables par séries du 1er décembre 1956 au 1er décembre 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 29 septembre 1955, telle que modifiée — Construction d'une école de 9 classes avec logement dans l'arrondissement St-Gabriel.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1956.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$188,000.00 — 20 ans.

| Année | Capital |
|-------------------|---------------|
| 1er décembre 1956 | x \$18,500.00 |
| 1er décembre 1957 | x 19,500.00 |
| 1er décembre 1958 | x 20,500.00 |
| 1er décembre 1959 | x 21,000.00 |
| 1er décembre 1960 | x 22,000.00 |
| 1er décembre 1961 | 4,000.00 |
| 1er décembre 1962 | 4,500.00 |
| 1er décembre 1963 | 4,500.00 |
| 1er décembre 1964 | 4,500.00 |
| 1er décembre 1965 | 5,000.00 |
| 1er décembre 1966 | 5,000.00 |
| 1er décembre 1967 | 5,500.00 |
| 1er décembre 1968 | 5,500.00 |
| 1er décembre 1969 | 6,000.00 |
| 1er décembre 1970 | 6,000.00 |
| 1er décembre 1971 | 6,500.00 |
| 1er décembre 1972 | 7,000.00 |
| 1er décembre 1973 | 7,000.00 |
| 1er décembre 1974 | 7,500.00 |
| 1er décembre 1975 | 8,000.00 |

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$95,000.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de \$19,000.00 chacun, de 1956 à 1960 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Windsor, comté de Richmond.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Windsor, comté de Richmond.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE TOWN OF WINDSOR (County of Richmond)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Miss Aurore Bolduc, Secretary-Treasurer, P.O.B. 20, Town Hall, 25 Principal Street, Windsor, (Richmond), until 7.30 o'clock p.m., Wednesday, December 14th, 1955, for the purchase of an issue of \$188,000.00 of bonds of the School Commissioners for the municipality of the Town of Windsor, county of Richmond, dated December 1st, 1955 and redeemable serially from December 1st, 1956 to December 1st 1975 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated September 29th, 1955, as amended — Erection of a school of 9 classrooms with living quarters in the St-Gabriel District.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from January 1st, 1956.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$188,000.00 — 20 years.

| Year | Capital |
|--------------------|---------------|
| December 1st, 1956 | x \$18,500.00 |
| December 1st, 1957 | x 19,500.00 |
| December 1st, 1958 | x 20,500.00 |
| December 1st, 1959 | x 21,000.00 |
| December 1st, 1960 | x 22,000.00 |
| December 1st, 1961 | 4,000.00 |
| December 1st, 1962 | 4,500.00 |
| December 1st, 1963 | 4,500.00 |
| December 1st, 1964 | 4,500.00 |
| December 1st, 1965 | 5,000.00 |
| December 1st, 1966 | 5,000.00 |
| December 1st, 1967 | 5,500.00 |
| December 1st, 1968 | 5,500.00 |
| December 1st, 1969 | 6,000.00 |
| December 1st, 1970 | 6,000.00 |
| December 1st, 1971 | 6,500.00 |
| December 1st, 1972 | 7,000.00 |
| December 1st, 1973 | 7,000.00 |
| December 1st, 1974 | 7,500.00 |
| December 1st, 1975 | 8,000.00 |

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$95,000.00 granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of \$19,000.00 from 1956 to 1960 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Windsor, county of Richmond.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Windsor, county of Richmond.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued

comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 14 décembre 1955, à 7.30 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, 25 rue Principale, Windsor, comté de Richmond.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Windsor, (Comté de Richmond), ce 24 novembre 1955.

La Secrétaire-trésorière,
Mlle AURORE BOLDUC.

Hôtel de Ville, B.P. 20,
25 rue Principale, Windsor,
(Comté de Richmond), P.Q. 41271-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA
MUNICIPALITÉ DE STE-CHRISTINE
(Comté de Bagot)

Avis public est par les présentes donné que les soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sousigné, George Despaties, secrétaire-trésorier, Ste-Christine, comté de Bagot, jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, le 14 décembre 1955, pour l'achat de \$124,500.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Ste-Christine, comté de Bagot, datées du 1er octobre 1955 et remboursables par séries du 1er octobre 1956 au 1er octobre 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 9 juillet 1955 — Construction d'une école centrale.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1956

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$124,500.00 — 20 ans

| Année | Capital |
|-----------------------|---------------|
| 1er octobre 1956..... | x \$20,500.00 |
| 1er octobre 1957..... | x 21,500.00 |
| 1er octobre 1958..... | x 22,500.00 |
| 1er octobre 1959..... | x 23,500.00 |
| 1er octobre 1960..... | 1,500.00 |
| 1er octobre 1961..... | 1,500.00 |
| 1er octobre 1962..... | 2,000.00 |
| 1er octobre 1963..... | 2,000.00 |
| 1er octobre 1964..... | 2,000.00 |
| 1er octobre 1965..... | 2,000.00 |
| 1er octobre 1966..... | 2,000.00 |
| 1er octobre 1967..... | 2,000.00 |
| 1er octobre 1968..... | 2,500.00 |
| 1er octobre 1969..... | 2,500.00 |
| 1er octobre 1970..... | 2,500.00 |
| 1er octobre 1971..... | 2,500.00 |
| 1er octobre 1972..... | 2,500.00 |
| 1er octobre 1973..... | 3,000.00 |
| 1er octobre 1974..... | 3,000.00 |
| 1er octobre 1975..... | 3,000.00 |

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$92,124, accordé par le Secrétaire de la province et payable en quatre versements de \$23,031 chacun, de 1956 à 1959 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu,

on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Wednesday, December 14th, 1955, at 7.30 o'clock p.m. at the Town Hall, 25 Principal Street, Windsor, county of Richmond.

The School Commissioners, do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Windsor, (County of Richmond), November 24th, 1955.

Miss AURORE BOLDUC,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, P.O.B. 20,
25 Principal Street, Windsor,
(County of Richmond), P.Q. 41271

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE
MUNICIPALITY OF STE-CHRISTINE
(County of Bagot)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Georges Despaties, Secretary-Treasurer, St. Christine, county of Bagot, until 8 o'clock p.m., Wednesday, December 14th, 1955 for the purchase of an issue of \$124,500.00 of bonds of the school commissioners for the municipality of St. Christine, county of Bagot, dated October 1st, 1955 and redeemable serially from October 1st, 1956 to October 1st, 1975 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% or more than 4½% per annum, payable semi-annually on April 1st, and October 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated July 9th, 1955 — Building of a central school.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from January 1st, 1956.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$124,500.00 — 20 years

| Year | Capital |
|------------------------|---------------|
| October 1st, 1956..... | x \$20,500.00 |
| October 1st, 1957..... | x 21,500.00 |
| October 1st, 1958..... | x 22,500.00 |
| October 1st, 1959..... | x 23,500.00 |
| October 1st, 1960..... | 1,500.00 |
| October 1st, 1961..... | 1,500.00 |
| October 1st, 1962..... | 2,000.00 |
| October 1st, 1963..... | 2,000.00 |
| October 1st, 1964..... | 2,000.00 |
| October 1st, 1965..... | 2,000.00 |
| October 1st, 1966..... | 2,000.00 |
| October 1st, 1967..... | 2,000.00 |
| October 1st, 1968..... | 2,500.00 |
| October 1st, 1969..... | 2,500.00 |
| October 1st, 1970..... | 2,500.00 |
| October 1st, 1971..... | 2,500.00 |
| October 1st, 1972..... | 2,500.00 |
| October 1st, 1973..... | 3,000.00 |
| October 1st, 1974..... | 3,000.00 |
| October 1st, 1975..... | 3,000.00 |

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$92,124 granted by the Provincial Secretary and payable in four instalments of \$23,031 each, from 1956 to 1959 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by

par chèque visé, payable au pair à Acton Vale, comté de Bagot.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Acton Vale, comté de Bagot.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 14 décembre 1955, à 8 heures p.m., en la salle municipale, Ste-Christine, comté de Bagot.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Christine, (Comté de Bagot), ce 24 novembre 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
GEORGES DESPATIES.

Ste-Christine,
(Comté de Bagot), P. Q. 41270-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA
MUNICIPALITÉ DE ST-HONORÉ
(Comté de Chicoutimi)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, F. Dufour, secrétaire-trésorier, St-Honoré, comté de Chicoutimi, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 12 décembre 1955, pour l'achat de \$108,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Honoré, comté de Chicoutimi, datées du 1er janvier 1956 et remboursables par séries du 1er janvier 1957 au 1er janvier 1971 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 1er mai 1955, telle que modifiée — Reconstruction de l'école dans l'arrondissement N° 2 et construction d'une école de garçons.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1956.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$108,000.00 — 15 ans.

| Année | Capital |
|-----------------------|---------------|
| 1er janvier 1957..... | x \$22,000.00 |
| 1er janvier 1958..... | x 23,000.00 |
| 1er janvier 1959..... | x 24,000.00 |
| 1er janvier 1960..... | 2,500.00 |
| 1er janvier 1961..... | 2,500.00 |
| 1er janvier 1962..... | 3,000.00 |
| 1er janvier 1963..... | 3,000.00 |
| 1er janvier 1964..... | 3,000.00 |
| 1er janvier 1965..... | 3,000.00 |
| 1er janvier 1966..... | 3,500.00 |
| 1er janvier 1967..... | 3,500.00 |
| 1er janvier 1968..... | 3,500.00 |

certified cheque payable at par Acton Vale, county of Bagot.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Acton Vale, county of Bagot.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, December 14th, 1955, at 8 o'clock p.m., at the Municipal Hall, St. Christine, county of Bagot.

The school commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

St. Christine, (county of Bagot), this November 24th, 1955.

GEORGES DESPATIES,
Secretary-Treasurer.

St. Christine,
(County of Bagot), P. Q. 41270

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE
MUNICIPALITY OF ST-HONORÉ
(County of Chicoutimi)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, F. Dufour, secretary-Treasurer, St-Honoré, county of Chicoutimi, until 8 o'clock p.m., Monday, December 12, 1955, for the purchase of an issue of \$108,000 of bonds of the School Commissioners for the municipality of St-Honoré, Co. Chicoutimi, dated January 1st, 1956 and redeemable serially from January 1st, 1957 to January 1st, 1971 inclusively with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on Jan. 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated May 1st, 1955, as amended — Reconstruction of a school in district No. 2 and erection of a school for boys.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from January 1st, 1956.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$108,000.00 — 15 years.

| Year | Capital |
|------------------------|---------------|
| January 1st, 1957..... | x \$22,000.00 |
| January 1st, 1958..... | x 23,000.00 |
| January 1st, 1959..... | x 24,000.00 |
| January 1st, 1960..... | 2,500.00 |
| January 1st, 1961..... | 2,500.00 |
| January 1st, 1962..... | 3,000.00 |
| January 1st, 1963..... | 3,000.00 |
| January 1st, 1964..... | 3,000.00 |
| January 1st, 1965..... | 3,000.00 |
| January 1st, 1966..... | 3,500.00 |
| January 1st, 1967..... | 3,500.00 |
| January 1st, 1968..... | 3,500.00 |

| | | | |
|-----------------------|----------|------------------------|----------|
| 1er janvier 1969..... | 3,500.00 | January 1st, 1969..... | 3,500.00 |
| 1er janvier 1970..... | 4,000.00 | January 1st, 1970..... | 4,000.00 |
| 1er janvier 1971..... | 4,000.00 | January 1st, 1971..... | 4,000.00 |

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$67,957.50, accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements de \$22,652.50 chacun, de 1957 à 1959 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Chicoutimi.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 12 décembre 1955, à 8 heures p.m., dans la salle du conseil, Hôtel de Ville, St-Honoré, comté de Chicoutimi.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Honoré, (Comté de Chicoutimi), ce 21 novembre 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
F. DUFOUR.

St-Honoré,
(Comté de Chicoutimi), P.Q. 41239-0

Province de Québec

PAROISSE DE ST-VINCENT-DE-PAUL
(Comté de Laval)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées en endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-Émile Rivest, secrétaire-trésorier, 1111 rue St-Étienne, St-Vincent-de-Paul, Cté Laval, jusqu'à 7.30 heures p.m., mercredi, le 14 décembre 1955, pour l'achat de \$746,000.00 d'obligations de la paroisse de St-Vincent-de-Paul, comté de Laval, datées du 1er décembre 1955 et remboursables par séries du 1er décembre 1956 au 1er décembre 1970 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt Nos 228 — \$11,000.00; 232 — \$126,000.00; 233 — \$221,000.00; 235 — \$121,000.00; 236 — \$125,000.00; 237 — \$110,000.00; et 244 — \$32,000.00. Travaux d'aqueduc, d'égouts, de pavages et de rues.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1956.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$746,000.00 — 15 ans

| | |
|------------------------|-------------|
| Année | Capital |
| 1er décembre 1956..... | \$10,000.00 |

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$67,957.50 granted by the Provincial Secretary and payable in three instalments, of \$22,652.50 from 1957 to 1959 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Chicoutimi.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday December 12, 1955, at 8 o'clock p.m., at Council Hall, Town Hall, St-Honoré, county of Chicoutimi.

The School Commissioners, do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Honoré, (County of Chicoutimi), November 21, 1955.

F. DUFOUR,
Secretary-Treasurer.

St-Honoré,
(County of Chicoutimi), P.Q. 41239

Province of Quebec

PARISH OF ST. VINCENT-DE-PAUL
(County of Laval)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J.-Émile Rivest Secretary-Treasurer, 1111 St. Étienne Street, St. Vincent-de-Paul, Cty Laval, until 7.30 o'clock p.m., Wednesday, December 14, 1955, for the purchase of an issue of \$746,000.00 of bonds of the Parish of St. Vincent-de-Paul, County of Laval, dated December 1st., 1955 and redeemable serially from December 1st., 1956 to December 1st, 1970 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% or more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st. and December 1st. of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-laws No. 228 — \$11,000.00; 232 — \$126,000.00; 233 — \$221,000.00; 235 — \$121,000.00; 236 — \$125,000.00; 237 — \$110,000.00; and 244 — \$32,000.00 Waterworks, sewers, pavings and streets.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from January 1st., 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$746,000.00 — 15 years

| | |
|-------------------------|-------------|
| Year | Capital |
| December 1st, 1956..... | \$10,000.00 |

| | | | |
|------------------------|------------|-------------------------|------------|
| 1er décembre 1957..... | 10,000.00 | December 1st, 1957..... | 10,000.00 |
| 1er décembre 1958..... | 10,500.00 | December 1st, 1958..... | 10,500.00 |
| 1er décembre 1959..... | 11,000.00 | December 1st, 1959..... | 11,000.00 |
| 1er décembre 1960..... | 12,500.00 | December 1st, 1960..... | 12,500.00 |
| 1er décembre 1961..... | 13,000.00 | December 1st, 1961..... | 13,000.00 |
| 1er décembre 1962..... | 14,500.00 | December 1st, 1962..... | 14,500.00 |
| 1er décembre 1963..... | 14,500.00 | December 1st, 1963..... | 14,500.00 |
| 1er décembre 1964..... | 17,000.00 | December 1st, 1964..... | 17,000.00 |
| 1er décembre 1965..... | 18,000.00 | December 1st, 1965..... | 18,000.00 |
| 1er décembre 1966..... | 18,500.00 | December 1st, 1966..... | 18,500.00 |
| 1er décembre 1967..... | 19,000.00 | December 1st, 1967..... | 19,000.00 |
| 1er décembre 1968..... | 22,500.00 | December 1st, 1968..... | 22,500.00 |
| 1er décembre 1969..... | 23,000.00 | December 1st, 1969..... | 23,000.00 |
| 1er décembre 1970..... | 532,000.00 | December 1st, 1970..... | 532,000.00 |

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Vincent-de-Paul, comté de Laval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 14 décembre 1955, à 7.30 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, Ville de St-Vincent-de-Paul, comté de Laval.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Vincent-de-Paul, (Comté de Laval), ce 22 novembre 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-ÉMILE RIVEST.

1111 rue St-Étienne,
St-Vincent-de-Paul, (Cté Laval), P.Q. 41269-0

Province de Québec

SYNDICS D'ÉCOLES PROTESTANTES POUR LA
MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE RAWDON
(Comté de Montcalm)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, E. J. Marlin, secrétaire-trésorier, B.P. 100, Rawdon, comté de Montcalm, jusqu'à 8 heures p.m., lundi 12 décembre 1955 pour l'achat de \$45,000 d'obligations des Syndics d'écoles protestantes pour la municipalité du village de Rawdon datées du 1er octobre 1955 et remboursables par séries du 1er octobre 1956 au 1er octobre 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre, de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt datée du 16 août 1955— construction d'une extension de 2 classes à l'école intermédiaire.

Aux fins de l'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1956.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at St. Vincent-de-Paul, County of Laval.

Capital and interest are payable at all branches, in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941 subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday December 14, 1955, at 7.30 o'clock p.m., at the City Hall, Town of St. Vincent-de-Paul, County of Laval.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

St. Vincent-de-Paul (County of Laval), this November 22th, 1955.

J.-ÉMILE RIVEST,
Secretary-Treasurer.

1111 St. Étienne Street,
St. Vincent-de-Paul, (Cty. Laval), P.Q. 41269

Province of Quebec

THE PROTESTANT SCHOOL TRUSTEES FOR THE
MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF RAWDON
(County of Montcalm)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned E. J. Marlin, Secretary-treasurer, P.O. Box 100, Rawdon, county of Montcalm, until 8 o'clock p.m., Monday, December 12th, 1955, for the purchase of an issue of \$45,000 of bonds of the Protestant School Trustees for the municipality of the village of Rawdon, dated October 1st, 1955, and redeemable serially from October 1st, 1956 to October 1st, 1975 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated August 16th, 1955 — Building of a 2-classroom extension to the Intermediate School.

Only for the purposes of awarding the issue, computation of interest will be made as from January 1st 1956.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$45,000.00 — 20 ans

| Année | Capital |
|-----------------------|-------------|
| 1er octobre 1956..... | x\$5,000.00 |
| 1er octobre 1957..... | x 5,500.00 |
| 1er octobre 1958..... | x 5,500.00 |
| 1er octobre 1959..... | x 6,000.00 |
| 1er octobre 1960..... | 1,000.00 |
| 1er octobre 1961..... | 1,000.00 |
| 1er octobre 1962..... | 1,000.00 |
| 1er octobre 1963..... | 1,000.00 |
| 1er octobre 1964..... | 1,000.00 |
| 1er octobre 1965..... | 1,500.00 |
| 1er octobre 1966..... | 1,500.00 |
| 1er octobre 1967..... | 1,500.00 |
| 1er octobre 1968..... | 1,500.00 |
| 1er octobre 1969..... | 1,500.00 |
| 1er octobre 1970..... | 1,500.00 |
| 1er octobre 1971..... | 1,500.00 |
| 1er octobre 1972..... | 1,500.00 |
| 1er octobre 1973..... | 2,000.00 |
| 1er octobre 1974..... | 2,000.00 |
| 1er octobre 1975..... | 2,000.00 |

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$45,000.00 — 20 years

| Year | Capital |
|------------------------|-------------|
| October 1st, 1956..... | x\$5,000.00 |
| October 1st, 1957..... | x 5,500.00 |
| October 1st, 1958..... | x 5,500.00 |
| October 1st, 1959..... | x 6,000.00 |
| October 1st, 1960..... | 1,000.00 |
| October 1st, 1961..... | 1,000.00 |
| October 1st, 1962..... | 1,000.00 |
| October 1st, 1963..... | 1,000.00 |
| October 1st, 1964..... | 1,000.00 |
| October 1st, 1965..... | 1,500.00 |
| October 1st, 1966..... | 1,500.00 |
| October 1st, 1967..... | 1,500.00 |
| October 1st, 1968..... | 1,500.00 |
| October 1st, 1969..... | 1,500.00 |
| October 1st, 1970..... | 1,500.00 |
| October 1st, 1971..... | 1,500.00 |
| October 1st, 1972..... | 1,500.00 |
| October 1st, 1973..... | 2,000.00 |
| October 1st, 1974..... | 2,000.00 |
| October 1st, 1975..... | 2,000.00 |

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi de \$19,715.52 accordé par le Secrétaire de la province et payable en quatre versements de \$4,928.88 chacun, de 1956 à 1959 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudication s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courrus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Rawdon, comté de Montcalm.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, Québec ou Rawdon, comté de Montcalm.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagné d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des Syndics d'écoles protestantes, qui sera tenue lundi 12 décembre 1955, à 8 heures p.m., à la salle de l'École, rue Metcalfe, Rawdon, comté de Montcalm.

Les Syndics d'écoles protestantes se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Rawdon, (Comté de Montcalm), ce 22 novembre 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
E. J. MARLIN.

B.P. 100, Rawdon,
(Comté de Montcalm, P.Q.) 41267

The "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$19,715.52, granted by the Provincial Secretary and payable in four instalments of \$4,928.88 each from 1956 to 1959 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Rawdon, County of Montcalm.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Rawdon, county of Montcalm.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Protestant School Trustees to be held on Monday, December 12th, 1955, at 8 o'clock p.m., at the Assembly Hall of the School, on Metcalfe Street, Rawdon, county of Montcalm.

The Protestant School Trustees do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Rawdon, (County of Montcalm), this 22nd of November, 1955.

E. J. MARLIN,
Secretary-Treasurer.

P.O. Box 100, Rawdon,
(County of Montcalm), P.Q. 41267-0

Ventes par licitation

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 350361, Dame Laurenda Daoust et vir, demanderesse, vs Dame Annette Daoust et al, défendeurs.

Sales by Licitiation

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 350361, Dame Laurenda Daoust et vir, plaintiff, vs Dame Annette Daoust et al, defendants.

AVIS DE LICITATION

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, et rendu par l'honorable juge Harry Batshaw, le 28 septembre 1955, dans une cause dans laquelle Dame Laurenda Daoust, épouse commune en biens de Vital Leduc, rentier, des cité et district de Montréal, et ledit Vital Leduc, intervenant aux présentes pour autoriser son épouse, domiciliée dans les cité et district de Montréal, est demanderesse et Dame Annette Daoust, épouse commune en biens de Donat Lalonde, peintre, domicilié à Pointe-Cascade, C^é Soulanges, district de Montréal, et ledit Donat Lalonde pour autoriser son épouse aux fins des présentes, domiciliée dans les mêmes lieux, René Daoust, mécanicien, domicilié au N^o 7963, rue St-André, dans les cité et district de Montréal, et Dame Yvette Daoust, épouse de Edmond McElroy, gentilhomme, de Châteauguay Station, district de Beauharnois, et ledit Edmond McElroy pour autoriser son épouse aux fins des présentes, domiciliée dans les mêmes lieux, et Jean-Paul Daoust, fourreur, domicilié au N^o 725, rue Valiquette, dans la ville de Verdun, district de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation de l'immeuble désigné comme suit:

"Le lot de terre portant le numéro quatre-vingt-dix-neuf (99) au plan et sur le livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Jeanne de l'Île Perrot, sans bâtisses, ainsi que le lot de terre portant le numéro quatre-vingt-seize (96) au plan et sur le livre de renvoi officiels susdits, sans bâtisses."

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-SEPT DÉCEMBRE 1955, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, à la salle d'audience N^o 31 au Palais de Justice de Montréal ou à toute autre salle, tel que requis par les circonstances, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de la Cour Supérieure, et toute opposition afin d'annuler, afin de charge, ou afin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les 6 jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses du droit de le faire.

Un dépôt de \$400 sera exigé avant la vente de tout offrant ou enchérisseur.

Montréal, le 18 novembre 1955.

Le Procureur de la demanderesse,
41232-47-2-o JEAN-PAUL-A. RENAUD.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N^o 373884. Dame Elsie May Stewart, demanderesse, vs Archibald MacNicol *et al.*, défendeurs.

AVIS DE VENTE PAR LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure pour le district de Montréal, en date du 20 octobre 1955, rendu par l'honorable juge Elphège Marier dans une cause où Dame Elsie May Stewart, veuve de feu James Evans Fraser, de la ville de Bradenton, à l'état

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting in Montreal, in the district of Montreal and rendered by the Honourable Justice Harry Batshaw, on the 28th day of September 1955, in a case in which Dame Laurenda Daoust, wife common as to property of Vital Leduc, gentleman, of the City and district of Montreal, and the said Vital Leduc, intervening to these presents to authorize his wife, domiciled in the City and district of Montreal, is plaintiff, and Dame Annette Daoust, wife common as to property of Donat Lalonde, painter, domiciled at Pointe-Cascade, county of Soulanges, district of Montreal, and the said Donat Lalonde to authorize his wife for the purposes of these presents, domiciled at the same place, René Daoust, Mechanic, domiciled at No. 7963 St. André street, in the City and district of Montreal, and Dame Yvette Daoust, wife of Edmond McElroy, gentleman, of Châteauguay Station, district of Beauharnois, and the said Edmond McElroy to authorize his wife for the purposes of these presents, domiciled at the same place, and Jean-Paul Daoust, furrier, domiciled at No. 725 Valiquette street, in the Town of Verdun, district of Montreal, are defendants, ordering the licitation of the immovable described as follows:

"The lot of land bearing number ninety-nine (99) on the Official Plan and in the Book of Reference of the parish of Ste-Jeanne de l'Île Perrot, without buildings, and the lot of land bearing number ninety-six (96) on the said Official Plan and in the said Book of Reference, without buildings."

The above described immovable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on the TWENTY-SEVENTH day of DECEMBER 1955, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, in Court Room No. 31, in the Court House of Montreal, or in any other room as circumstances may require, the said sale to be made subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the List of charges filed in the Office of the Prothonotary of the Superior Court. Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the Office of the Prothonotary of the said Court as least 12 days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment must be filed within 6 days following the adjudication; and failing the interested parties to file the said opposition within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

A deposit of \$400 shall be exacted before the sale from each and every bidder.

Montreal, November 18th, 1955.

JEAN-PAUL-A. RENAUD,
41232-47-2-o Attorney for Plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 373884. Dame Elsie May Stewart, plaintiff, vs Archibald MacNicol *et al.*, defendants.

NOTICE OF LICITATION

Notice is given that in virtue of a Judgment of the Superior Court for the district of Montreal rendered by the Honourable Justice Elphège Marier on the twentieth day of October 1955 in a case in which Dame Elsie May Stewart, widow of the late James Evans Fraser, of the

de Floride, un des États Unis d'Amérique est demanderesse et Archibald MacNicol, gentilhomme, de Spean Crescent, Spean Bridge, Invernesshire, Écosse, et Dame Ann Fraser, épouse dudit Archibald MacNicol, sont les défendeurs, la licitation est ordonnée de l'immeuble décrit comme suit, savoir.

La subdivision soixante-quatorze du lot numéro deux cent trente-six (236-74) du plan officiel et livre de renvoi de la paroisse de Ste-Dorothée avec les bâtisses dessus érigées.

L'immeuble ci-dessus désigné, tel qu'il existe actuellement, sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur MERCREDI, le QUATRIÈME jour de janvier 1956 à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi (heure normale) par ladite Cour, à la chambre 31, au Palais de Justice à Montréal ou à toute autre chambre dudit Palais de Justice désignée par le Protonotaire pour ladite vente, sujet aux clauses, charges et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et toute opposition à fin d'annuler, à de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et toute opposition à fin de conserver devra être déposée audit greffe dans les six jours de l'adjudication; et à défaut, par les opposants, de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits, ils seront forclos du droit de la faire.

Montréal, le 22 novembre 1955.

Les Procureurs de la demanderesse,
(signé) LAFLEUR, BROWN,
41253-47-2-o & PITCHER.

town of Bradenton, in the State of Florida of the United States of America, is plaintiff, and Archibald MacNicol, gentleman, residing at Spean Crescent, Spean Bridge, Invernesshire, Scotland, and Dame Ann Fraser, wife of the said Archibald MacNicol, defendants ordering the licitation of the immoveable property described as follows:

Subdivision seventy-four of lot number two hundred and thirty-six (236-74) on the Official Plan and Book of Reference of the parish of Ste-Dorothée with the buildings thereon erected.

The property above described as it presently subsists will be put to auction and adjudged to the highest and last bidder on WEDNESDAY, JANUARY FOURTH, 1956, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon by the said Court, in Room 31 in the Court House, Montreal, or in any other room of the Superior Court, designated by the Prothonotary for the said sale, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the Prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed at the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the date fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the filing by the parties of such opposition within the delays hereby prescribed; they will be foreclosed from so doing.

Montreal, November 22nd, 1955.

(signed) LAFLEUR, BROWN,
& PITCHER,
41253-47-2-o Attorneys for the plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 357196, Roland Therrien demandeur vs Dame Georgette Therrien *et al*, défendeurs.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 357196, Roland Therrien, plaintiff, vs Dame Georgette Therrien *et al*, defendants.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, et rendu par l'honorable juge André Montpetit, le 28 septembre 1955, dans une cause dans laquelle Roland Therrien, contracteur camionner, de la municipalité de Belle-Plage, comté de Vaudreuil, district de Montréal, est demandeur, et Dame Georgette Therrien, épouse commune en biens de Lucien Rivard, et ledit Lucien Rivard pour autoriser son épouse aux fins des présentes, domiciliés dans les cité et district de Montréal, Dame Jeannine Therrien, épouse commune en biens de Albert Emond, et ledit Albert Emond pour autoriser son épouse aux fins des présentes, domiciliés dans la ville de Vaudreuil, district de Montréal, Gaétan Therrien, gentilhomme, domicilié dans les cité et district de Montréal, Dame Émirella Therrien, épouse commune en biens de Jean Paquette, et ledit Jean Paquette, pour autoriser son épouse aux fins des présentes, domiciliées dans la ville de Malone, état de New-York, un des États-Unis d'Amérique; Dame Germaine Therrien, épouse commune en biens de M. J. Locas, et ledit J. Locas pour autoriser son épouse aux fins des présentes, domiciliés dans les cité et district de Montréal, Dame Loriane Therrien, épouse commune en biens de Germain Chevalier, et ledit Germain Chevalier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, domiciliés dans

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting in Montreal, in the district of Montreal, and rendered by the Honourable Justice André Montpetit, on the 28th day of September 1955, in a case in which Roland Therrien, trucking contractor, of the municipality of Belle-Plage, county of Vaudreuil, district of Montreal, is plaintiff, and Dame Georgette Therrien, wife common as to property of Lucien Rivard, and the said Lucien Rivard to authorize his wife for the purposes of these presents, domiciled in the city and district of Montreal, Dame Jeannine Therrien, wife common as to property of Albert Emond, and the said Albert Emond to authorize his wife for the purposes of these presents, domiciled in the town of Dorion, county of Vaudreuil, district of Montreal, Gaétan Therrien, gentleman, domiciled in the city and district of Montreal, Dame Emirella Therrien, wife common as to property of Jean Paquette, and the said Jean Paquette, to authorize his wife for the purposes of these presents, domiciled in the town of Malone, State of New-York, one of the United States of America, Dame Germaine Therrien, wife common as to property of M. J. Locas, and the said J. Locas to authorize his wife for the purposes of these presents, domiciled in the city and district of Montreal, Dame Loriane Therrien, wife common as to property of Germain Chevalier, and the said

les cité et district de Montréal, Bruno Therrien, gentilhomme, domicilié dans la municipalité de Saint-Lazare, comté de Vaudreuil, district de Montréal, Dame Armandine Therrien, épouse commune en biens de D. Séguin, et ledit D. Séguin pour autoriser son épouse aux fins des présentes, domiciliés dans la municipalité de Comeau, comté de Vaudreuil, district de Montréal, Dame Yolande Therrien, épouse commune en biens de Raymond Rivard, et ledit Raymond Rivard pour autoriser son épouse aux fins des présentes, domiciliés dans les cité et district de Montréal, Paul-Émile Therrien, gentilhomme, domicilié dans la municipalité de St-Lazare, comté de Vaudreuil, district de Montréal, et Florent Therrien, gentilhomme, domicilié dans les cité et district de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation des immeubles désignés comme suit:

a) "Une terre à bois située dans la paroisse de Saint-Lazare, comté de Vaudreuil, connue et désignée sous le numéro 277 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Lazare, sans bâtisse, contenant en superficie environ soixante (60) arpents mais sans garantie de mesure précise".

b) "Une terre ayant front sur le rang St-Louis dans la paroisse de St-Lazare, comté de Vaudreuil, ne formant qu'une seule et même exploitation et composée des lots, 25, 26 et 27 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Lazare et sujette à une servitude d'ériger une ligne de transmission, enregistrée au Bureau d'Enregistrement de Vaudreuil, sous le numéro 68456; à distraire du lot 25 aux mêmes plan et livre de renvoi officiels de St-Lazare un morceau de terre faisant partie dudit lot 25, mesurant un (1) arpent de largeur par (2) arpents de profondeur et borné vers l'ouest par le chemin public rang St-Louis, sur le côté sud par le numéro 24 du même cadastre et au nord par une partie du lot 26 en arrière vers le côté est par le résidu du même lot 25 suivant vente datée du 19 août 1952 et enregistrée au bureau d'enregistrement de Vaudreuil, sous le numéro 70685".

c) "Une autre terre située dans ladite paroisse de St-Lazare ayant front sur le chemin de la Côte St-Louis et ne formant qu'une seule et même exploitation et composée des lots 28 et 29 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Lazare, avec les bâtisses dessus érigées et ayant une superficie d'environ soixante (60) arpents plus ou moins";

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-NEUF DÉCEMBRE 1955, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, à la salle d'audience N° 31 au Palais de Justice de Montréal ou à toute autre salle, tel que requis par les circonstances, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de la Cour Supérieure, et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les 6 jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses du droit de le faire.

Un dépôt global de \$1,350 sera exigé avant la vente de tout offrant en enchérisseur, ledit

Germain Chevalier to authorize his wife for the purposes of these presents, domiciled in the city and district of Montreal, Bruno Therrien, gentleman, domiciled in the municipality of St. Lazare, county of Vaudreuil, district of Montreal, Dame Armandine Therrien, wife common as to property of D. Séguin, and the D. Séguin to authorize for the purposes of these presents, domiciled in the municipality of Comeau, county of Vaudreuil, district of Montreal, Dame Yolande Therrien, wife common as to property of Raymond Rivard, and the said Raymond Rivard to authorize his wife for the purposes of these presents, domiciled in the city and district of Montreal, Paul-Émile Therrien, gentleman, domiciled in the municipality of St. Lazare county of Vaudreuil, district of Montreal, and Florent Therrien, gentleman, domiciled in the city and district of Montreal, are defendants, ordering the licitation of the immoveables described as follows:

a) "A timber land situated in the parish of St. Lazare, county of Vaudreuil, known and designated under number 277 on the official plan and in the book of reference of the parish of St. Lazare, without building, containing a superficial area of about sixty (60) arpents but without warranty as to precise measurement".

b) "A land fronting on St. Louis Rural Road in the parish of St. Lazare, forming a sole and only enterprise and composed of lots 25, 26 and 27 on the official plan and in the book of reference of the parish of St. Lazare and subject to the right of servitude to construct thereon a line of transmission, registered in the Registry Office of Vaudreuil, under number 68456; to deduct of lot 25 on same Official Plan and Book of reference of St. Lazare a piece of land forming part of said lot 25 measuring one (1) arpent in width by two (2) arpents in depth and bounded towards the west by the public St. Louis rural road, on the south side by number 24 of the same cadastre and to the north by one part of lot 26 and in rear towards the east side by the residue of same lot 25 following sale dated August 19th, 1952 and registered in the Registry Office of Vaudreuil, under No. 70685".

c) "Another land situated in the said parish of St. Lazare fronting on Côte St. Louis rural road and forming a sole and only enterprise and composed of lots 28 and 29 on the Official Plan and in the Book of Reference of the parish of St. Lazare, with the buildings thereon erected and having a superficial area of about sixty (60) arpents more or less";

The above described immoveables will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on the TWENTY-NINTH day of DECEMBER 1955, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, in Court Room No. 31, in the Court House of Montreal, or in any other room as circumstances may require, the said sale to be made subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charge filed in the office of the Prothonotary of the Superior Court. Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the Office of the Prothonotary of the said Court at least 12 days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment must be filed within 6 days following the adjudication; and failing the interested parties to file the said opposition within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

A total deposit of \$1,350 shall be exacted before the sale from each and every bidder, th

dépôt étant divisé comme suit: un dépôt de \$200 pour une terre à bois dans la paroisse de St-Lazare, un dépôt de \$350 pour une terre sur le rang St-Louis dans la paroisse de St-Lazare, composée des lots 25, 26 et 27, un dépôt de \$800 pour une autre terre sur le chemin de la Côte St-Louis dans la paroisse de St-Lazare, composée des lots 28 et 29.

Montréal, le 18 novembre 1955.

Le Procureur du demandeur,
41233-47-2-o JEAN-PAUL-A. RENAUD.

said deposit being divided as follows: a deposit of \$200 for a timber land in the parish of St. Lazare, a deposit of \$350 for a land on St. Louis Rural Road in the parish of St. Lazare, composed of lots 25, 26 and 27, a deposit of \$800 for another land on Côte St. Louis Rural Road, in the parish of St. Lazare, composed of lots 28 and 29.

Montreal, November 18th, 1955.

JEAN-PAUL-A. RENAUD,
41233-47-2-o Attorney for the plaintiff.

Vente pour taxes

Province de Québec

VILLE DE MONT-LAURIER

Avis public est par le présent donné, que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère publique, à DIX heures de l'avant-midi (heure normale), MERCREDI, le VINGT-ET-UN DÉCEMBRE, mil neuf cent cinquante-cinq (21 décembre 1955) en la Salle de l'Hôtel de ville de Mont-Laurier, P.Q. pour satisfaire au paiement des taxes municipales, des intérêts et des frais encourus, savoir:

1° La Salaison Mont-Laurier Ltée. "Un lot de terre de figure irrégulière faisant partie du lot 21 du rang I de l'arpentage primitif du canton Campbell; et portant aujourd'hui le numéro 295 du cadastre du village de Mont-Laurier; borné vers le nord par un chemin public; vers le sud par le numéro 3; vers le nord-est par le Chemin de Fer; vers l'ouest par le Ruisseau Villemaire; contenant en superficie quatre acres et quatre-vingt-seize centimes (4.96); avec bâtisses y érigées."

2° a) Joseph Lincourt, bûcheron, de Mont-Laurier, son fils;

b) Les enfants de sa fille Rosa Lincourt, épouse de Olivier Valiquette, décédée le ou vers le vingt-huit mai mil neuf cent quarante-huit, lesquels enfants sont au nombre de huit actuellement et étaient au même nombre lors du décès de leur mère, à savoir:

1° Alice Valiquette, épouse de Napoléon Jacques, cultivateur, route rurale N° 1, Mt-Laurier, majeure;

2° Rita Valiquette, épouse d'un nommé Roger Verrette ou Vermette, qui demeure à Montréal, majeure;

3° Hervé Valiquette, "voyageur", qui serait maintenant au Nouveau-Brunswick, et qui serait probablement majeur;

4° Rolande Valiquette, célibataire, "travaillant" actuellement à Montréal, mineure probablement;

5° Maurice Valiquette, célibataire, journalier, qui serait maintenant soit à Montréal, soit en Ontario;

6° Jean-Claude Valiquette, célibataire, mineur, demeurant soit à Montréal, soit en Ontario;

7° Jeannette Valiquette, employée à la Plywood, Mt-Laurier, mineure;

8° Rolland Valiquette, journalier demeurant ordinairement à Mont-Laurier, avec son père Olivier Valiquette, mineur;

c) Marie Lincourt, fille de la défunte, épouse de Willie McMillan;

d) Alphonsine Lincourt, fille de la défunte, épouse de John Labelle, journalier de Montréal;

Sale for Taxes

Province of Quebec

TOWN OF MONT-LAURIER

Public notice is hereby given that the immovables hereinunder described shall be sold at public auction, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time), WEDNESDAY, the TWENTY-FIRST day of DECEMBER, one thousand nine hundred and fifty-five (December 21st, 1955) in the hall of the City Hall of Mont-Laurier, P.Q., in payment of municipal taxes, interest and costs incurred, to wit:

1. La Salaison Mont-Laurier Ltée. "A plot of land or irregular form forming part of lot 21 of range I of the first survey of Campbell township; and today bearing number 295 of the cadastre of the village of Mont-Laurier; bounded on the north by a public road; on the south, by number 3; on the northeast, by the railroad; on the west, by the "Ruisseau Villemaire"; containing in superficial area four acres and ninety-six hundredths (4.96); with buildings thereon erected."

2. a) Joseph Lincourt, lumber-jack, of Mont-Laurier, his son;

b) The children of his daughter, Rosa Lincourt, wife of Olivier Valiquette deceased, on or about May twenty-eighth, one thousand nine hundred and forty-eight, which children are presently eight in number and were of the same number at the time of their mother's death, to wit:

1. Alice Valiquette, wife of Napoléon Jacques, farmer, rural route No. 1, Mt. Laurier, of full age;

2. Rita Valiquette, wife of one name Roger Verrette or Vermette, who resides at Montreal, of full age;

3. Hervé Valiquette, "traveller", who would now be in New Brunswick, and who is probably of full age;

4. Rolande Valiquette, bachelor, presently "working" in Montreal, probably a minor;

5. Maurice Valiquette, bachelor, laborer, who is presently either in Montreal, or in Ontario;

6. Jean-Claude Valiquette, bachelor, minor, residing either in Montreal, or in Ontario;

7. Jeannette Valiquette, employed at "Plywood", Mt. Laurier, minor;

8. Rolland Valiquette, laborer, ordinarily residing at Mont-Laurier, with his father, Olivier Valiquette, minor;

c) Marie Lincourt, daughter of the deceased, wife of Willie McMillan;

d) Alphonsine Lincourt, daughter of the deceased, wife of John Labelle, laborer of Montreal;

e) Rose-Hélène Lincourt, épouse de Olidor Chalifoux, marchand, autrefois de Ste-Anne-du-Lac, maintenant de Montréal; tout en leur qualité d'héritiers de Henri Lincourt, de son vivant, rentier, domicilié à Mont-Laurier;

"Un lot de terre désigné sous le numéro partie 25 du village de Mont-Laurier, avec bâtisses y érigées; distraction devant être faite de la partie vendue par feu Henri Lincourt à Gérard Légaré, enregistrée sous le N° 28645; cette partie vendue mesurant au terme dudit acte de vent 50' en front sur la rue N° 22 par la profondeur du lot soit environ 125' et étant borné au nord plus précisément au nord-ouest par la rue de La Fonderie N° 22; au sud par partie du lot 4 du village de Mont-Laurier; à l'ouest par le lot N° 24; enfin à l'est par le résidu demeuré propriété de la défunte dudit Lot 25".

Donné à Mont-Laurier, ce 18ième jour de novembre, 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
41234-47-2-0 RENÉ LEDUC.

e) Rose-Hélène Lincourt, wife of Olidor Chalifoux, merchant, heretofore of Ste-Anne-du-Lac, presently of Montreal; all in their quality of heirs of Henri Lincourt, in his lifetime, annuitant, domiciled at Mont-Laurier.

"A lot of land designated under number Part 25 of the village of Mont-Laurier, with buildings thereon erected; withdrawal to be made of the part sold by the late Henri Lincourt to Gérard Légaré, registered under number 28645; that part sold measuring on the terms of the said deed of sale 50' in front on the street No. 22 by the depth of the lot, albeit about 125' and being bounded on the north more precisely, on the northwest, by No. 22 La Fonderie Street; on the south, by part of lot No. 4 of the village of Mont-Laurier; on the west, by lot No. 24; finally, on the east, by the residue which has remained the property of the deceased of the said lot 25".

Given at Mont-Laurier, this 18th day of November, 1955.

RENÉ LUDUC,
41234-47-2 Secretary-Treasurer.

VENTES PAR SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES ET HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

ARTHABASKA

Canada — Province de Québec
District d'Arthabaska

Canada — Province of Quebec
District of Arthabaska

Cour Supérieure N° 9797 { FORAND AUTO LIMITEE, compagnie à fonds social, constituée en corporation, ayant son siège social à Plessisville, district d'Arthabaska, demanderesse, vs ARTHUR CARRIER, (fils à Jos.) de St-Jean de Brébeuf, défendeur.

Superior Court, No. 9797 { FORAND AUTO LIMITED, a joint stock company constituted as a corporation, having its head office at Plessisville, district of Arthabaska, plaintiff vs ARTHUR CARRIER, (son of Jos.) of St. Jean de Brébeuf, defendant.

1° Une terre connue comme étant la juste moitié sud-ouest du lot numéro 144 (1/2 S.O. N° 144) du canton d'Inverness, contenant 100 acres en superficie, plus ou moins, bornée en front au sud-ouest au chemin public entre les rangs 2 et 3, du côté nord-ouest par le lot numéro 145, du côté sud-est par le lot numéro 143, et en arrière au nord-est par la moitié nord-est du même lot N° 144; avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

1. A farm known as being the exact southwesterly half of lot number 144, (S. W. 1/2 No. 144) of the township of Inverness, containing 100 acres in area, more or less, bounded in front, southwesterly, by the public highway between ranges 2 and 3, on the northwesterly side by lot number 145, on the southeasterly side by lot number 143, and in the rear, to the northeast, by the northeasterly half of the same lot No. 144; with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

2° Une terre connue comme étant la juste moitié sud-est de la moitié nord-ouest du lot numéro 83 (1/2 S.E. de 1/2 N.O. N° 83), du canton d'Inverness, contenant 50 acres en superficie, plus ou moins, bornée au nord-ouest par la moitié nord-ouest de ladite moitié nord-ouest du même lot, au nord-est par le chemin public les rangs 2 et 3, au sud-est par la moitié sud-est du même lot, et au sud-ouest au cordon entre les rangs 1 et 2.

2. A farm known as being the exact southeast half of the northwest half of lot number 83 (S.E. 1/2 of N.W. 1/2 No. 83), of the township of Inverness, containing an area of 50 acres, more or less, bounded northwesterly by the northwesterly half of the said northwesterly half of the same lot, northeasterly public highway between ranges 2 and 3 southeasterly, by the southeasterly half of same lot, and southwesterly by the range-line between ranges 1 and 2.

3° Une terre connue comme étant les 2 1/2 arpents nord-ouest de la 1/2 sud-est du lot N° 83 (2 1/2 arpts N.O. de la 1/2 S.E. N° 83), bornée au nord-est par le chemin public entre les rangs 2 et 3; au sud-ouest par le cordon entre les rangs 1 et 2; au sud-est par les 2 1/2 arpents sud-est de la moitié de la moitié sud-est du même lot numéro 83; et au nord-ouest par le demi nord-ouest du même lot numéro 83; avec grange y érigée. Sous la réserve des droits de mines en faveur de qui de droit.

3. A farm known as being the northwesterly 2 1/2 arpents of the southeasterly 1/2 of lot No. 83 (N.W. 2 1/2 arps. of the S.E. 1/2 of No. 83), bounded northeasterly by the public highway between ranges 2 and 3; southwesterly by the range-line between ranges 1 and 2; southeasterly by the southeasterly 2 1/2 arpents of the half of the southeasterly half of same lot number 83; and northeasterly by the northwesterly half of same lot No. 83 with barn erected thereon, subject to mining rights in favour of those having a right thereto.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de St-Jean de Brébeuf, comté de Mégantic, VENDREDI le NEUF DÉCEMBRE 1955 à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FÉLIX HOULE.
Arthabaska, le 2 novembre 1955.
41092-44-2-o

To be sold at the parochial church door of St. Jean de Brébeuf, county of Mégantic, FRIDAY, the NINTH day of DECEMBER 1955, at THREE o'clock in the afternoon.

FÉLIX HOULE,
Sheriff's Office,
Arthabaska, November 2nd, 1955.
41092-44-2

Canada — Province de Québec
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, { DAME ROSE ALBA
N° 9570. { DIONNE, épouse com-
mune en biens de Roméo St-
Yves, de St-Cyrille de Wendover, district d'Ar-
thabaska, dument autorisée par le Tribunal à
ester en justice, demanderesse vs ROMÉO
ST-YVES, St-Cyrille de Wendover, district
d'Arthabaska, défendeur:

"Un terrain mesurant soixante pieds de front sur environ cent quatre-vingts pieds de profondeur, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Drummond, pour le canton de Wendover, comme étant une partie du lot numéro quatre-vingt-onze (Ptie 91) avec toutes les bâtisses y érigées; lequel terrain est borné en front par la route nationale, en profondeur à Hervé Dionne, d'un côté au nord-est à Édouard Picotin et de l'autre côté au sud-ouest à Philippe Laforest."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Cyrille de Wendover, comté de Drummond, le VINGT-HUIT DÉCEMBRE 1955, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FÉLIX HOULE.
Arthabaska le 21 novembre 1955. 41254-47-2-o

Canada — Province de Québec
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, { DAME EVA NAULT, mé-
N° 10811. { nagère, domiciliée à Vic-
torioville, district d'Arthabaska,
épouse contractuellement séparée quant aux
biens de Monsieur Joseph Lahaye, garagiste des
mêmes lieux, et ledit Joseph Lahaye pour auto-
riser et assister son épouse aux fins des présentes,
demandeurs vs GASTON LUSSIER, résidant à
Sorel, district de Richelieu, défendeur.

"1° Le lot numéro deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro soixante-quatre (64-2) du cadastre révisé du canton de Warwick, municipalité du village de Warwick;

"2° Le lot numéro deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro soixante-cinq (65-2) du cadastre révisé du canton de Warwick, municipalité du village de Warwick, le tout avec les bâtisses (théâtre) et dépendances dessus construites".

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Médard de Warwick, comté d'Arthabaska, JEUDI le VINGT-NEUF DÉCEMBRE 1955, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FÉLIX HOULE.
Arthabaska le 21 novembre 1955. 41255-47-2-o

BEAUCE

Fieri Facias de Terris

Dans la Cour Supérieure — District de Beauce
St-Joseph de Beauce, { LÉO BÉDARD, mar-
à savoir: { chand et commer-
N° 23,651. { chant de bois, domicilié à
St-Louis Ravignan, comté

Canada — Province of Quebec
District of Arthabaska

Superior Court, { DAME ROSE ALBA
No. 9570. { DIONNE, wife common
as to property of Roméo
St-Yves, of St. Cyrille de Wendover, district
of Arthabaska, duly authorized by the Court
to institute suit, plaintiff vs ROMÉO ST-YVES,
St. Cyrille de Wendover, district of Arthabaska,
defendant.

"A piece of land measuring sixty feet in frontage by some one hundred and eighty feet in depth, known and designated on the official plan and book of reference of the registry cadastre of the County of Drummond, for the Township of Wendover, as being part of lot number ninety-one (P. 91) with all buildings erected thereon; which land is bounded in front by the national highway, in depth by Hervé Dionne, on one side, to the northeast, by Édouard Picotin and on the other side, to the southwest, by Philippe Laforest."

To be sold at the parochial church door of St. Cyrille de Wendover, County of Drummond, the TWENTY-EIGHTH day of DECEMBER 1955, at THREE o'clock in the afternoon.

FÉLIX HOULE,
Sheriff's Office,
Arthabaska, November 21, 1955. 41254-47-2

Canada — Province of Quebec
District of Arthabaska

Superior Court, { DAME EVA NAULT,
No. 10811. { housewife, domiciled at
Victorioville, district of Ar-
thabaska, wife separate as to property of Mr.
Joseph Lahaye, garage-keeper of the same place,
and the said Joseph Lahaye, to authorize and
assist his wife for these presents, plaintiffs, vs
GASTON LUSSIER, residing at Sorel, district
of Richelieu, defendant.

"1. Lot number two of the official subdivision or the original lot number sixty-four (64-2) of the revised cadastre of the Township of Warwick, municipality of the village of Warwick;

"2. Lot number two of the official subdivision of the original lot number sixty-five (65-2) of the revised cadastre of the Township of Warwick, municipality of the village of Warwick, the whole, with buildings (theatre) and dependencies thereon erected".

To be sold at the parochial church door of St-Médard of Warwick, county of Arthabaska, THURSDAY, the TWENTY-NINTH day of DECEMBER, 1955, at THREE o'clock in the afternoon.

FÉLIX HOULE,
Sheriff's Office,
Arthabaska, November 21, 1955. 41255-47-2

BEAUCE

Fieri Facias de Terris

In the Superior Court — District of Beauce
St. Joseph de Beauce, { LÉO BÉDARD, dealer
to wit: { and lumber mer-
No. 23,651. { chant, domiciled at St.
Louis Ravignan, county

Dorchester, contre IRENÉE DUMAS, résidant à St-Louis Ravignan, comté Dorchester, à savoir: le lot N° 57, rang A, canton Langevin, avec circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de St-Louis Ravignan, comté Dorchester, le SEIZIÈME jour de DÉCEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
St-Joseph de Beauce, 8 novembre 1955. J. S. POULIOT.
[Première insertion: 12 novembre 1955]
[Seconde insertion: 26 novembre 1955]
41146-45-2-o

of Dorchester, vs IRENÉE DUMAS, residing at St. Louis Ravignan, county of Dorchester, to wit: lot No. 57, range A, township Langevin, with circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door, in the parish of St. Louis Ravignan, county of Dorchester, the SIXTEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, J. S. POULIOT,
St-Joseph de Beauce, November 8, 1955. Sheriff.
[First insertion: November 12, 1955]
[Second insertion: November 26, 1955]
41146-45-2

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Beauharnois

Cour Supérieure, { HÔPITAL VOGHEL IN-
N° 370310 { CORPORÉE, corpora-
tion légalement constituée,
avec siège social à Montréal, district de Montréal, demandeur, vs GUILLAUME (WILLIE) DROUIN, de Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:
"Un lot de terre, désigné au Cadastre officiel de la cité de Salaberry de Valleyfield, sous le numéro quatre cent soixante-huit (468), partie du lot N° 468, borné au nord-est par la rue St. Pierre, au sud-est par la rue St. Joseph, au sud-ouest par une partie du lot N° 468, et au nord-ouest par une autre partie du lot N° 468, mesurant 56 pieds de largeur par 80 pieds de profondeur avec bâtisses dessus construire, au N° 76 de la rue St. Joseph."

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Salaberry de Valleyfield, le MERCREDI SEPTIÈME jour de DÉCEMBRE 1955, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Valleyfield, 28 octobre 1955. ERNEST POIRIER.
41079-44-2-o

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Québec

Cour Supérieure, { A MÈDÉE FRADET, ga-
N° 77-618. { ragiste, domicilié à Qué-
bec, et y faisant affaires sous
les nom et raison sociale de "Garage Fradet Enr" demandeur; vs ERNEST SAMSON, domicilié à West Shefford, district de Bedford, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:
"Un terrain connu et désigné comme étant les lots numéros 777, 874 et la moitié de la partie sud du lot numéro 873 du Canton de Shefford, avec les bâtisses dessus érigées".

Pour être vendu à la porte de l'église catholique St-François Xavier de Shefford, MERCREDI le SEPT DÉCEMBRE 1955, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Sweetsburg, Qué., ce 31 octobre 1955. A. ST. MARTIN.
41080-44-2-o

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, { LA BANQUE PROVIN-
N° 5508. { CIALE DU CANADA,
corps politique et incorporé

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Beauharnois

Superior Court, { HÔPITAL VOGHEL IN-
No. 370310 { CORPORÉE, corpora-
tion legally incorporated, with
head office at Montreal, district of Montreal, plaintiff, vs GUILLAUME (WILLIE) DROUIN, of Salaberry de Valleyfield, district of Beauharnois, plaintiff.

As belonging to the plaintiff:
"A lot of land, designated on the Official Cadastre of the city of Salaberry of Valleyfield, under number four hundred and sixty-eight (468), part of lot No. 468, bounded on the north-east by St-Peter Street, on the southeast by St-Joseph Street, on the southwest by part of lot No. 468 and on the northwest, by another part of lot No. 468, measuring 56 feet in width by 80 feet in depth, with buildings thereon erected, at No. 76 St-Joseph Street."

To be sold at my office in the city of Salaberry de Valleyfield, on WEDNESDAY, the SEVENTH day of DECEMBER, 1955 at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, ERNEST POIRIER,
Valleyfield, October 28th, 1955. Sheriff.
41079-44-2

BEDFORD

Canada — Province of Quebec
District of Quebec

Superior Court, { A MÈDÉE FRADET, gara-
No. 77-618. { ge-keeper, domiciled in
Quebec and carrying on busi-
ness therein under the name and style of "Garage Fradet Enr", plaintiff; vs ERNEST SAMSON, domiciled at West Shefford, district of Bedford, defendant.

As belonging to the defendant:
"A piece of land known and designated as being lot numbers 777, 874 and half of the south part of lot number 873 of the township of Shefford, with buildings erected thereon".

To be sold at the door of the Catholic Church of St. François Xavier de Shefford, WEDNESDAY the SEVENTH day of DECEMBER, 1955, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, A. ST. MARTIN,
Sweetsburg, Que., this October 31st, 1955. Sheriff.
41080-44-2

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, { THE PROVINCIAL
No. 5508. { BANK OF CANADA,
a body politic and corporate

ayant son siège social, et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse, vs GEORGES FORTIER, cultivateur d'Abercorn district de Bedford, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

"Les lots Nos 2-4-14 et 259 du canton de Sutton, sauf et à distraire du lot N° 4 les parties vendues à la Corporation du Village de Sutton".

Pour être vendus "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Simon d'Abercorn, dit district le VINGT-HUITIÈME (28) jour de DÉCEMBRE, 1955 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Palais de Justice, Sweetsburg, Québec.
41240-47-2-o

Le Shérif,

A. ST. MARTIN.

having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff vs GEORGES FORTIER, farmer of Abercorn, district of Bedford, defendant.

As belonging to the defendant:

Lots Nos 2-4-14 and 259 of the Township of Sutton, save and except those parts of lot No. 4 which were sold to the Village Corporation of Sutton".

To be sold "en bloc" at the parochial church door of the parish of St. Simon of Abercorn in the said district, the TWENTY-EIGHTH (28) day of DECEMBER 1955, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Court House, Sweetsburg, Quebec.
41240-47-2

A. ST. MARTIN,

Sheriff.

IBERVILLE

Canada — Province de Québec
District d'Iberville

Cour de Magistrat, N° 5105 { R ENÉ ROY, cultivateur, de Lacadie, district d'Iberville, demandeur, vs OLIVIER DÉLAND, de Lacadie, district d'Iberville, défendeur et JACQUES CARTIER, C.R. & JACQUES CARTIER, Jr. procureur-distayants.

Comme appartenant au demandeur;

"Un lopin de terre de forme irrégulière et triangulaire sis et situé en la paroisse de Ste-Marguerite de Blairfindie (Lacadie), au côté nord du chemin de fer "Central Vermont," connu et désigné comme étant une partie du lot numéro officiel cent quatre-vingt-seize (P. 196), aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Ste-Marguerite de Blairfindie, contenant environ trois arpents en superficie, borné au sud par la ligne du chemin de fer plus haut mentionné, à l'ouest par le terrain d'un nommé Brownrigg et de l'autre côté, au nord-est, partie par le terrain de l'acquéreur et partie par le chemin public, sans bâtisse".

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Marguerite de Blairfindie, (Lacadie), VENDREDI le DEUXIÈME jour de DÉCEMBRE, 1955, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, St-Jean, le 27 octobre, 1955.

Le Shérif,

RICHARD MERCIER.

41082-44-2-o

IBERVILLE

Canada — Province of Quebec
District of Iberville

Magistrate's Court, No. 5105 { R ENÉ ROY, farmer of Lacadie, district of Iberville, plaintiff, vs OLIVIER DÉLAND, of Lacadie, district of Iberville, defendant, and JACQUES CARTIER, Q.C., and JACQUES CARTIER, jr. Seizing Attorneys.

As belonging to the plaintiff;

"A plot of land of irregular and triangular form situate in the parish of Ste. Marguerite of Blairfindie (Lacadie), on the north side of the Central Vermont Railway, known and designated as being a part of the official lot number one hundred and ninety-six (P. 196), on the official plan and in the book of reference of the said parish of Ste-Marguerite of Blairfindie, containing about three arpents in superficial area, bounded on the south by the abode mentioned railway line, on the west by the land of one named Brownrigg and on the other side, on the northeast, partly by the land of the purchaser and partly by the public road, without building".

To be sold at the church door of the parish of Ste. Marguerite of Blairfindie (Lacadie), FRIDAY, the SECOND day of DECEMBER, 1955, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, St-John, October 27th, 1955.

RICHARD MERCIER,

Sheriff.

41082-44-2

Canada — Province de Québec,
District de Montréal

Cour Supérieure, N° 331,155. { Dame LÉDA DESFORGES, domiciliée au N° 2021 rue Théodore, Montréal, veuve de Joseph Dufresne, chapelier, en son vivant, du même lieu et résidence, demanderesse; vs MARIE-IRÈNE DUFRESNE, fille majeure, domiciliée à Talon, près de Saint-Jean d'Iberville, district d'Iberville, en sa qualité d'héritière de Joseph Dufresne, de son vivant chapelier, domicilié à Montréal, défendresse.

Comme appartenant à la défendresse:

Partie du lot numéro trente et un (31) du cadastre officiel de la paroisse de St-Luc, un arpent de largeur sur deux arpents de profondeur, bornée en front par le canal Chambly, au sud et à l'ouest par le résidu dudit lot et au nord par le lot numéro trente (30) dudit cadastre.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de St-Luc, MERCREDI, le VINGT-

Canada — Province of Quebec,
District of Montreal

Superior Court, No. 331,155. { Dame LÉDA DESFORGES, domiciled at No. 2021 Theodore Street, Montreal, widow of Joseph Dufresne, hatter in his lifetime, of the same place and residence, plaintiff; vs MARIE-IRÈNE DUFRESNE, spinster, domiciled at Talon, near St. John's of Iberville, district of Iberville, in her quality of heir of Joseph Dufresne, in his lifetime, hatter domiciled at Montreal, defendant.

As belonging to the defendant:

Part of number thirty-one (31) of the official cadastre of the parish of St-Luc, one arpent in width by two arpents in depth, bounded in front by the Chambly Canal, on the South and on the West, by the residue of the said lot and on the North, by lot number thirty (30) of the said cadastre.

To be sold at the church door of the parish of St. Luc, WEDNESDAY, the TWENTY-

HUIT DÉCEMBRE, 1955, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif. RICHARD MERCIER.
Saint-Jean, le 22 novembre, 1955. 41262-47-2-0

EIGHTH day of DECEMBER, 1955, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

RICHARD MERCIER,
Sheriff's Office,
St. John's, November 22, 1955. 41262-47-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec

District de Kamouraska et de Québec

Cour Supérieure, { UNIVERSAL LOAN &
N° 78702 { FINANCE CORP.,

corps politique et incorporé,

légalement constitué, ayant sa principale place d'affaires à 699, Blvd. Charest est, en les cité et district de Québec, demandeur, vs TREFFLÉ LEVASSEUR, domicilié à Cabano, comté de Temiscouata, district de Kamouraska, défendeur.

"La partie de lot numéro 9-4 au cadastre officiel de la paroisse de St-Mathias de Cabano. Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de St-Mathias de Cabano, comté de Temiscouata, JEUDI, le VINGT-NEUVIÈME jour de DÉCEMBRE 1955, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, P.-E. MARTIN.
Rivière-du-Loup,
23 novembre 1955. 41263-47-2-0
[Première insertion, samedi le 26 novembre 1955.]

RICHELIEU

Fieri Facias de Bonis et de Terris

District de St-Hyacinthe

Cour Supérieure, { DAME ANGÉLINA LA-
N° 7139. { FLAMME, de la ville

d'Aldenville, dans l'état du

Massachusetts, un des états unis d'Amérique, fille majeure, demanderesse vs ERNEST GIROUARD, du village de St-Ours, district de Richelieu et GERMAIN PÉPIN, du même lieu, chauffeur, défendeurs.

Saisi comme appartenant au défendeur Ernest Girouard:

1° Cette partie du lot 61 du cadastre de la paroisse de St-Ours mesurant 60 pieds de largeur par 175 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, bornée à l'est par le chemin public, au nord par partie du lot 60 de Joseph Letendre, au sud par autre partie du lot 61 et à l'ouest à cette partie du lot 61 de Zéphir Hébert: avec toute bâtisse dessus construite et spécialement un moulin à farine. Tel que le tout se trouve présentement.

2° Cette partie du lot 61 du cadastre de la paroisse de St-Ours mesurant 90 pieds de largeur par 175 de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, bornée à l'est par le chemin public, au nord par cette autre partie du lot 61 où est situé le moulin à farine, à l'ouest et au sud par cette autre partie du même lot appartenant à Zéphir Hébert, avec bâtisses dessus construites et tel que le tout se trouve présentement.

3° Cette partie du lot 61 du cadastre de la paroisse de St-Ours, de forme irrégulière, mesurant 140 pieds de front par 565 de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, à distraire cependant l'emplacement de Dianis Dupré mesurant 60 pieds de front par 225 pieds de profondeur environ; et bornée comme suit: au nord

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Quebec

District of Kamouraska and of Quebec

Superior Court, { UNIVERSAL LOAN &
No. 78702 { FINANCE CORP., a

body politic and corporate,

legally constituted, having its principal place of business at 699 Charest Blvd., East, in the city and district of Quebec, plaintiff, vs TREFFLÉ LEVASSEUR, domiciled at Cabano, county of Temiscouata, district of Kamouraska, defendant.

"Part of lot number 9-4 of the official cadastre of the parish of St-Mathias of Cabano. The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of the parish of St-Mathias of Cabano, county of Temiscouata, THURSDAY, the TWENTY-NINTH day of DECEMBER 1955, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup,
November 23rd, 1955. 41263-47-2
[First insertion, Saturday, November 26th, 1955.]

P.-E. MARTIN,

Sheriff.

RICHELIEU

Fieri Facias de Bonis et de Terris

District of St. Hyacinthe

Superior Court, { DAME ANGÉLINA LA-
No. 7139. { FLAMME, of the Town

of Aldenville in the Common-

wealth of Massachusetts, one of the United States of America, spinster of the full age of majority, plaintiff vs ERNEST GIROUARD, of the Village of St. Ours, in the district of Richelieu and GERMAIN PÉPIN, of the same place, chauffeur, defendants.

Seized as belonging to the defendant Ernest Girouard:

1. That part of lot 61 of the cadastre of the parish of St. Ours, measuring 60 feet in width by 175 feet in depth, English measure and more or less, bounded easterly by the public highway, northerly by part of lot 60 of Joseph Letendre, southerly by another part of lot 61 and westerly by that part of lot 61 of Zéphir Hébert: with all buildings erected thereon and more especially a flour-mill. All of which as it actually stands.

2. That part of lot 61 of the cadastre of the parish of St. Ours, measuring 90 feet in width by 175 feet in depth, English measure and more or less, bounded easterly by the public highway, northerly by that other part of lot 61 where the flour-mill is located, westerly and southerly by that other part of same lot belonging to Zéphir Hébert, with buildings erected thereon and all of which as it actually stands.

3. That part of lot 61 of the cadastre of the parish of St. Ours, of irregular shape, measuring 140 feet in front by 565 feet in depth, English measure and more or less, save and except however, the emplacement of Dianis Dupré measuring 60 feet in front by some 225 feet in depth; and bounded as follows: northerly

par la route de la Basse, à l'est par Adgénéor Dupré, au sud par Lionel Pépin et Dianis Dupré, et à l'ouest par le chemin public et Dianis Dupré.

Pour être vendues à la porte de l'église de St-Ours sur Richelieu le TRENTIÈME jour de DÉCEMBRE 1955, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
R. PAQUIN.

Sorel, le 21 novembre 1955. 41241-47-2-0

by the Basse route, easterly by Adgénéor Dupré, southerly by Lionel Pépin and Dianis Dupré, and westerly by the public highway and Dianis Dupré.

To be sold at the door of the church of St. Ours sur Richelieu, the THIRTIETH day of DECEMBER 1955, at TWO o'clock in the afternoon.

R. PAQUIN,
Sheriff.

Sorel, November 21st, 1955. 41241-47-2

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de St-François — Sherbrooke

Cour Supérieure, { ARTHUR VERRON-
N° 14063. { NEAU, du canton de
Barnston, district de St-Fran-
çois, garagiste, demandeur, vs EUGÈNE POU-
LIN, de la ville de Coaticook, district de St-
François, marchand, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur:

"Une propriété au canton de Barford et comprenant: Le lot de cadastre N° dix-sept onze 33 dans le dixième rang des plan et livre de renvoi officiels du canton de Barford; et partie du lot sieze-D du même rang dix dudit canton de Barford et décrit comme suit: commençant à un point sur la ligne de division des lots 17-11-32, 17-11-33 et 16-D puis de là vers le nord est en suivant la prolongation de la ligne de division des lots 17-11-32 et 17-11-33 jusqu'à la ligne nord est de l'emplacement de Victor Hébert, ou représentants, de là dans une direction sud est jusqu'à un point lequel point se trouve dans la ligne de prolongation de la ligne sud est du lot 17-11-33 puis de ce point vers le sud ouest jusqu'à la ligne de division des lots 17-11-33 et 16-D puis de là jusqu'à point de départ; ledit terrain mesurant ensemble cent quatre-vingt-pieds dans sa ligne sur est cent pieds dans sa ligne sud ouest; avec droit de passage sur le lot 17-11-34, lequel lot mesure soixante pieds par cent quatre-vingt pieds de profondeur; le tout avec les bâtisses dessus érigées".

Pour être vendus "en bloc" au bureau d'Enregistrement, à Coaticook, le VINGT-NEUVIÈME jour de NOVEMBRE 1955, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, JOS. LABRECQUE.
Sherbrooke, ce 21 novembre 1955.

41242-47-2-0

[Première insertion le 26 novembre 1955]

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, { UNITED LOAN CORPO-
N° 369,232. { RATION, corporation
légalement constituée ayant
son siège social et un établissement en la ville
et le district de Montréal, demanderesse, vs
SAMUEL MALLETTTE, de St-Eustache, district
de Montréal, défendeur, et PAUL BROSSEAU,
en sa qualité de syndic de Samuel Mal-
lette, de St-Jérôme, district de Terrebonne,
syndic.

Un emplacement situé sur la petite rivière sud, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro deux cent soixante-trois (ptie 263) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse

SAINT FRANCIS

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Quebec
District of St. Francis — Sherbrooke

Superior Court, { ARTHUR VERRON-
No. 14063. { NEAU, of the township
of Barnston, district of St-
Francis, garagist, plaintiff, vs EUGÈNE POU-
LIN, of the Town of Coaticook, district of St-
Francis, merchant, defendant.

As belonging to the said defendant:

"A property in the township of Barford and containing: The cadastral lot No. seventeen-eleven-33 in the tenth range of the official plan and book of reference of the township of Barford; and part of lot sixteen-D of the same range ten of the said township of Barford and described as follows: commencing at a point on the division line of lots 17-11-32, 17-11-33 and 16-D, thence north-easterly following the prolongation of the division line of lots 17-11-32 and 17-11-33 to the north east line of the place of Victor Hébert, or representatives, thence in a south east direction to a point, which point is in the line of prolongation of the south east line of lot 17-11-33 then from this point south-westerly to the division line of lots 17-11-33 and 16-D and thence to the starting point; the said piece of ground measuring together one hundred and eighty feet in its south east line one hundred feet in its south west line; with right of way on the lot 17-11-34, which lot measures sixty feet by one hundred and eighty feet in depth; the whole with buildings thereon erected".

To be sold "en bloc" at the Registry Office at Coaticook, on the TWENTY-NINTH day of DECEMBER 1955, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. LABRECQUE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Sherbrooke, this 21st of November, 1955.

41242-47-2-0

[First insertion on the 26th of November 1955].

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, { UNITED LOAN CORPO-
No. 369,232. { RATION, corporation
legally incorporated, having
its head office and an establishment in the town
and district of Montreal, plaintiff, vs SAMUEL
MALLETTTE, of St-Eustache, district of Mont-
real, defendant, and PAUL BROSSEAU, in his
quality of trustee for Samuel Mallette, of St-
Jérôme, district of Terrebonne, trustee.

An emplacement situated on "petite Rivière sud", known and designated as forming part of lot number two hundred and sixty-three (Pt. 263) on the official plan and in the book

de St-Eustache, mesurant environ un arpent et demi de largeur sur ledit chemin de la petite rivière sud par environ un arpent et demi de profondeur dans la ligne du lot N° 263 et zéro pied dans la ligne du lot N° 265, le tout plus ou moins, mesure anglaise borné en front par le chemin de la petite rivière sud, d'un côté par Ptie 263 appartenant à M. Dorion ou représentants et en arrière par la Rivière Duchêne et le N° 265 appartenant à F. X. Ladouceur ou représentants, avec toutes les bâtisses dessus érigées, et plus particulièrement un garage et maison avec dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique le VINGT-HUITIÈME jour de DÉCEMBRE 1955, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
J. H. DAOUST.
Bureau du Shérif,
St-Jérôme, le 18 novembre 1955. 41243-47-2-o

of reference for the parish of St-Eustache, measuring about one arpent and one-half in width on the said road of the "petite rivière sud", by about one arpent and one-half in depth in the line of lot No. 263 and zero feet in the line of lot No. 265, the whole more or less, English measure, bounded in front by the road of the "petite rivière sud", on one side by Pt. 263, belonging to Mr. Dorion or representatives and in rear, by the "Rivière Duchêne" and No. 265, belonging to F. X. Ladouceur or representatives, with all the buildings thereon erected, and more especially, by a garage and house with dependences.

To be sold at the Catholic church door on the TWENTY-EIGHTH day of DECEMBER, 1955 at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. H. DAOUST,
Deputy-Sheriff.
Sheriff's Office,
St-Jérôme, November 18, 1955. 41243-47-2

Arrêtés en Conseils

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

—
Numéro 1206
—

Québec, le 23 novembre 1955.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

—
Section "E"
—

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du Comité conjoint de l'industrie de la fabrication en métal en feuilles.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement du Comité conjoint de l'industrie de la fabrication en métal en feuilles, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté-en-conseil numéro 23-B du 5 janvier 1955, soit prolongé jusqu'au 18 février 1956, aux mêmes taux et conditions.

L. DÉSILETS,
41252-o Greffier du Conseil Exécutif.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

—
Numéro 1206
—

Québec, le 23 novembre 1955.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

—
Section "H"
—

CONCERNANT la prolongation du décret relatif à l'industrie de la fabrication des produits de métal en feuilles dans l'île de Montréal et un rayon de quinze (15) milles de ses limites.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 1236 du 15 décembre 1954, relatif à l'industrie de la fabrication des produits de métal en feuilles dans l'île de Montréal et un rayon de quinze (15) milles de ses limites, soit prolongé jusqu'au 18 février 1956.

(Document "H" annexé à l'arrêté)
L. DÉSILETS,
41252-o Greffier du Conseil Exécutif.

Orders in Council

**ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

—
Number 1206
—

Quebec, November 23rd, 1955.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

—
Part "E"
—

CONCERNING an extension of the right to levy of the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the right to levy of the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry, authorized by a by-law approved by Order in Council number 23-B of January 5th, 1955, be extended until February 18th, 1956, with the same rate and conditions.

L. DÉSILETS,
41252-o Clerk of the Executive Council.

**ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

—
Number 1206
—

Quebec, November 23rd, 1955.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

—
Part "H"
—

CONCERNING an extension of the decree relating to the sheet metal products fabricating industry in the Island of Montreal and a radius of fifteen (15) miles from its limits.

It is ordered, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the decree number 1236 of December 15th, 1954, relating to the sheet metal products fabricating industry in the Island of Montreal and a radius of fifteen (15) miles from its limits, be extended until February 18th, 1956.

(Document "H" annexed to the Order)
L. DÉSILETS,
41252-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1206

Québec, le 23 novembre 1955.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "J"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Terrebonne et Labelle.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil des modifications au décret numéro 657 du 13 mai 1948, amendé par les arrêtés en conseil numéros 971-E du 30 juin 1948, 623-A et 1085-B des 15 juin et 28 septembre 1949, 225-B, 915-D, 973-A et 1177-B des 22 février 9, et 30 août et 26 octobre 1950, 926-H et 1228-E des 22 août et 31 octobre 1951, 71-C, 387-C et 788-D des 31 janvier, 9 avril et 23 juillet 1952, 374-E et 759-C des 26 mars et 30 juin 1953, 799-A du 5 août 1954, 760-H, 996 et 997-E des 13 juillet et 14 septembre 1955, relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Terrebonne et Labelle;

ATTENDU QUE lesdits avis ont été publiés dans la *Gazette officielle de Québec*, éditions des 27 août et 8 octobre 1955;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;
IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 657, soit modifié comme suit:

Les dispositions suivantes sont ajoutées dans l'échelle des salaires apparaissant à l'article III:
i. Après la classification de "Charpentier-menuisier":

| | Terre- bonne | La- belle |
|---|-----------------|--------------|
| "Charpentier-menuisier — compagnon junior..... | \$1.45 | \$1.20" |
| ii. Avant l'item "Electricien (compagnon)": | | |
| | Terre- bonne | La- belle |
| "Entrepreneur électricien travaillant lui-même ou faisant l'office de contremaître..... | \$2.25 | \$2.25" |

(Document "J" annexé à l'arrêté).
L. DÉSILETS,
41252-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1206

Québec, le 23 novembre 1955.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "K"

CONCERNANT une modification au décret relatif à l'industrie du fer et du bronze d'ornementation dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts re-

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1206

Quebec, November 23rd, 1955.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "J"

CONCERNING amendments of the decree relating to the construction industry in the counties of Terrebonne and Labelle.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the decree No. 657 of May 13th, 1948, amended by Orders in Council numbers 971-E of June 30th, 1948, 623-A and 1085-B of June 15th and September 28th, 1949, 225-B, 915-D, 973-A and 1177-B of February 22nd, August 9th and 30th and October 26th, 1950, 926-H and 1228-E of August 22nd and October 31st, 1951, 71-C, 387-C and 788-D of January 31st, April 9th and July 23rd, 1952, 374-E and 759-C of March 26th and June 30th, 1953, 799-A of August 5th, 1954, 760-H, 996 and 997-E of July 13th and September 14th, 1955, relating to the construction industry in the counties of Terrebonne and Labelle;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issues of August 27th, and October 8th, 1955;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 657, be amended as follows:

The following provisions are added in the wage scale contained in section III:

i. After the classification of "Carpenter-joiner":

| | Terre- bonne | La- belle |
|--|-----------------|--------------|
| "Carpenter-joiner — junior journeyman..... | \$1.45 | \$1.20" |
| ii. Before the words "Electrician-journeyman": | | |
| | Terre- bonne | La- belle |
| "Electrical contractor working himself or acting as foreman..... | \$2.25 | \$2.25" |

(Document "J" annexed to the Order).
L. DÉSILETS,
41252-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1206

Quebec, November 23th, 1955.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "K"

CONCERNING an amendment to the decree relating to the ornamental iron and bronze industry in the region of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of

fondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du fer et du bronze d'ornementation dans la région de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 1256 du 16 novembre 1950, amendés par les arrêtés en conseil numéros 290-E, 506-B, 757-D et 1155-E des 22 mars, 15 mai, 19 juillet et 17 octobre 1951, 251-A et 374-B des 5 et 26 mars 1953 et 851-E du 21 août 1954, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil une modification audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 15 octobre 1955;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1256, soit modifié comme suit:

Les échelles de salaires apparaissant à l'article II sont remplacées par la suivante:

| <i>Classifications:</i> | <i>Taux horaires minima</i> |
|----------------------------------|-----------------------------|
| <i>"Zone I"</i> | |
| Mécanicien..... | \$1.60 |
| Ajusteur..... | 1.40 |
| Forgeron..... | 1.40 |
| Aide (boutique ou chantier)..... | 1.20 |
| Monteur..... | 1.60 |
| <i>Zone II</i> | |
| Mécanicien..... | 1.45 |
| Ajusteur..... | 1.25 |
| Forgeron..... | 1.25 |
| Aide..... | 1.10 |
| <i>Zone III</i> | |
| Mécanicien..... | 1.35 |
| Ajusteur..... | 1.25 |
| Forgeron..... | 1.25 |
| Aide..... | 1.05" |

(Document "K" annexé à l'arrêté)
L. DÉSILETS,
41252-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1206

Québec, le 23 novembre 1955.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "G"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux tanneries et corroieries dans la province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 330 du 19 mars 1953, amendé par l'arrêté en conseil numéro 191-F du 11 mars 1954, relatif aux tanneries et corroieries dans la

Québec, 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the ornamental iron and bronze industry in the region of Montreal, rendered obligatory by the decree number 1256 of November 16th, 1950, amended by Orders in Council numbers 290-E, 506-B, 757-D and 1155-E of March 22nd, May 15th, July 19th, and October 17th, 1951, 251-A and 374-B of March 5th and 26th, 1953 and 851-E of August 21, 1954, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council an amendment to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of October 15, 1955;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 1256, be amended as follows:

The wage scales appearing in section II are replaced by the following:

| <i>Classifications:</i> | <i>Minimum hourly rates</i> |
|-----------------------------|-----------------------------|
| <i>"Zone I"</i> | |
| Mechanic..... | \$1.60 |
| Fitter..... | 1.40 |
| Blacksmith..... | 1.40 |
| Helper (shop or field)..... | 1.20 |
| Erector..... | 1.60 |
| <i>Zone II</i> | |
| Mechanic..... | 1.45 |
| Fitter..... | 1.25 |
| Blacksmith..... | 1.25 |
| Helper..... | 1.10 |
| <i>Zone III</i> | |
| Mechanic..... | 1.35 |
| Fitter..... | 1.25 |
| Blacksmith..... | 1.25 |
| Helper..... | 1.05" |

(Document "K" annexed to the Order)
L. DÉSILETS,
41252-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1206

Quebec, November 23rd, 1955.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "G"

CONCERNING amendments of the decree relating to the tanners and curriers in the Province of Québec.

WHEREAS pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree number 330 of March 19th, 1953, as amended by Order in Council number 191-F of March 11th, 1954, relating to the tanners and curriers in the

province de Québec, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 24 septembre 1955;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 330, soit modifié comme suit:

1° L'alinéa intitulé "Zone I" apparaissant à l'article II est remplacé par le suivant:

"Zone I: L'île de Montréal, la cité de Québec et les municipalités totalement incluses dans un rayon de dix (10) milles autour de l'île de Montréal et de cinq (5) milles autour de la cité de Québec."

2° L'article V est remplacé par le suivant:

"V. *Taux de salaires minima*: Les taux de salaires sont les suivants pour chacune des catégories ci-après mentionnées et le minimum horaire prévu doit être payé au salarié pour chacune de ses heures de travail, suivant ses catégories et classes.

Catégorie I: Mêmes taux que ceux de la catégorie IV, classe A.

Catégorie II: Si ces salariés, en plus d'être gardiens, travaillent à la fabrication du cuir, ils doivent être rémunérés aux mêmes taux que ceux de la catégorie IV, classe A; leur durée hebdomadaire de travail est celle de cette dernière catégorie.

Si ces salariés ne travaillent pas à la fabrication du cuir, ou s'ils y travaillent occasionnellement ou d'urgence, ils doivent être rémunérés aux mêmes taux que ceux de la catégorie IV, classe B.

Catégorie III: Mêmes taux que ceux de la catégorie IV.

Catégorie IV:

1. *Salariés travaillant à l'heure*:

| | Taux horaires | | |
|---|---------------|--------|--------|
| | Zones | | |
| | I | II | III |
| Class A..... | \$1.00 | \$0.96 | \$0.87 |
| Classe B..... | 0.85 | 0.82 | 0.73 |
| Classe C..... | 0.70 | 0.70 | 0.62 |
| 2° <i>Salariés travaillant à la pièce</i> : | | | |
| Class A..... | 1.08 | 1.036 | 0.94 |
| Classe B..... | 0.915 | 0.882 | 0.786 |
| Classe C..... | 0.75 | 0.75 | 0.665 |

Les taux à la pièce actuels sont considérés comme déterminés tels quels, sans diminution pour les salariés qui en bénéficient et ceux qui les remplacent, à la pièce, au même emploi, opération ou occupation.

Cependant, un comité spécial institué par le Comité conjoint, sur demande des parties, enquêtera sur toute plainte présentée à ce dernier par les employeurs ou les salariés alléguant que certains taux à la pièce sont injustes.

Ledit Comité est formé de cinq (5) membres, dont deux (2) nommés par la partie patronale, deux (2) par la partie syndicale et un cinquième désigné par eux à la majorité ou par le Ministre du Travail au cas de mésentente sur son choix.

Ce comité après enquête et étude, transmettra son rapport au Comité conjoint pour détermination des taux.

Remarque: Nonobstant les dispositions du décret, il est entendu que les taux de salaires

Province of Quebec, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of September 24th, 1955;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 330, be amended as follows:

1. The paragraph entitled "Zone I" appearing in Section II is replaced by the following:

"Zone I: The Island of Montreal, the city of Quebec and the municipalities totally included within a radius of ten (10) miles around the Island of Montreal and five (5) miles around the city of Quebec."

2. Section V is replaced by the following:

"V. *Minimum rates of wages*: The rates of wages shall be as follows for every one of the categories hereafter mentioned and the minimum hourly rate shall be paid to the employee for every hour worked according to his category and class.

Category I: The same rates as those of category IV, class A.

Category II: When such employees, besides their occupation as watchmen, work at the fabrication of leather, they shall receive the same rate as those of category IV, class A, their weekly duration of work being that of the latter category.

If they do not work at the fabrication of leather, or if they work at it but occasionally or in rush periods, they shall be paid the rate of category IV, class B.

Category III: The same rates as those of category IV.

Category IV:

1. *Employees working on an hourly basis*:

| | Hourly rates | | |
|---|--------------|--------|--------|
| | Zones | | |
| | I | II | III |
| Class A..... | \$1.00 | \$0.96 | \$0.87 |
| Class B..... | 0.85 | 0.82 | 0.73 |
| Class C..... | 0.70 | 0.70 | 0.62 |
| 2. <i>Employees working on a piece-work basis</i> : | | | |
| Class A..... | 1.08 | 1.036 | 0.94 |
| Class B..... | 0.915 | 0.882 | 0.786 |
| Class C..... | 0.75 | 0.75 | 0.665 |

The actual piece-work rates are considered as being so determined without deduction in the case of employees actually receiving them or of those replacing them, on a piece-work basis, in the same occupation, operation or function.

However, a special committee instituted by the Joint Committee shall, upon request from the parties to the agreement, investigate any complaint filed with its office by employers or employees to the effect that some piece-work rates are unfair.

The said committee is composed of five (5) members, two of which being appointed by the employers, two by the labour party and a fifth one designated by the majority of the first four, or by the Minister of Labour, in the event of disagreement.

Following investigation and study, it shall submit its report to the Joint Committee so that rates can be established.

Note: Notwithstanding the provisions of the decree, it is understood that the rates of wages

établis pour les mécaniciens de machines fixes et les préposés à l'entremise ne doivent jamais être inférieure à ceux établis par les Ordonnances numéros 4 et 42 de la Commission du Salaire Minimum ou par toute autre ordonnance spéciale de ladite Commission, concernant ces catégories de salariés."

3° L'article VI est remplacé par le suivant:

"VI. *Heures de travail*: La durée hebdomadaire du travail pour les salariés de chaque catégorie est la suivante:

Catégorie I: 60 heures.

Catégorie II: 72 heures.

Catégorie III: 52 heures réparties au gré de l'employeur, du lundi au samedi midi. Cependant, un salarié ne peut être forcé de travailler plus de dix (10) heures par jour, du lundi au vendredi inclusivement et pendant plus de cinq (5) heures, le samedi matin.

Catégorie IV: 52 heures dont la répartition quotidienne est la même que celle de la catégorie III."

4° Les paragraphes "b", "h" et "i" de l'article IX sont remplacés par les suivants:

"b) *Rémunération*: Le salarié a droit pour son congé à une rémunération équivalente à 2% du salaire, en incluant la rémunération pour congé annuel, gagné durant la période comprise entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année précédant le congé."

"h) *Résiliation du contrat de travail*: Lors de la résiliation de son contrat de travail, le salarié a droit à une indemnité:

1° représentant la rémunération à laquelle il a un droit acquis, et qui lui serait payable lors de la prise de congé, s'il n'a pas pris tel congé, et

2° représentant 2% du salaire gagné depuis le 1er janvier précédant la date de la résiliation."

"i) *Services continus*: La durée des services continus doit s'entendre de la période pendant laquelle le salarié est lié à son employeur par un contrat de travail, même si l'exécution de celui-ci a été interrompue sans qu'il y ait résiliation de contrat.

Ne sauraient notamment être considérés comme interrompant la durée des services continus, les jours de maladie, si le contrat n'a pas été résilié, les jours de fermeture, les périodes de congé annuel, les absences autorisées, si le travailleur n'a pas occupé pendant ces journées, un autre emploi rémunéré.

Ne sauraient non plus être considérés comme interrompant la durée des services continus, les jours où l'employé a occupé un autre emploi rémunéré durant une période de manque de travail, s'il n'y a pas eu de résiliation de contrat de travail."

5° L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe 5° de l'article IX-A:

"Ne sauraient non plus être considérés comme interrompant la durée des services continus les jours où l'employé aura occupé un autre emploi rémunéré durant une période de manque de travail, s'il n'y a pas eu de résiliation de contrat de travail."

Note: Les parties contractantes ont convenu que les nouveaux taux de salaire apparaissant dans le présent décret d'amendement, aient leur effet à compter du 29 août 1955.

(Document "G" annexé à l'arrêté).

L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

41252-0

established for stationary enginemen and maintenance men shall never be less than those established by ordinances Nos 4 and 42, of the Minimum Wage Commission, or by any other special ordinance of the said Commission concerning these categories of employees."

3. Section VI is replaced by the following:

"VI. *Hours of work*: The weekly duration of labour for the employees of each category shall be as follows:

Category I: 60 hours.

Category II: 72 hours.

Category III: 52 hours distributed at the option of the employer from Monday to Saturday noon. However an employee cannot be forced to work more than 10 hours per day from Monday to Friday inclusive, and 5 hours on Saturday morning.

Category IV: 52 hours with a daily distribution similar to that of category III."

4. Subsections "b" "h" and "i" of section IX are replaced by the following:

"b) *Remuneration*: The employee is entitled for his vacation to a remuneration equivalent to 2% of the wages (including vacation pay) earned during the period comprised between January 1st and December 31st of the year preceding the vacation.

"h) *Cancellation of the labour contract*: At the time of the cancellation of his labour contract the employee is entitled:

1. to an indemnity equivalent to the remuneration to which he is entitled and which would be payable to him at the time of his vacation, had he not yet taken such vacation, and

2. to an indemnity equivalent to 2% of the wages earned since January 1st preceding the date of cancellation."

"i) *Continuous services*: The duration of continuous services shall mean the period during which the employee is bound with his employer by a labour contract, even if the carrying out of the latter has been interrupted without contract cancellation.

The following absences, specially, should not be considered as interrupting the duration of continuous services; days of illness if there has been no annulling of the contract, days of closing, periods of annual vacation, authorized absences if the employee has not held, during such days, other remunerated employment.

Furthermore, the days worked by an employee at another remunerated employment, during a period of work shortage in his own occupation, shall not be considered as interrupting the duration of continuous services if the labour contract has not been cancelled."

5. The following paragraph is added to subsection 5 of section IX-A:

"Furthermore, the days worked by an employee at another remunerated employment, during a period of work shortage, shall not be considered as interrupting the duration of continuous services if the labour contract has not been cancelled."

Note: The contracting parties are agreed on the enforcement of the new rates of wages appearing in the present decree of amendment from August 29th, 1955.

(Document "G" annexed to the Order).

L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

41252-0

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1206

Québec, le 23 novembre 1955.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

Section "I"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux employés de garage dans la cité de Sherbrooke et un rayon de 10 milles de ses limites, et la cité de Thetford-Mines et un rayon de 5 milles de ses limites.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité conjoint de l'industrie de l'Automobile des Cantons de l'Est a présenté au Ministre du Travail, une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en Conseil, certaines modifications au décret numéro 828 du 16 juillet 1953, relatif aux employés de garage dans la région de Sherbrooke;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 6 août 1955;

ATTENDU QUE les objections formulées contre l'approbation des modifications proposées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 828, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe "e" de l'article I est remplacé par le suivant:

"e) *Homme de service*: Le terme "homme de service" désigne tout salarié qui vend de l'essence ou des lubrifiants, ou graisses ou lave les véhicules-moteurs, ou conduit des véhicules-moteurs, ou fait le nettoyage ou le chauffage de l'établissement ou change les pneus ou les accumulateurs électriques, ou exécute de menus services d'urgence, tels que le remplacement de courroies d'éventails, de bougies ou de tout autre menu accessoire de véhicules-moteurs, excepté l'installation de radios, des appareils à climatiser l'air et des interrupteurs pour les signaux de direction qui doit être faite par un compagnon."

2° Le paragraphe "k" de l'article I est remplacé par le suivant:

"k) *Station de service*: Le terme "station de service" désigne tout endroit où les véhicules-moteurs sont lavés, nettoyés, polis, lubrifiés et sur lesquels peuvent être faits de menus services d'urgence.

Proviso: Toutefois, si une station de service possède une section de mécanique ou de réparation, ladite section sera considérée pour les fins d'application du décret, comme un garage et assujettie aux conditions de travail des garages."

3° Le paragraphe "a" de l'article II est remplacé par le suivant:

"a) *Jurisdiction professionnelle*: Sont assujettis aux dispositions du présent décret, tous les employeurs, les employeurs professionnels, les artisans et les salariés des garages, des débits d'essence, des stations de service, terrains de stationnement, terrains de démolition, ateliers de mécanique, magasins de pièces et des établissements où l'on fait la vente de parties ou accessoires d'automobiles, situés dans la juridiction territoriale du décret."

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1206

Quebec, November 23, 1955.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "I"

CONCERNING amendments of the decree relating to the garage employees in the city of Sherbrooke and a radius of 10 miles from its limits, and the city of Thetford Mines and a radius of 5 miles from its limits.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Joint Committee of the Automobile Industry of the Eastern Townships has petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the decree number 828 of July 16, 1953, relating to the garage employees in the region of Sherbrooke;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of August 6, 1955;

WHEREAS the objections against the approval of the proposed amendments have been duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 828, be amended as follows:

1. Subsection "e" of section I is replaced by the following:

"e) *Service Man*: This term means any employee who sells gasoline or lubricants, greases or washes motor vehicles and/or drives motor vehicles, does the cleaning or attends to the heating of the establishment, changes tires or batteries or performs various minor emergency operations, such as replacing fan belts, spark plugs or any other motor vehicle minor accessories. However, the installation of radios, air conditioning units and directional switches shall be made by a journeyman."

2. Subsection "k" of section I is replaced by the following:

"k) *Service station*: The term "service station" means any place where motor vehicles are washed, cleaned, polished, lubricated and also where minor urgent services can be rendered.

Proviso: However, should a service station comprise a mechanics or repair department, such department shall, for the purposes of enforcement of the decree, be considered as a garage and be subject to the working conditions established for garages."

3. Subsection "a" of section II is replaced by the following:

"a) *Professional jurisdiction*: Those governed by the provisions of the present decree shall be the employers, professional employers, artisans and employees of garages, gasoline stations, service stations, parking grounds, scrapping yards, machine shops, shop stores and establishments engaged in the sale of automobile parts or accessories situated within the territorial jurisdiction of the decree."

4° L'article III est remplacé par le suivant:
 "III. Salaires minima: Pour les fins de tarification des salaires, la juridiction territoriale est divisée en deux (2) zones comme suit:

Zone I: La cité de Sherbrooke et un rayon de dix (10) milles de ses limites.
 Zone II: La cité de Thetford Mines et un rayon de cinq (5) milles de ses limites.

Les taux de salaires minima sont les suivants pour chacune des catégories ci-après mentionnées:

| | Zones | |
|--|--------------------|--------|
| | I | II |
| a) <i>Apprentis:</i> | <i>l'heure</i> | |
| De 16 à 20 ans: | | |
| Première année..... | \$0.70 | \$0.60 |
| Deuxième année..... | 0.80 | 0.70 |
| Troisième année..... | 0.85 | 0.75 |
| De 20 ans et plus: | | |
| Première année..... | 0.85 | 0.75 |
| Deuxième année..... | 0.95 | 0.85 |
| Troisième année..... | 1.05 | 0.95 |
| b) <i>Compagnon:</i> | | |
| Deuxième classe..... | 1.25 | 1.15 |
| Première classe..... | 1.40 | 1.30 |
| c) <i>Homme de service:</i> | | |
| Apprenti de 16 à 20 ans: | | |
| Première année..... | 0.60 | 0.60 |
| Deuxième année..... | 0.70 | 0.70 |
| Troisième année..... | 0.75 | 0.75 |
| Apprenti de 20 ans et plus: | | |
| Première année..... | 0.75 | 0.70 |
| Deuxième année..... | 0.85 | 0.80 |
| Troisième année..... | 0.95 | 0.90 |
| Deuxième classe..... | 1.00 | 0.90 |
| Première classe..... | 1.10 | 1.00 |
| | <i>Par semaine</i> | |
| d) <i>Concierge et gardien de nuit..</i> | 49.90 | 45.00 |
| e) <i>Vendeur de service et contre-maître:</i> | | |
| Troisième classe..... | 54.90 | 50.00 |
| Deuxième classe..... | 59.90 | 55.00 |
| Première classe..... | 64.90 | 60.00 |
| f) <i>Préposé aux pièces de rechange:</i> | | |
| Commis, 4ème classe... | 27.90 | 23.00 |
| Commis, 3ème classe... | 32.90 | 28.00 |
| Commis, 2ème classe... | 40.90 | 36.00 |
| Commis, 1ère classe..... | 50.90 | 46.00" |

5° La première phrase du paragraphe "a" de l'article VI est remplacée par la suivante:
 "a) La durée de l'apprentissage est de trois (3) ans."

6° "L'Association des garagistes et détaillants d'essence du Québec Inc.", district de Sherbrooke, est acceptée comme partie co-contractante de première part.

(Document "I" annexé à l'arrêté).

L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

41252-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1207

Québec, le 23 novembre 1955.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif au commerce de quincaillerie, ferronnerie et peinture dans les cités de Québec et Lévis et la ville de Lauzon.

4. Section III is replaced by the following:
 "III. Minimum wages: For the purposes of determining wages, the territorial jurisdiction is divided into two (2) zones as follows:

Zone I: The city of Sherbrooke and a radius of ten (10) miles from its limits.
 Zone II: The city of Thetford Mines and a radius of five (5) miles from its limits.

The following shall be the minimum wage rates for the categories hereafter mentioned:

| | Zones | |
|---|-----------------|--------|
| | I | II |
| a) <i>Apprentices:</i> | <i>Per hour</i> | |
| From 16 to 20 years: | | |
| First year..... | \$0.70 | \$0.60 |
| Second year..... | 0.80 | 0.70 |
| Third year..... | 0.85 | 0.75 |
| 20 years of age or older: | | |
| First year..... | 0.85 | 0.75 |
| Second year..... | 0.95 | 0.85 |
| Third year..... | 1.05 | 0.95 |
| b) <i>Journeyman:</i> | | |
| Second class..... | 1.25 | 1.15 |
| First class..... | 1.40 | 1.30 |
| c) <i>Service man:</i> | | |
| Apprentice of 15 to 20 years of age: | | |
| First year..... | 0.60 | 0.60 |
| Second year..... | 0.70 | 0.70 |
| Third year..... | 0.75 | 0.75 |
| Apprentice of 20 years of age or older: | | |
| First year..... | 0.75 | 0.70 |
| Second year..... | 0.85 | 0.80 |
| Third year..... | 0.95 | 0.90 |
| Second class..... | 1.00 | 0.90 |
| First class..... | 1.10 | 1.00 |
| | <i>Per week</i> | |
| d) <i>Janitor and night watchman..</i> | 49.90 | 45.00 |
| e) <i>Service salesman and foreman:</i> | | |
| Third class..... | 54.90 | 50.00 |
| Second class..... | 59.90 | 55.00 |
| First class..... | 64.90 | 60.00 |
| f) <i>Spare parts employée:</i> | | |
| Clerk, 4th class..... | 27.90 | 23.00 |
| Clerk, 3rd class..... | 32.90 | 28.00 |
| Clerk, 2nd class..... | 40.90 | 36.00 |
| Clerk, 1st class..... | 50.90 | 46.00" |

5. The first sentence of subsection "a" of section VI is replaced by the following:
 "a) The duration of apprenticeship shall be three (3) years."

6. "Quebec Garage Operators and Gasoline Retailers Association", district of Sherbrooke, is accepted as co-contracting party of the first part.

(Document "I" annexed to the Order).

L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

41252-o

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1207

Quebec, November 23th, 1955.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating to the hardware, paint and building materials trade in the cities of Quebec and Lévis and the town of Lauzon.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative au commerce de quincaillerie, ferronnerie, peinture et matériaux de construction dans les cités de Québec et Lévis et la ville de Lauzon, rendue obligatoire par le décret numéro 1090 du 7 mars 1940, amendé par les arrêtés en conseil numéros 4200 et 4252 des 28 novembre et 1er décembre 1940, 1043 du 30 avril 1941, 1168, 1756 et 3144 des 13 mai, 24 juillet et 20 novembre 1942, 2631 du 10 septembre 1943, 1431 du 28 avril 1944, 3499 du 1er septembre 1945, 1655 et 4717 des 10 mai et 14 novembre 1946, 1310-B du 12 août 1947, 68-B, 1162-A et 1763-B des 22 janvier, 9 septembre et 23 décembre 1948, 1029-A et 1198-C des 14 septembre et 27 octobre 1949, 915-A du 9 août 1950, 735-C du 12 juillet 1951, 1396-B du 13 décembre 1951, 556-B du 14 mai 1952, 886-G du 30 juillet 1953 et 628-A du 17 juin 1954 ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en Conseil, certaines modifications audit décret:

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans *Gazette officielle de Québec*, édition du 1er octobre 1955;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1090, soit modifié comme suit:

1° Les alinéa 2 et 3 du paragraphe "g" de l'article II sont radiés et remplacés par le suivant:

"2. Le terme "commis aux commandes, à la réception et à l'expédition" désigne le commis dont le travail principal consiste à préparer les commandes dans les étages du magasin, dans les entrepôts, à recevoir, déballer, étiqueter, expédier la marchandise, à la placer dans les étages du magasin ou dans les entrepôts, à assembler la marchandise en vue de la livraison à l'acheteur."

2° Les paragraphes "j" et "k" de l'article II sont remplacés par les suivants:

"j) Le terme "messenger" désigne tout employé exécutant le travail ordinairement reconnu comme celui de messenger, exécutant des messages à l'extérieur du magasin et pouvant faire de l'entretien général à l'intérieur du magasin.

Toutefois, après trois (3) années de service comme messenger, le salarié doit être classifié dans une des catégories de commis mentionnées au décret, et une (1) année de travail comme messenger doit être comptée comme année d'expérience dans la catégorie dans laquelle le salarié est classifié."

"k) Le terme "employé junior" désigne tout salarié exécutant le travail ordinairement reconnu sous le nom d'ouvrier général, garçon de magasin, garçon d'ascenseur; toutefois, après trois (3) années de travail dans cette classification le salarié doit être classifié dans une des catégories de commis décrites au décret et deux (2) années de travail comme employé junior doivent être comptées comme deux (2) années d'expérience dans la catégorie de commis dans laquelle le salarié est classifié."

3° Le paragraphe "g" de l'article III est remplacé par le suivant:

"g) Le livreur et l'aide-livreur n'ont droit à aucune rémunération pour le travail supplémentaire ou additionnel, lorsque la durée de ce travail supplémentaire ou additionnel n'excède pas une (1) heure au delà de la semaine normale de

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the hardware, paint and building materials trade in the cities of Quebec and Lévis and the town of Lauzon, rendered obligatory by the decree number 1090 of March 7, 1940, and amended by Orders 4200 and 4252 of November 28 and December 1, 1940, 1043 of April 30, 1941, 1168, 1756 and 3144 of May 13, July 24 and November 20, 1942, 2631 of September 10, 1943, 1431 of April 28, 1944, 3499 of September 1, 1945, 1655 and 4717 of May 10 and November 14, 1946, 1310-B of August 12, 1947, 68-B, 1162-A and 1763-B of January 22, September 9 and December 23, 1948, 1029-A and 1198-C of September 14 and October 27, 1949, 915-A of August 9, 1950, 735-C of July 12, 1951, 1396-B of December 13, 1951, 556-B of May 14, 1952, 886-G of July 30, 1953 and 628-A of June 17, 1954, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the said petition was published in the *Quebec Official Gazette*, issue of October 1st, 1955;

WHEREAS no objection was made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED, therefore on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 1090, be amended as follows:

1. Paragraphs 2 and 3 of subsection "g" of section II are deleted and replaced by the following:

"2. The term "orders, receiving and shipping clerk" means the clerk whose principal occupation consists in preparing orders on the various floors of the store and in warehouses, in receiving, labelling, unpacking, shipping merchandise, in placing merchandise on the various floors of the store or in the warehouses, in assembling merchandise before delivery to the buyer."

2. Subsections "j" and "k" of section II are replaced by the following:

j) The term "messenger" means any employee who does the work ordinarily known as that of a messenger, runs errands outside the store and is capable of doing general work inside the store.

However, after three (3) years of service as messenger, the employee shall be classified in one of the clerk categories mentioned in the decree and one (1) year of work as messenger shall be considered as a year of experience in the category in which the employee is classified."

"k) The words "junior employee" mean any employee doing the work ordinarily called "general work", or that of store or elevator boy; however, after three (3) years of work in this classification, the employee shall be classified in one of the clerk categories described in the decree and two (2) years of work as junior employee shall be considered as two (2) years of experience in the clerk category in which the employee is classified."

3. Subsection "g" of section III is replaced by the following:

"g) The delivery man and his helper shall not be paid for their overtime or additional work when the weekly duration of such work does not exceed by more than one (1) hour the regular work week of the establishment; however, the

travail de l'établissement. L'employeur ne doit toutefois se prévaloir de la présente disposition qu'occasionnellement."

4° A l'article IV, les paragraphes "a", "b", "c", "d", "f", "g", "h", "i", "j", "k", "l", "m", "mm", "n", "o", "p", "q", et "r" sont modifiés pour se lire comme suit:

employer shall but occasionally take advantage of this clause."

4. In section IV, subsections "a", "b", "c", "d", "f", "g", "h", "i", "j", "k", "l", "m", "mm", "n", "o", "p", "q" and "r" are amended to read as follows:

| | Salaire hebdomadaire A compter du 16 mars 1956 | | Weekly wages From March 16, 1956 | |
|--|---|---------|---|-----------------|
| "a) 1. Gérant | \$65.00 | \$66.00 | "a) 1. Manager | \$65.00 \$66.00 |
| 2. Chef comptable | 58.50 | 59.50 | 2. Chief-accountant | 58.50 59.50 |
| 3. Premier commis à la vente | 58.50 | 59.60 | 3. Head sales-clerk | 58.50 59.50 |
| 4. Premier commis à la réception et à l'expédition | 55.00 | 56.00 | 4. Head receiving and shipping clerk | 55.00 56.00 |
| 5. Premier commis aux commandes | 55.00 | 56.00 | 5. Head orders clerk | 55.00 56.00 |
| b) Livreur | 47.15 | 48.15 | b) Delivery-man | 47.15 48.15 |
| c) Aide-livreur: (Moins de 21 ans) | 30.65 | 31.65 | c) Delivery-man's helper: (under 21 years of age) | 30.65 31.65 |
| (21 ans et plus) | 35.15 | 36.15 | (21 years of age and over) | 35.15 36.15 |
| d) Messenger: Durant la 1ère année | 16.00 | 17.00 | d) Messenger During 1st year | 16.00 17.00 |
| Durant la 2ème année | 19.00 | 20.00 | During 2nd year | 19.00 20.00 |
| Durant la 3ème année | 22.50 | 23.50 | During 3rd year | 22.50 23.50 |
| f) Personnel masculin de bureau: (Teneur de livre) Durant la 1ère année | 22.50 | 23.50 | f) Male office clerk (bookkeeper): During 1st year | 22.50 23.60 |
| Durant la 2ème année | 26.50 | 27.50 | During 2nd year | 26.50 27.50 |
| Durant la 3ème année | 29.50 | 30.50 | During 3rd year | 29.50 30.50 |
| Durant la 4ème année | 34.00 | 35.00 | During 4th year | 34.00 35.00 |
| Durant la 5ème année | 39.50 | 40.50 | During 5th year | 39.50 40.50 |
| Durant la 6ème année | 43.50 | 44.50 | During 6th year | 43.50 44.50 |
| Durant la 7ème année | 47.00 | 48.00 | During 7th year | 47.00 48.00 |
| Durant la 8ème année | 50.50 | 51.50 | During 8th year | 50.50 51.50 |
| Durant la 9ème année | 55.00 | 56.00 | During 9th year | 55.00 56.00 |
| g) Commis à la vente et aux écritures des commandes: Durant la 1ère année | 21.00 | 22.00 | g) Clerk, selling and taking in orders: During 1st year | 21.00 22.00 |
| Durant la 2ème année | 24.50 | 25.50 | During 2nd year | 24.50 25.50 |
| Durant la 3ème année | 29.50 | 30.50 | During 3rd year | 29.50 30.50 |
| Durant la 4ème année | 33.00 | 34.00 | During 4th year | 33.00 34.00 |
| Durant la 5ème année | 38.00 | 39.00 | During 5th year | 38.00 39.00 |
| Durant la 6ème année | 42.50 | 43.50 | During 6th year | 42.50 43.50 |
| Durant la 7ème année | 44.50 | 45.50 | During 7th year | 44.50 45.50 |
| Durant la 8ème année | 49.50 | 50.50 | During 8th year | 49.50 50.50 |
| Durant la 9ème année | 55.00 | 56.00 | During 9th year | 55.00 56.00 |
| h) Abrogé. | | | h) Deleted. | |
| i) Commis aux commandes, à la réception et à l'expédition: Durant la 1ère année | 22.50 | 23.50 | i) Orders, receiving and shipping clerk: During 1st year | 22.50 23.50 |
| Durant la 2ème année | 26.50 | 27.50 | During 2nd year | 26.50 27.50 |
| Durant la 3ème année | 29.50 | 30.50 | During 3rd year | 29.50 30.50 |
| Durant la 4ème année | 34.00 | 35.00 | During 4th year | 34.00 35.00 |
| Durant la 5ème année | 37.00 | 38.00 | During 5th year | 37.00 38.00 |
| Durant la 6ème année | 40.00 | 41.00 | During 6th year | 40.00 41.00 |
| Durant la 7ème année | 42.50 | 43.50 | During 7th year | 42.50 43.50 |
| Durant la 8ème année | 46.50 | 47.50 | During 8th year | 46.50 47.50 |
| Durant la 9ème année | 50.50 | 51.50 | During 9th year | 50.50 51.50 |

j) La moitié de tous les employés mentionnés aux paragraphes "a-1", "a-2", "a-3", "a-4", "a-5" "f", "g" et "i" du présent article doivent recevoir le salaire maximum de leur catégorie respective; les autres employés dans les mêmes catégories, après huit (8) années de service, doivent recevoir le salaire correspondant à la huitième année de service jusqu'à ce qu'une vacance se produise dans cette moitié des employés qui reçoivent le salaire maximum de leur catégorie.

j) Half the employees mentioned in subsections "a-1", "a-2", "a-3", "a-4", "a-5", "f", "g", and "i" of the present section shall receive the maximum wage rate of their respective category; the other employees in the same categories, after eight (8) years of service, shall receive the wage rate set for the eighth year of service until a vacancy occurs in that half of employees receiving the maximum rate of their category.

Du moment qu'une vacance se produit dans le premier 50% de chaque catégorie, l'employé qui a huit (8) années d'expérience et plus et qui a été classifié au salaire de la 8ème année, attendant une place vacante dans le premier 50%, doit monter automatiquement au salaire de la 9ème année, par ordre d'ancienneté.

Toutefois, les stipulations du présent paragraphe relatives au pourcentage des employés de chaque catégorie ne s'appliquent pas dans le cas où il n'y a que deux (2) commis à la vente à l'emploi d'un employeur assujéti au décret.

Toutefois, les salariés mentionnés au paragraphe "a" du présent article doivent être compris avec les commis de leur catégorie respective pour le calcul du pourcentage de chacune des catégories de commis comme suit: le chef-comptable avec les teneurs de livres, le premier commis à la vente avec les commis à la vente, le premier commis à la réception et à l'expédition et le premier commis aux commandes avec les commis aux commandes, à la réception et à l'expédition.

| | <i>l'heure</i> | |
|---|----------------|---------|
| k) Commis supplémentaire | \$0.90 | |
| l) Commis surnuméraire | 0.60 | |
| m) Personnel féminin de bureau: <i>par semaine</i> | | |
| Durant la 1ère année.. | \$21.00 | \$22.00 |
| Durant la 2ème année.. | 25.50 | 26.50 |
| Durant la 3ème année.. | 30.50 | 31.50 |
| Durant la 4ème année.. | 34.00 | 35.00 |
| mm) Autre personnel féminin: | | |
| Durant la 1ère année.. | 20.00 | 21.00 |
| Durant la 2ème année.. | 23.50 | 24.50 |
| Durant la 3ème année.. | 28.00 | 29.00 |
| Durant la 4ème année.. | 30.50 | 31.50 |
| n) Ouvrier de métier qualifié | 53.50 | 54.50 |
| 2. Ouvrier de métier non qualifié..... | 45.00 | 46.00 |
| o) Apprenti de métier: <i>l'heure</i> | | |
| 1ère année..... | \$0.47 | |
| 2ème année..... | 0.58 | |
| 3ème année..... | 0.70 | |
| 4ème année..... | 0.84 | |
| p) 1. Employé sénior: | | |
| a) Moins de 25 ans..... | 43.00 | 44.00 |
| b) 25 ans et plus..... | 46.50 | 47.50 |
| 2. Employé junior: | | |
| 1ère année..... | 20.00 | 21.00 |
| 2ème année..... | 22.50 | 23.50 |
| 3ème année..... | 26.00 | 27.00 |
| g) Gardien de nuit..... | 40.00 | 41.00 |
| r) L'employé exécutant simultanément plus d'une fonction ou charge faisant l'objet du présent décret doit recevoir le salaire établi pour la fonction ou charge la mieux rémunérée. | | |

Toutefois, l'employé classifié comme commis et qui fait du travail de livreur durant moins de 50% des heures de travail de la semaine normale de l'établissement, doit être payé le salaire minimum de \$31.65 par semaine, et à compter du 16 mars 1956, \$32.65 par semaine, si ses années d'expérience comme commis ne stipulent pas en sa faveur un salaire supérieur, dans lequel cas, il doit être payé tel salaire supérieur conformément à ses années d'expérience.

5° Les taux de salaires pour chacune des classifications d'emploi mentionnées au paragraphe 7 de l'article VI-B sont remplacés par les suivants:

| | <i>par semaine</i> | |
|--------------------|--------------------|---------|
| | <i>A compter</i> | |
| | <i>du 16 mars</i> | |
| <i>Occupation:</i> | <i>1956</i> | |
| "a) 1. Gérant..... | \$65.50 | \$66.50 |

As soon as a vacancy occurs in the first 50% of each category, the employee with eight (8) years of experience or more who has been classified in the eighth year as regards wages, waiting for a vacancy in the first 50% shall, automatically receive the wage rate set for the ninth year, by order of seniority.

However, the provisions of the present subsection respecting the percentage of the employees in each category do not apply when only two sales clerks are employed by an employer governed by the decree.

However, the employees mentioned in subsection "a" of the present section shall be included with the clerks of their respective category for the computing of the percentage of each one of the clerk categories, as follows: the chief-accountant with the book-keepers, the head sales clerk with the sales clerks, the receiving and shipping head clerk and the orders head clerk with the orders, receiving and shipping clerks.

| | <i>per hour</i> | |
|--|-----------------|---------|
| k) Extra clerk..... | \$0.90 | |
| l) Supernumerary clerk..... | 0.60 | |
| m) Female office clerk: <i>per week</i> | | |
| During 1st year..... | \$21.00 | \$22.00 |
| During 2nd year..... | 25.50 | 26.50 |
| During 3rd year..... | 30.50 | 31.50 |
| During 4th year..... | 34.00 | 35.00 |
| mm) Other female employees: | | |
| During 1st year..... | 20.00 | 21.00 |
| During 2nd year..... | 23.50 | 24.50 |
| During 3rd year..... | 28.00 | 29.00 |
| During 4th year..... | 30.50 | 31.50 |
| n) 1. Skilled tradesman ... | 53.50 | 54.50 |
| 2. Unskilled tradesman . | 45.00 | 46.00 |
| o) Trade apprentices: <i>perhour</i> | | |
| 1st year..... | \$ 0.47 | |
| 2nd year..... | 0.58 | |
| 3rd year..... | 0.70 | |
| 4th year..... | 0.84 | |
| p) 1. Senior employee: | | |
| a) Under 25 years of age..... | 43.00 | 44.00 |
| b) 25 years of age and over..... | 46.50 | 47.50 |
| 2. Junior employee: | | |
| 1st year..... | 20.00 | 21.00 |
| 2nd year..... | 22.50 | 23.50 |
| 3rd year..... | 26.00 | 27.00 |
| g) Night watchman..... | 40.00 | 41.00 |
| r) The employee filling simultaneously more than one occupation or office subject to the present decree shall receive the wages established for the highest paid occupation or office. | | |

However, an employee classified as clerk and who does delivery work during less than 50% of the working hours of the regular work week of the establishment shall be paid the minimum wage of \$31.65 per week and, from March 16th, 1956, \$32.65 per week, when his years of experience as clerk do not entitle him to a higher wage rate, in which case he shall be paid such higher rate based on his years of service.

5. The wage rates for every classification of employment mentioned in subsection 7 of section VI-B are replaced by the following:

| | <i>Weekly wages</i> | |
|---------------------|---------------------|---------|
| | <i>From March</i> | |
| | <i>16, 1956</i> | |
| <i>Occupation:</i> | | |
| "a) 1. Manager..... | \$65.50 | \$66.50 |

| | | | | | |
|--|-------|-------|---------------------------------|-------|-------|
| 2. Chef-comptable | 58.00 | 59.00 | 2. Chief accountant | 58.00 | 59.00 |
| 3. Premier commis à la vente | 58.00 | 59.00 | 3. Head sales clerk | 58.00 | 59.00 |
| 4. Premier commis d'entrepôt: | | | 4. Head warehouse-clerk: | | |
| 1ère année | 47.00 | 48.00 | 1st year | 47.00 | 48.00 |
| 2ème année | 51.50 | 52.50 | 2nd year | 51.50 | 52.50 |
| b) Livreur | 46.65 | 47.65 | b) Delivery man | 46.65 | 47.65 |
| c) Aide-livreur: | | | c) Delivery man's helper | | |
| Moins de 21 ans | 29.65 | 30.65 | (under 21 years of | | |
| 21 ans et plus | 36.15 | 37.15 | age | 29.65 | 30.65 |
| d) Personnel masculin de bureau: | | | 21 or over | 36.15 | 37.15 |
| (teneur de livre): | | | d) Male office employees (book- | | |
| 1ère année | 21.50 | 22.50 | keepers): | | |
| 2ème année | 26.00 | 27.00 | 1st year | 21.50 | 22.50 |
| 3ème année | 29.50 | 30.50 | 2nd year | 26.00 | 27.00 |
| 4ème année | 34.00 | 35.00 | 3rd year | 29.50 | 30.50 |
| 5ème année | 38.50 | 39.50 | 4th year | 34.00 | 35.00 |
| 6ème année | 43.50 | 44.50 | 5th year | 38.50 | 39.50 |
| 7ème année | 48.50 | 49.50 | 6th year | 43.50 | 44.50 |
| 8ème année | 53.50 | 54.50 | 7th year | 48.50 | 49.50 |
| e) Employé d'entrepôt: | | | 8th year | 53.50 | 54.50 |
| 1ère et 2ème année | | | e) Warehouse employee: | | |
| d'expérience | 36.65 | 37.65 | 1st and 2nd years | 36.65 | 37.65 |
| Après 2 ans d'expé- | | | After 2 years | 42.65 | 43.65 |
| rience | 42.65 | 43.65 | f) Temporary employee (per | | |
| f) Employé temporaire | | | hour) | 0.92 | |
| (l'heure) | 0.92 | | g) Female office employees: | | |
| g) Personnel féminin de bureau: | | | 1st year | 21.50 | 22.50 |
| 1ère année | 21.50 | 22.50 | 2nd year | 25.50 | 26.50 |
| 2ème année | 25.50 | 26.50 | 3rd year | 29.50 | 30.50 |
| 3ème année | 29.50 | 30.50 | 4th year | 33.50 | 34.50 |
| 4ème année | 33.50 | 34.50 | | | |

(Document "A" annexé à l'arrêté)
 L. DÉSILETS,
 41252-o Greffier du Conseil Exécutif.

(Document "A" annexed to the Order).
 L. DÉSILETS,
 41252-o Clerk of the Executive Council.

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 47

Index of the Quebec Official Gazette, No. 47

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

| | |
|-----------------------------|------|
| Aubut vs Henry | 3636 |
| Murer vs Miller | 3636 |
| Parent vs Monette | 3636 |

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

| | |
|-----------------------------|------|
| Aubut vs Henry | 3636 |
| Murer vs Miller | 3636 |
| Parent vs Monette | 3636 |

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

| | |
|---|------|
| 1206-E—Fabrication en métal en feuille | 3673 |
| 1206-G—Tanneries et corroieries, province de Québec | 3675 |
| 1206-H—Fabrication des produits de métal en feuilles, Montréal | 3673 |
| 1206-I—Employés de Garage, Sherbrooke | 3678 |
| 1206-J—Construction dans les comtés de Terrebonne et Labelle | 3674 |
| 1206-K—Fer et bronze d'ornementation, région de Montréal | 3674 |
| 1207-A—Commerce de quincaillerie, ferromerie et peinture, cités de Québec, etc. | 3679 |

ORDERS IN COUNCIL:

| | |
|---|------|
| 1206-E—Sheet Metal Fabricating | 3673 |
| 1206-G—Tanners and Curriers, Province of Quebec | 3675 |
| 1206-H—Sheets metal products fabricating, Montreal | 3673 |
| 1206-I—Garage employees, Sherbrooke | 3678 |
| 1206-J—Construction in the counties of Terrebonne and Labelle | 3674 |
| 1206-K—Ornamental iron and bronze, region of Montreal | 3674 |
| 1207-A—Hardware, paint and building materials, cities of Quebec ect | 3679 |

AVIS AUX INTÉRESSÉS : 3605

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 3605

AVIS DIVERS:

| | |
|--|------|
| Boon-Strachan Coal Company Limited (Directeurs) | 3637 |
| Caisse d'Économie Salaberry 310—Salaberry 310 Credit Union (Fondation) | 3637 |

MISCELLANEOUS NOTICES:

| | |
|---|------|
| Boon-Strachan Coal Company Limited (Directors) | 3637 |
| Caisse d'Économie Salaberry 310—Salaberry 310 Credit Union (Foundation) | 3637 |

| | |
|--|------|
| Horner Employees Credit Union (Fondation)..... | 3638 |
| La Caisse d'Économie des Employés Sylvania—Sylvania Employees Credit Union (Fondation)..... | 3637 |
| La Fraternité des Policiers de la cité de Saint-Michel Inc. (Formation)..... | 3636 |
| L'Association des Marchands Détaillants du Canada-Québec Inc.—The Retail Merchants Association of Canada-Quebec Inc. (Règlements)..... | 3637 |
| Montebello, les commissaires d'écoles. (Avis de rachat partiel)..... | 3638 |
| Pfaff Sewing Centre of Montreal Ltd. (distribution de l'actif)..... | 3636 |
| St-Jean River Fishing Club..... | 3638 |
| Syndicat Forestiers de St-Siméon (fondation)..... | 3638 |

CHARTES — ABANDON DE:

| | |
|---|------|
| Compagnie de Gestion Financière, Limitée..... | 3639 |
| Dominion Silk Dyeing & Finishing Company Limited..... | 3639 |
| La Compagnie de Publication de l'Union Limitée..... | 3639 |
| Office d'Études Économiques Ltée..... | 3639 |
| Pfaff Sewing Centre of Montreal Ltd..... | 3639 |
| Beck Shoe Inc..... | 3640 |

COMPAGNIES AUTORISÉES À FAIRE DES AFFAIRES:

| | |
|--|------|
| Mc Fadzean & Every, Ltd..... | 3640 |
| Western Printers Association Limited.. | 3640 |

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

| | |
|--|------|
| Association des Chiropraticiens de la Province de Québec, Inc..... | 3640 |
| Bernierville, village de..... | 3628 |
| Berthierville, ville de..... | 3624 |
| Bromptonville, ville et Commission scolaire..... | 3630 |
| Canada Steamship Lines Limited..... | 3630 |
| Cap-de-la-Madeleine, cité et Commission scolaire..... | 3269 |
| Chapais, ville de..... | 3631 |
| Château d'Eau, Commissaires d'écoles catholiques..... | 3626 |
| Châteauguay, ville de..... | 3622 |
| Communauté Hellénique-Canadienne de l'Île de Montréal..... | 3634 |
| Corporation de Gaz Naturel du Québec | 3622 |
| Côte St-Luc, ville de..... | 3625 |
| Grand'Mère, cité de..... | 3623 |
| Hastings, Dame Grace P..... | 3630 |
| Hauterive, ville de..... | 3631 |
| Joliette, cité de..... | 3623 |
| La Chambre de Commerce de Québec.. | 3631 |
| Lachine, cité de..... | 3632 |
| La Mutuelle-Vie de l'U.C.C..... | 3625 |
| LaSalle, ville de..... | 3624 |
| L'Assomption, paroisse de..... | 3625 |
| Les Missionnaires du Sacré-Cœur..... | 3628 |
| Les Services de santé du Québec..... | 3625 |
| Longueuil, Commission scolaire catholique..... | 3630 |
| Montréal, cité de..... | 3626 |
| Roxboro, ville de..... | 3629 |
| Sept-Iles, ville de..... | 3634 |
| Shawinigan Falls, cité de..... | 3633 |
| Sherbrooke, cité de..... | 3629 |
| Sillery, cité de..... | 3634 |
| St-Elzéar, ville de..... | 3624 |
| Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, village.. | 3632 |
| St-Pierre, ville de..... | 3625 |

| | |
|--|------|
| Horner Employees Credit Union Foundation)..... | 3638 |
| La Caisse d'Économie des Employés Sylvania—Sylvania Employees Credit Union (Fondation)..... | 3637 |
| La Fraternité des Policiers de la Cité de Saint-Michel Inc. (Formation)..... | 3636 |
| L'Association des Marchands Détaillants du Canada-Québec Inc.—The Retail Merchants' Association of Canada-Quebec Inc. (By-laws)..... | 3637 |
| Montebello, the School Commissioners. (Notice of partial redemption)..... | 3638 |
| Pfaff Sewing Centre of Montreal Ltd, (distribution of the assets)..... | 3636 |
| St-Jean River Fishing Club..... | 3638 |
| Syndicat Forestiers de St-Siméon (Fondation)..... | 3638 |

CHARTERS — SURRENDER OF:

| | |
|---|------|
| Compagnie de Gestion Financière Limitée..... | 3639 |
| Dominion Silk Dyeing & Finishing Company Limited..... | 3639 |
| La Compagnie de Publication de l'Union Limitée..... | 3639 |
| Office d'Études Économiques Ltée..... | 3639 |
| Pfaff Sewing Centre of Montreal Ltd..... | 3639 |
| Beck Shoe Inc..... | 3640 |

COMPANIES LICENSED TO DO BUSINESS:

| | |
|--|------|
| Mc Fadzean & Every, Ltd..... | 3640 |
| Western Printers Association Limited.. | 3640 |

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

| | |
|---|------|
| Association des Chiropraticiens de la Province de Québec Inc..... | 3640 |
| Bernierville, village of..... | 3628 |
| Berthierville, town of..... | 3624 |
| Bromptonville, town and School Commission..... | 3630 |
| Canada Steamship Lines Limited..... | 3630 |
| Cap-de-la-Madeleine, city and School Commission..... | 3629 |
| Chapais, town of..... | 3631 |
| Château d'Eau, Catholic School Commission..... | 3626 |
| Châteauguay, town of..... | 3622 |
| Hellenic-Canadian Community of the Island of Montreal..... | 3634 |
| Corporation de Gaz Naturel du Québec | 3622 |
| Côte St-Luc, town of..... | 3625 |
| Grand'Mère, city of..... | 3623 |
| Hastings, Dame Grace P..... | 3630 |
| Hauterive, town of..... | 3631 |
| Joliette, city of..... | 3623 |
| The Quebec Board of Trade..... | 3631 |
| Lachine, city of..... | 3632 |
| La Mutuelle-Vie de l'U.C.C..... | 3625 |
| La Salle, town of..... | 3624 |
| L'Assomption, parish of..... | 3625 |
| Les Missionnaires du Sacré-Cœur..... | 3628 |
| Les Services de Santé du Québec..... | 3625 |
| Longueuil, Catholic School Commission..... | 3630 |
| Montreal, city of..... | 3626 |
| Roxboro, town of..... | 3629 |
| Sept-Iles, town of..... | 3634 |
| Shawinigan Falls, city of..... | 3633 |
| Sherbrooke, city of..... | 3629 |
| Sillery, city of..... | 3634 |
| St-Elzéar, town of..... | 3624 |
| Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, village.. | 3632 |
| St-Pierre, town of..... | 3625 |

| | | | |
|---|------|---|------|
| St-Raphaël de l'Île Bizard, paroisse de | 3632 | St-Raphaël de l'Île Bizard, parish of | 3632 |
| Succession Aldéric Brunet | 3633 | Estate Aldéric Brunet | 3633 |
| Successions Bouchillette et Trahan | 3633 | Estate Bouchillette et Trahan | 3633 |
| The Engineers Club of Montreal | 3635 | The Engineers Club of Montreal | 3635 |
| Très Saint-Sacrement, Commission Scolaire | 3623 | Très Saint-Sacrement, School Commission | 3623 |
| Verdun, cité de | 3633 | Verdun, city of | 3633 |
| Westmount, cité | 3635 | Westmount, city | 3635 |

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

DEPARTMENTAL NOTICES:

AFFAIRES MUNICIPALES:

MUNICIPAL AFFAIRS:

Concernant l'érection de la ville minière de Chapais
 3640 |

Concerning the erection of the mining town of Chapais
 3640 |

TERRES ET FORÊTS:

LANDS AND FOREST:

Service du Cadastre:

Cadastral Branch:

Québec, cité
 3642 |

Quebec, city
 3642 |

TRAVAIL:

LABOUR:

Industrie ou métiers de:

Industry or Trades of:

Barbiers-coiffeurs de St-Jean et Iberville (Règlements) 3642
 Barbiers et Coiffeurs de Victoriaville (Prélèvement) 3645
 Bijouterie et horlogerie du Québec (Prélèvement) 3643
 Construction de Hull (Prélèvement) 3636
 Construction de Montréal (Prélèvement) 3648
 Construction de Montréal (Règlements) 3643
 Construction, région de Rimouski (Modification) 3643
 Postes de services et débits d'essence, région de Chicoutimi 3642

Barbers' and Hairdressers' of St. John's and Iberville (By-laws) 3642
 Barbers' and Hairdressers' of Victoriaville (Levy) 3645
 Jewellery and horology of Quebec (Levy) 3643
 Construction of Hull (Levy) 3646
 Construction of Montreal (Levy) 3648
 Construction of Montreal (By-laws) 3643
 Construction, region of Rimouski (Amendment) 3643
 Gasline and Service Stations, region of Chicoutimi 3642

EXAMENS DU BARREAU:

BAR EXAMINATIONS:

Bedford, étude du droit 3650
 Saguenay, étude du droit 3650

Bedford, study of law 3650
 Saguenay, study of law 3650

LETTRES PATENTES:

LETTERS PATENT:

Artistic Painting Inc. 3606
 Association des Représentants en Pharmacie de Québec Inc. 3607
 Avenue Homes Inc. 3607
 Avenue Investments Ltd. 3607
 Banner Publications Limited 3608
 Boulevard Investments Corporation 3608
 C. E. Dionne & Fils Limitée 3608
 Clermont Oil Heating Ltée — Ltd 3608
 Couture Industries Inc. 3609
 Fashion Tee Casuals Ltd. 3609
 Francisca Lodge Inc. 3609
 Huile à Chauffage Magic Fuel Oil Inc. 3610
 Hull Ready Mix and Concrete Limited 3610
 International Pallet, Limited 3610
 J. I. Laroche & Cie, Limitée 3611
 Kwik-Kafe (Quebec) Limited 3611
 La Bibliothèque des Jeunes de Sainte-Agathe-des-Monts Inc. 3611
 La Chambre de Commerce de Repentigny 3612
 La Compagnie de Bois du Bic Inc. 3612
 La Corporation de L'Hôpital Général Fleury 3613
 Norac Inc. 3613
 Norcopper & Metals Corporation 3613
 Penguin Enterprises Ltd. 3614
 Plateau Levesque Housing Inc. 3614
 René Petit Incorporé 3614
 Rennie Fabrics Inc. 3615
 Richler Automotive Corporation 3615
 Roger Charette Fourrures Inc. 3615
 Rôtisserie Claire-Fontaine, Inc. 3616

Artistic Painting Inc. 3606
 Association des Représentants en Pharmacie de Québec Inc. 3607
 Avenue Homes Inc. 3607
 Avenue Investments Ltd. 3607
 Banner Publications Limited 3608
 Boulevard Investments Corporation 3608
 C. E. Dionne & Fils Limitée 3608
 Clermont Oil Heating Ltée — Ltd 3608
 Couture Industries Inc. 3609
 Fashion Tee Casuals Ltd. 3609
 Francisca Lodge Inc. 3609
 Huile à Chauffage Magic Fuel Oil Inc. 3610
 Hull Ready Mix and Concrete Limited 3610
 International Pallet, Limited 3610
 J. I. Laroche & Cie, Limitée 3611
 Kwik-Kafe (Quebec) Limited 3611
 La Bibliothèque des Jeunes de Sainte-Agathe-des-Monts Inc. 3611
 La Chambre de Commerce de Repentigny 3612
 La Compagnie de Bois du Bic Inc. 3612
 La Corporation de L'Hôpital Général Fleury 3613
 Norac Inc. 3613
 Norcopper & Metals Corporation 3613
 Penguin Enterprises Ltd. 3614
 Plateau Levesque Housing Inc. 3614
 René Petit Incorporé 3614
 Rennie Fabrics Inc. 3615
 Richler Automotive Corporation 3615
 Roger Charette Fourrures Inc. 3615
 Rôtisserie Claire-Fontaine, Inc. 3616

| | | | |
|--|------|--|------|
| Société Suisse Romande..... | 3616 | Société Suisse Romande..... | 3616 |
| South Star Realities Inc..... | 3617 | South Star Realities Inc..... | 3617 |
| Sports Car Club of America, Quebec Region Inc..... | 3617 | Sports Car Club of America, Quebec Region Inc..... | 3617 |
| Town & Country Restaurant Ltd..... | 3617 | Town & Country Restaurant Ltd..... | 3617 |
| Vikon Housing Ltd..... | 3618 | Vikon Housing Ltd..... | 3618 |
| LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES: | | SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT: | |
| Alice Boiteau Ltée..... | 3618 | Alice Boiteau Ltée..... | 3618 |
| Association de Prévention des Accidents Industriels—Québec—Industrial Acci- dent Prevention Association—Quebec..... | 3618 | Association de Prévention des Accidents Industriels—Québec—Industrial Acci- dent Prevention Association—Quebec..... | 3618 |
| Auto Collision Repairs Ltd..... | 3619 | Auto Collision Repairs Ltd..... | 3619 |
| A. Wesley Mason & Son Ltd..... | 3619 | A. Wesley Mason & Son Ltd..... | 3619 |
| Beth Zion Congregation..... | 3619 | Beth Zion Congregation..... | 3619 |
| Brault Automobile Inc..... | 3619 | Brault Automobile Inc..... | 3619 |
| Cycles & Sports Equipment Co. Ltd..... | 3620 | Cycles & Sports Equipment Co. Ltd..... | 3620 |
| Food Products Limited..... | 3620 | Food Products Limited..... | 3620 |
| Harvey Construction Ltd..... | 3620 | Harvey Construction Ltd..... | 3620 |
| Isolation Provinciale Inc.—Provincial Insulation Inc..... | 3621 | Isolation Provinciale Inc.—Provincial Insulation Inc..... | 3621 |
| Olympus Restaurant Inc..... | 3621 | Olympus Restaurant Inc..... | 3621 |
| Perma-Ply Corporation..... | 3621 | Perma-Ply Corporation..... | 3621 |
| The Marking Products Corporation Limited..... | 3621 | The Marking Products Corporation Limited..... | 3621 |
| The Mount Royal Dairies & Company Limited—Les Laiteries Mont Royal & Compagnie Limitée..... | 3622 | The Mount Royal Dairies & Company Limited—Les Laiteries Mont Royal & Compagnie Limitée..... | 3622 |
| Yellow Sample Shoe Stores Limited.. | 3622 | Yellow Sample Shoe Stores Limited.. | 3622 |
| NOMINATION: | | APPOINTMENT: | |
| Divers..... | 3650 | Miscellaneous..... | 3650 |
| PROCLAMATIONS: | | PROCLAMATIONS: | |
| Concernant l'annexion d'un certain ter- ritoire à la municipalité du village de St-Georges à la municipalité, paroisse de St-Théophile..... | 3651 | Concerning the annexation of a certain territory to the municipality of the village of St. Georges to the muni- cipality of the parish of St. Theophile | 3651 |
| Concernant l'annexion d'un certain ter- ritoire de la municipalité de Sutton à la municipalité du village d'Abercorn | 3652 | Concerning the annexation of a certain territory of the municipality of Sutton to the municipality village of Abercorn | 3652 |
| SIÈGE SOCIAUX : | | HEAD OFFICES: | |
| Acme Entreprises Ltd..... | 3653 | Acme Entreprises Ltd..... | 3653 |
| Ametal Mining Corporation..... | 3654 | Ametal Mining Corporation..... | 3654 |
| Kwick-Kafe (Quebec) Limited..... | 3653 | Kwick-Kafe (Quebec) Limited..... | 3653 |
| La Société des Festivals de Montréal— The Montreal Festival Society..... | 3654 | La Société des Festivals de Montréal— The Montreal Festival Society..... | 3654 |
| Plaisance Realities Limited..... | 3654 | Plaisance Realities Limited..... | 3654 |
| The Great Watchichou Company, Ltd. | 3654 | The Great Watchichou Company, Ltd. | 3654 |
| SOUSSIONS: | | TENDERS: | |
| Chicoutimi, cité..... | 3656 | Chicoutimi, city..... | 3656 |
| Rawdon, Syndics des Écoles protes- tantes..... | 3661 | Rawdon, Protestant school trustees.... | 3661 |
| St-Christine, Commission scolaire.... | 3658 | St-Christine, School Commission..... | 3658 |
| St-Honoré, Commission scolaire..... | 3659 | St-Honoré, School Commission..... | 3659 |
| St-Hubert, Municipalité..... | 3655 | St-Hubert, municipality..... | 3655 |
| St-Vincent-de-Paul, paroisse..... | 3660 | St-Vincent-de-Paul, parish..... | 3660 |
| Windsor, Commission scolaire..... | 3657 | Windsor, School Commission..... | 3657 |
| VENTES PAR LICITATION: | | SALES BY LICITATION: | |
| Daoust <i>et vir</i> vs Daoust <i>et al.</i> | 3662 | Daoust <i>et vir</i> vs Daoust <i>et al.</i> | 3662 |
| Steward vs MacNicol <i>et al.</i> | 3663 | Steward vs MacNicol <i>et al.</i> | 3663 |
| Therrien vs Therrien <i>et al.</i> | 3664 | Therrien vs Therrien <i>et al.</i> | 3664 |
| VENTE POUR TAXES: | | SALE FOR TAXES: | |
| Mont-Laurier, ville..... | 3666 | Mont-Laurier, town..... | 3666 |

VENTES PAR SHÉRIFS:

ARTHABASKA:

| | |
|-------------------------------------|------|
| Dionne vs St-Yves..... | 3668 |
| Forand Auto Ltée vs Carrier..... | 3667 |
| Nault <i>et vir</i> vs Lussier..... | 3668 |

BEAUCE:

| | |
|----------------------|------|
| Bédard vs Dumas..... | 3668 |
|----------------------|------|

BEAUHARNOIS:

| | |
|------------------------------------|------|
| Hôpital Voghel Inc. vs Drouin..... | 3669 |
|------------------------------------|------|

BEDFORD:

| | |
|--|------|
| Banque Provinciale du Canada vs Fortier..... | 3669 |
| Fradet vs Samson..... | 3669 |

IBERVILLE:

| | |
|----------------------------|------|
| Desforges vs Dufresne..... | 3670 |
| Roy vs Delang..... | 3670 |

KAMOURASKA:

| | |
|--|------|
| Universal Loan & Finance Corp. vs Levasseur..... | 3671 |
|--|------|

RICHELIEU:

| | |
|---|------|
| Lafflamme vs Girouard <i>et al.</i> | 3671 |
|---|------|

SAINT-FRANÇOIS:

| | |
|---------------------------|------|
| Verronneau vs Poulin..... | 3672 |
|---------------------------|------|

TERREBONNE:

| | |
|---------------------------------------|------|
| United Loan Corporation vs Mallette.. | 3672 |
|---------------------------------------|------|

41225-o

SHERIFFS' SALES:

ARTHABASKA:

| | |
|-------------------------------------|------|
| Dionne vs St-Yves..... | 3668 |
| Forand Auto Ltée vs Carrier..... | 3667 |
| Nault <i>et vir</i> vs Lussier..... | 3668 |

BEAUCE:

| | |
|----------------------|------|
| Bédard vs Dumas..... | 3668 |
|----------------------|------|

BEAUHARNOIS:

| | |
|------------------------------------|------|
| Hôpital Voghel Inc. vs Drouin..... | 3669 |
|------------------------------------|------|

BEDFORD:

| | |
|--|------|
| Banque Provinciale du Canada vs Fortier..... | 3669 |
| Fradet vs Samson..... | 3669 |

IBERVILLE:

| | |
|----------------------------|------|
| Desforges vs Dufresne..... | 3670 |
| Roy vs Delang..... | 3670 |

KAMOURASKA:

| | |
|--|------|
| Universal Loan & Finance Corp. vs Levasseur..... | 3671 |
|--|------|

RICHELIEU:

| | |
|---|------|
| Lafflamme vs Girouard <i>et al.</i> | 3671 |
|---|------|

SAINT FRANCIS:

| | |
|---------------------------|------|
| Verronneau vs Poulin..... | 3672 |
|---------------------------|------|

TERREBONNE:

| | |
|---------------------------------------|------|
| United Loan Corporation vs Mallette.. | 3672 |
|---------------------------------------|------|

41225-o

